

# Le Marxisme Vivant

Revue de théorie et de politique internationale  
n° 19 - novembre 2008

Cette brochure est l'édition en langue française  
*d'une partie des articles* de la revue  
*Marxismo Vivo - n° 19* (2008) publiée en  
espagnol (voir [www.marxismovivo.org](http://www.marxismovivo.org))..

**Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale**  
[www.litci.org](http://www.litci.org)

## Présentation

Le 21 septembre, en analysant la crise économique, le principal journal espagnol du monde, *Clarín* (Argentine), titrait : « *Les cinq jours qui ébranlèrent le monde* ». A première vue, cela paraissait une exagération pour beaucoup de gens, mais maintenant, plus d'un mois plus tard, ce titre pourrait être considéré comme timide. Pourquoi parler de seulement cinq jours, quand cela fait presque deux mois que l'économie capitaliste n'arrête pas de tomber ?

A l'état où on en est, personne ne peut affirmer avec certitude que l'actuelle crise sera égale, inférieure ou supérieure à celle de 1929. Toutefois, la comparaison avec cette année fatidique pour le capitalisme s'est avérée inévitable. Et les conséquences de l'actuelle crise ? Il est difficile de les prévoir. Mais ce dont nous ne pouvons pas avoir de doutes, c'est que des changements profonds auront lieu sur pratiquement tous les terrains de la vie économique et humaine. Aucun pays, aucune classe sociale et même aucun être humain ne va échapper aux conséquences de la crise économique globale.

Cette crise et ses conséquences obligeront les marxistes à mettre à jour leur programme. La revue *Le Marxisme Vivant*, qui est née précisément pour aider à la mise à jour programmatique nécessaire, imposée par les événements de l'Est européen, ne va pas éluder ce défi. C'est pourquoi cette édition commence à aborder sérieusement la crise économique mondiale et nous n'avons pas de doute que, dans le futur, beaucoup de pages de cette revue continueront à être consacrées à ce sujet.

---

2,50 €

Adresse de contact en Belgique: [lct.cwb@gmail.com](mailto:lct.cwb@gmail.com)

Site internet : [www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be)

Ed. resp. J.Talpe-rue de l'Elan 73-B10 - 1170 Bxl:

Dans cette nouvelle édition, il y a un autre sujet qui mérite notre attention : la bataille pour la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale, à l'occasion du 70<sup>ème</sup> anniversaire de sa fondation. Il existe une relation étroite entre les deux thèmes.

En 1938, quand a été fondé la IV<sup>ème</sup> Internationale, Trotsky disait : « *Sans une révolution socialiste, et cela dans la période historique immédiate, toute la civilisation humaine est menacée par une catastrophe.* » La révolution socialiste internationale n'a pas triomphé, et c'est pourquoi toute la société humaine continue à être menacée par une catastrophe. Pour ceux qui doutaient encore de cette prévision, l'actuelle crise mondiale, avec ses conséquences dévastatrices inévitables, dissipe tout doute.

En 1938, Trotsky disait : « *Tout dépend maintenant du prolétariat, c'est-à-dire principalement de son avant-garde révolutionnaire* » ; et c'est pourquoi il appelait à construire le Parti Mondial de la Révolution, la IV<sup>ème</sup> Internationale. Aujourd'hui, face à la crise de l'économie mondiale, nous devons dire la même chose. En 1938, il s'agissait de construire le parti mondial de la révolution. Il s'agit maintenant de le reconstruire. C'est une tâche difficile, mais il n'y a pas d'autre issue. C'est ce que la crise mondiale de l'économie capitaliste exige de nous. Ce n'est pas de l'ultimatisme, ce n'est pas du catastrophisme, c'est du réalisme pur.

# **Le capitalisme entraîne le monde dans l'abîme. Seule une Révolution Socialiste peut sauver l'humanité.**

Déclaration de la  
Ligue Internationale des Travailleurs - Q.I.

On se souviendra de l'année 2008 comme étant celle de la manifestation d'une des plus grandes crises de l'histoire du système capitaliste. Ce qui paraissait être une crise cyclique comme tant d'autres, est apparue dans ses véritables proportions. Depuis le 15 septembre, avec la chute de la banque Lehman Brothers, la panique s'est installée sur les marchés capitalistes du monde entier. Quelques-unes des plus grandes banques des Etats-Unis et d'Europe sont entrées en concordat,<sup>1</sup> ont chuté ou sont entrées en faillite dissimulée. L'offre de crédit est gelée de manière généralisée. Ni les institutions financières ni les capitalistes individuels ne veulent prêter d'argent. Le manque de crédit menace de paralyser l'économie américaine à un tel point que la FED (la banque centrale des Etats-Unis) prête de l'argent directement pour que les entreprises puissent fonctionner, ce qui est totalement hors de ses attributions. Les gouvernements des principaux pays impérialistes sont intervenus, en injectant plus de mille milliards de dollars dans les banques et dans l'économie. Ceci n'a pas arrêté la crise. Jour après jour, on assiste aux plus importantes chutes boursières, depuis de nombreuses décennies. Pour la seule première semaine d'octobre, les bourses du monde entier ont accusé des pertes globales de 6 200 milliards de dollars dans la valeur des actions. Les actions des plus grandes entreprises du monde « s'évaporent », comme celles de General Motors et Exxon, considérées traditionnellement comme solides. Voilà ce qu'est

---

<sup>1</sup> Le terme de « concordat » est employé ici pour désigner des procédures, variables selon les pays, destinées à empêcher, ou seulement à retarder, la mise en faillite d'une entreprise.

devenue, sans exagération, la situation actuelle de l'économie mondiale.

Le « paquet » qui vient d'être approuvé, le 12 octobre, par huit pays européens (paquet qui destine plus de 2 000 milliards de dollars à l'aide des banques) et des mesures semblables des gouvernements des Etats-Unis (700 milliards de dollars, uniquement pour le « plan Paulson »), de l'Australie et des pays du Moyen Orient - une intervention étatique sans précédent dans le système financier mondial - ne parviendront pas à inverser la crise ni à empêcher la récession. Cela pourrait peut-être calmer les marchés pour quelques jours, mais les effets globaux de cette opération gigantesque sur les budgets, les dettes publiques et les taux d'inflation des pays concernés, peuvent produire des répercussions encore plus négatives dans le futur.

**La crise de l'économie capitaliste est une réalité qui se trouve aujourd'hui au centre de tous les événements mondiaux.** D'autre part, il s'agit d'un processus qui en est à peine à ses **débuts** et qui va affecter, dans une mesure plus ou moins grande, tous les pays. Il n'y a pas de doute que les répercussions les plus graves retomberont sur les travailleurs et les pauvres du monde entier.

**Le système financier des Etats-Unis et de l'Europe est en pleine faillite.** La banque Lehman est tombée, Merrill Lynch a été incorporée à la Bank of America, Bearn Stearns a été reprise par Morgan Stanley, Wachovia est passé à Wells Fargo et Goldman Sachs a mis en vente son paquet d'actions. Fannie Mae et Freddie Mac, les deux plus grandes entreprises de la branche hypothécaire des Etats-Unis, sont tombées et ont été nationalisées par le gouvernement américain. La compagnie d'assurances AIG (la plus grande des Etats-Unis et du monde) est tombée, elle aussi. Washington Mutual, la plus grande banque du secteur immobilier des Etats-Unis, a connu le même sort.

Cette violente centralisation de capitaux dans le système financier s'est étendue à l'échelle internationale : HBOS d'Angleterre a été acquise par Lloyds, et Santander (Espagne) a absorbé les succursales de Bradford and Bingley. Les gouvernements européens ont été obligés d'intervenir pour sauver la Banque Fortis (la plus grande de Belgique), HBOS et Bradford-Bingley (les deux d'Angleterre), et Hypos Real Estate (principale banque de financement immobilier d'Allemagne).

Le gouvernement d'Angleterre a étatisé partiellement les banques les plus importantes du pays, en injectant 50 milliards de livres dans ces institutions en échange d'une partie des actions. C'était une « étatisation » pour sauver les banquiers, parce que l'Etat recapitalise leurs entreprises mais permet qu'ils continuent à être les propriétaires des banques. Le gouvernement des Etats-Unis et d'autres gouvernements de pays impérialistes suivront peut-être cet exemple.

Il y a eu une énorme « combustion » de capital fictif dans cette courte période : des titres chargés de crédits « pourris », des hypothèques insolvables, des actions survalorisés, etc. Mais il y a eu aussi des pertes de capital réel, touchant principalement les fonds de pension et de petits investisseurs qui ont mis leurs économies dans des titres ou des actions.

**Il y a déjà une récession dans les pays capitalistes impérialistes**, en commençant par les Etats-Unis, une récession qui s'étend au monde entier. La France compte déjà avec deux trimestres de suite de croissance négative. Le Japon a subi une chute de 2% du PIB au second trimestre de cette année. Il y a déjà une récession en Italie, en Angleterre et en Espagne. Il y a aussi une récession dans certains des pays plus faibles d'Europe, comme l'Islande et l'Irlande. Il y a eu une chute des ventes d'automobiles aux Etats-Unis, avec une moyenne de 30% en septembre. General Electric, une des plus grandes entreprises du monde, a connu une chute de 12% de ses ventes et cherche du financement.

On ne peut pas encore prévoir si cette récession va durer à peine deux ou trois ans **ou si elle va inaugurer une longue période de dépression, semblable à celle qui a suivi la crise de 1929**. Ce n'est pas par hasard que la plupart des économistes bourgeois ou des dirigeants politiques mentionnent la crise de 1929. Ils le font pour nier que le monde est sur le point d'entrer dans une période semblable, ou bien pour souligner les similitudes entre les deux processus et, ainsi, tirer la sonnette d'alarme sur le risque que la crise puisse évoluer vers une situation semblable ou pire. La crise de 1929 est un fantôme qui fait peur à la bourgeoisie mondiale parce qu'elle sait que cela signifierait une période prolongée de déclin du capitalisme lui-même, avec des conséquences politiques énormes.

De toute manière, il s'agit déjà, au moins, **de la plus grande crise de l'économie mondiale depuis 1929**. Il y aura certainement des pays plus touchés et d'autres moins, mais aucun pays n'échappera aux effets de la récession installée dans les pays impérialistes.

En outre, cette crise économique a une particularité qui fait qu'elle dépasse les précédentes, qu'elle est plus généralisée et dévastatrice que celles des années 90 : **son épice centre se trouve aux Etats-Unis**, la plus grande économie du monde et le cœur de l'impérialisme. Ceci fait que la crise est porteuse d'un potentiel maximum d'extension et d'approfondissement. Les pays les plus fragiles et dépendants n'ont aucune possibilité d'échapper à ses effets.

## **L'évolution de la crise**

La crise actuelle est apparue, dans un premier temps, sous la forme d'une crise immobilière aux Etats-Unis. Au cours des dernières années, les banques américaines ont offert de façon généralisée des crédits hypothécaires à des acheteurs d'immeubles de haut risque (les « subprimes »), en percevant des intérêts élevés.

Ces hypothèques étaient « emballées » par de grandes compagnies hypothécaires et transformées en papiers, ou titres, négociés par la suite sur le marché par des courtiers et des banques d'investissements, recueillant ainsi davantage de capitaux et permettant à ces compagnies d'offrir davantage de crédits.

Les titres ont été assurés par des compagnies d'assurances et ont été évalués avec de bonnes notes par des agences de classification de risque, comme et Standard & Poor's. De cette manière, les papiers ont été achetés par des investisseurs du monde entier, à travers les grandes banques et les fonds de pension.

Ce schéma spéculatif, semblable aux célèbres « pyramides », s'est écroulé quand il est devenu évident que des millions d'acheteurs ne pourraient pas payer leurs hypothèques. Les banques ont commencé à reprendre les maisons des endettés insolubles. Cela a donné lieu à une grande offre d'immeubles, offre qui a fait baisser brusquement les prix, ce qui a mis en évidence que des banques, des entreprises de vente, des compagnies immobilières, des compagnies d'assurances et des investisseurs en général, loin de pouvoir obtenir des profits, auraient de lourdes pertes sur le capital investi.

La crise financière actuelle est une manifestation supplémentaire d'un processus permanent de croissance-essor-crise-dépression, propre du système capitaliste, qui est en proie à des crises cycliques depuis le début du 19<sup>ème</sup> siècle, dans un mouvement permanent d'équilibre et de déséquilibre. Chaque crise a, toutefois, ses particularités et sa portée. La crise actuelle se manifeste de manière particulièrement violente par la situation du capitalisme impérialiste et de la lutte de classes dans l'époque où nous vivons. En réalité, les contradictions qui explosent maintenant se sont accumulées pendant plusieurs années.

Pendant les années 1990 et le début du 21<sup>ème</sup> siècle, après des décennies de crise, l'impérialisme est parvenu à inaugurer une période d'expansion et de croissance à travers l'augmentation énorme de l'exploitation des travailleurs du monde entier et d'un véritable processus de recolonisation des pays exploités. Cela s'est passé de différentes manières :

A travers la restauration du capitalisme en Chine, en Russie et dans les anciens Etats ouvriers de l'Europe de l'Est et d'Asie. Ceci a permis que l'impérialisme exploite directement les travailleurs de ces pays, principalement la Chine qui est devenue « l'usine du monde », en payant des salaires de misère et en extrayant ainsi une énorme masse de survaleur.

Avec l'ouverture de nouveaux marchés pour les produits des transnationales dans les pays où le capitalisme a été restauré et aussi dans les pays où les Traités de libre échange (ou TLC) ont été imposés.

Avec la faillite des monopoles étatiques pour l'exploitation des richesses naturelles des pays pauvres, suivie d'un véritable pillage de ces ressources par les transnationales.

En imposant un processus vaste et généralisé de privatisation d'entreprises étatiques et de services publics, ce qui a permis aux entreprises impérialistes d'exploiter directement tout un secteur des travailleurs des pays périphériques et des pays impérialistes eux-mêmes. Ceci a permis d'obtenir des profits énormes, une exploitation dont ces entreprises profitaient auparavant seulement de manière indirecte.

En créant de nouvelles façons d'augmenter l'exploitation du travail salarié, ce qu'on appelle la « flexibilisation du travail », c'est-à-dire la sous-traitance, toutes sortes de contrats précaires, l'élimination des



conquêtes et acquis ouvriers, l'augmentation de la journée de travail, etc.

Toutes ces formes exploitation et d'expansion des marchés ont permis une augmentation du taux de profit (la relation entre la survaleur appropriée par le capitaliste et le capital investi par lui). Les nouvelles technologies numériques ont aussi permis d'augmenter la productivité et de créer un marché financier mondial qui fonctionne « on-line », et permet un rythme instantané de partage de bénéfices, d'accumulation et de suraccumulation de capital.

Tous ces processus ont abouti à l'extraction d'une énorme masse de survaleur. Il y a eu une grande suraccumulation de capital. Toutefois, cette suraccumulation de capital provoque une chute du taux de profits dans la mesure où le numérateur de l'équation (la survaleur) reste inchangé, alors que le dénominateur (le capital) augmente. Le capital cherche alors, le plus rapidement possible, de nouveaux investissements par lesquels obtenir des profits et inverser la chute du taux de profit.

Pendant les dernières décennies, cette suraccumulation de capital a provoqué une grande augmentation du capital fictif, c'est-à-dire du capital qui n'est pas investi dans la production directement, mais dans la spéculation, sous différentes formes.

En général, cette grande masse de capital disponible est injectée de nouveau dans l'économie sous la forme d'une énorme offre de crédit (actions en bourse, titres divers, titres de la dette publique, crédits pour l'exportation, crédits pour les entreprises, crédit au consommateur), sur lequel les capitalistes espèrent obtenir une rémunération plus grande et plus rapide que celle obtenue dans la production.

Mais ce mouvement provoque un endettement brutal, non seulement des consommateurs individuels, mais aussi des entreprises et même des Etats. La dette publique des Etats-Unis, par exemple, a franchi déjà le 30 septembre 2008 le montant incroyable de 10 000 milliards de dollars.

Lors de la dernière crise mondiale, en 2001-2002, l'impérialisme a cherché à en atténuer les effets, et à générer un nouveau cycle de croissance, en baissant les taux d'intérêts et en facilitant encore plus l'offre de crédit, parmi d'autres mesures. Avec cela, il est parvenu à

stimuler la consommation et à restaurer le taux de profit pour une courte période.

Ceci a été combiné avec une autre politique fondamentale du gouvernement Bush : entamer les guerres d'Iraq et d'Afghanistan, et augmenter ainsi violemment les dépenses du budget militaire et stimuler une croissance généralisée de l'industrie militaire et des secteurs liés à l'approvisionnement de l'armée.

Toutefois, les deux mesures ont représenté une fuite en avant, c'est-à-dire qu'elles sont parvenues à atténuer la crise de 2001-2002 mais seulement en augmentant les contradictions du capitalisme américain. D'une part, elles ont amené à l'endettement généralisé des entreprises, des consommateurs et de l'État à des niveaux insupportables. D'autre part, la résistance héroïque des masses irakiennes et afghanes a donné lieu à une crise politique dans l'impérialisme et à une extension des guerres au-delà de toute prévision, et donc des dépenses publiques et de la dette de l'Etat.

C'est pourquoi, cette crise est particulièrement explosive. Outre sa nature commune à toutes les crises du capitalisme (qui se manifeste par une chute abrupte du taux de profit et un déséquilibre qui mène à une crise de surproduction), elle comporte un élément qui contient un potentiel énorme. Nous parlons de la crise du système financier des Etats-Unis et de l'Europe qui, par le biais de la mondialisation du capital et du développement spectaculaire de la technique, atteint déjà le monde entier, en reproduisant cet endettement énorme des consommateurs, des entreprises et des Etats.

## **L'hypothétique « décollage » des pays émergents est un mythe.**

La célèbre thèse du « décollage » de ce qu'on appelle les « pays émergents » qui, étant des puissances supposées en ascension, pourraient échapper à la crise, s'est avérée être un mythe. Il existe une seule économie et un seul marché, à échelle mondiale. Les économies nationales sont des parties de cet ensemble et lui sont subordonnées. Comme nous l'avons déjà dit, le centre de la crise est la principale économie de la planète, les Etats-Unis, ce qui fait que ses effets sont

étendus aux économies de tous les pays, principalement les pays avec une économie plus faible ou secondaire.

Les pays « émergents » sentent déjà ces effets. La crise financière a déjà affecté la Russie où, en une semaine, les sessions de la Bourse ont déjà été interrompues quatre fois, dans une tentative d'empêcher la fuite de capitaux. Dans la seule journée du 6 octobre, la Bourse de Moscou a connu une chute de 19% et le gouvernement a été obligé de suspendre le fonctionnement boursier pendant deux jours pour éviter une chute complète du système financier.

En Amérique latine, ce n'est pas différent. Au début, les gouvernements latino-américains, comme ceux de Lula et de Cristina Kirchner, ont essayé de minimiser la crise alors qu'ils permettaient que les banquiers et les capitalistes internationaux et locaux retirent leurs capitaux avec des bénéfices extraordinaires, en profitant des remises de profits, des hauts intérêts payés par les gouvernements et du paiement des dettes externe et interne.

Maintenant, la crise mondiale est en train de déséquilibrer ces économies de plusieurs manières, par la fuite de capitaux, par la chute des exportations ou par la décélération de la production agricole et industrielle, suite à la chute de la consommation des pays impérialistes. Tout pointe vers la récession. L'illusion du « décollage » s'est effondrée et les mêmes gouvernements qui auparavant minimisaient la crise, essayeront maintenant d'imposer son coût à la classe ouvrière et aux pauvres.

Les affirmations selon lesquelles le Brésil ou l'Argentine ou d'autres pays périphériques ne seraient pas affectés par la crise, n'ont pas seulement comme objectif de cacher l'inaction de ces gouvernements. Outre ceci, il y a un caractère intentionnel clair : les gouvernements de Lula, de Cristina Kirchner et d'autres veulent « anesthésier » la classe ouvrière et les secteurs populaires ; ils veulent les désarmer et leur lier les mains pour qu'ils acceptent de payer passivement les coûts de la crise, ou qu'ils se retrouvent totalement sans préparation face à l'inévitable lutte pour la survie contre la surexploitation, le chômage et la faim qui pointent déjà à l'horizon.

## La crise économique va provoquer une crise sociale énorme

Comme dans toutes les crises de l'économie capitaliste, la bourgeoisie mondiale a déjà commencé à en s'en décharger sur le dos des travailleurs et des secteurs populaires. Les premières manifestations sont les restrictions du crédit au consommateur et les augmentations de prix. Par exemple, pour les seuls Etats-Unis, plus d'un million sept cents mille familles ont été expulsées de leurs maisons parce qu'elles n'ont pas pu payer leur hypothèque. Mais l'attaque qui reste à venir sera bien pire.

La récession provoquera une augmentation énorme du chômage. Toujours aux Etats-Unis, 750.000 personnes ont déjà perdu leur travail. Avant l'explosion des marchés financiers, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) prévoyait que le nombre de travailleurs au chômage partout dans le monde augmenterait de 5 millions cette année. Maintenant, ce nombre devrait beaucoup augmenter.

Les travailleurs immigrants dans les pays impérialistes, originaires de pays pauvres, seront les premiers à souffrir du chômage, de l'augmentation du travail précaire et des lois contre les étrangers promulguées par les gouvernements de ces pays. La crise économique et le chômage provoqueront aussi la croissance de la xénophobie et du racisme, comme c'est déjà le cas en Italie et en Autriche.

D'autre part, dans plus de trente pays pauvres, il y avait déjà une crise sociale en raison de l'augmentation du prix des aliments et des combustibles. Dans ces pays, la récession et le chômage auront l'effet d'une véritable hécatombe sociale.

Les effets de la crise économique parmi les travailleurs contrastent avec les privilèges de la haute bourgeoisie. Le capitalisme cherche à sauver les banques avec des « paquets » étatiques qui, seulement aux Etats-Unis, s'élèvent déjà à plus de **mille milliards de dollars**.

Que signifient ces dépenses, face à d'autres nécessités aiguës de l'humanité ? Selon l'ONU, 32 milliards de dollars suffiraient pour donner de l'eau potable à toute la planète. Selon la FAO, 30 milliards de dollars suffiraient pour mettre un terme au drame de 925 millions de personnes affamées dans le monde. Ce sont des quantités infimes,

comparées avec la fortune destinée à sauver les banques qui ont été les protagonistes de la crise financière.

En outre, un autre mythe s'est effondré. Pendant des décennies, la propagande néo-libérale a fait l'apologie des privatisations, de la liberté du capital à agir sans limites, en obéissant seulement « aux lois du marché ». Ils demandent maintenant désespérément, en réalité ils exigent, une injection d'argent public pour couvrir leurs pertes. Ce qu'ils disent, c'est que dans un moment de croissance économique et de grands profits, il faut privatiser l'Etat, mais qu'aux moments de crise et grandes pertes, l'Etat doit financer les capitalistes. Privatiser les profits et socialiser les pertes, tel est la logique du capitalisme.

C'est pourquoi, tous ne subissent pas la crise de la même façon. Les travailleurs perdent leurs maisons et leurs emplois, et beaucoup sont déjà menacés par la faim. Mais beaucoup de bourgeois, dont la spéculation a mené les banques à la faillite, conservent des privilèges scandaleux, presque obscènes. Des exécutifs de banques qui sont tombées ont perçu des « indemnités » et des bonifications millionnaires. Richard Fuld, qui dirigeait la banque Lehman Brothers (qui a demandé le concordat en septembre), a reçu 45 millions de dollars en 2007. Stan O'Neal, de la banque Merrill Lynch (achetée par la Bank of America), a été mis à la retraite en emportant 161 millions de dollars d'indemnités.

Mais que personne ne se trompe. Le coût de cette bienveillance avec les grandes banques et leurs exécutifs sera payé par les Etats avec l'argent public, c'est-à-dire celui des travailleurs. Pire encore, pour dévier de l'argent de l'Etat afin de sauver les banques, les gouvernements des capitalistes chercheront à augmenter les attaques contre le niveau de vie des travailleurs, étant donné que les quantités énormes dépensées pour sauver les banques augmenteront le déficit du budget et la dette publique des Etats-Unis et des pays européens. Les gouvernements de ces pays chercheront à diminuer les dépenses de santé, d'éducation et des plans de retraite, assumées par l'Etat. Ils chercheront aussi à augmenter l'exploitation des pays périphériques, en faisant fonctionner leur « aspirateur » de capitaux bien connu.

## **L'impérialisme vit une crise politique**

Ce serait une grande erreur de penser que la crise se limite à la sphère de l'économie. L'échec économique a mis en évidence une crise politique dans le pays le plus puissant du monde. Cette désorganisation n'a pas seulement été le produit d'un gouvernement qui finit son mandat. Un des exemples les plus manifestes a été l'épisode du vote du paquet d'aide aux banques. Le gouvernement Bush, avec un appui total des deux candidats présidentiels, Barack Obama et John McCain, et les directions des partis démocrate et républicain, a été mis en échec lors d'un premier vote à la Chambre. Aujourd'hui, même après l'approbation du paquet, la crise ne cède pas de terrain. Le gouvernement Bush, la FED, le Congrès, personne ne contrôle la situation ou dispose au moins de mécanismes efficaces pour faire face à la crise.

La crise politique n'est pas nouvelle. Elle est le résultat de la défaite de l'offensive de l'impérialisme américain après les attentats du 11 septembre 2001. Cette action, dirigée par le gouvernement Bush, consistait à attaquer tous les pays exploités de la planète, principalement ceux qui disposent de grandes réserves pétrolières ou d'une position stratégique pour leur transport. La « guerre contre le terrorisme » a servi pour justifier l'attaque et la guerre contre l'Iraq et l'Afghanistan. Mais la résistance héroïque des peuples irakien et afghan a mené les troupes des Etats-Unis et de l'OTAN dans un borbier qui ne permet déjà pas une victoire militaire. A ce fait s'ajoute le fiasco de l'impérialisme dans sa tentative de mettre en échec les processus révolutionnaires en Amérique latine. La résistance des travailleurs immigrants latins aux Etats-Unis et la lutte des travailleurs européens contre les réformes néo-libérales ont contribué aussi à cette défaite.

La crise politique de l'impérialisme américain a influencé de manière décisive le développement de la crise économique, au moins sous deux aspects. D'abord, parce que la résistance des peuples irakien et afghan a prolongé la guerre pendant plus de cinq ans, en obligeant le gouvernement américain à dépenser, jusqu'à présent, plus de 800 milliards de dollars dans le conflit, affaiblissant ainsi l'économie du pays. Deuxièmement, parce que le borbier de la guerre s'est traduit en un coût politique pour le gouvernement Bush, en l'affaiblissant pro-

fondément à l'heure où il a eu besoin de faire face à la crise économique.

## **Face à la catastrophe provoquée par le capitalisme, seule la classe ouvrière peut offrir une issue pour l'humanité.**

Pendant plus de deux décennies après la restauration du capitalisme dans les pays du prétendu « socialisme réel », une propagande assourdissante, promue par la bourgeoisie mondiale et ses agents, prônait que le capitalisme était le seul système possible pour l'humanité, la source de richesse et de bien-être croissants pour toute la planète. Ils ont décrété « la mort du socialisme ».

La crise de l'économie mondiale vient de rétablir la vérité. Ce ne sont pas les politiques « néo-libérales », les excès de la spéculation ou même le manque de réglementation qui l'ont provoquée, comme l'affirment beaucoup de penseurs bourgeois ou réformistes. Au contraire, les crises sont inhérentes au système capitaliste. Elles font partie de son essence.

Le capitalisme est un système en décadence, qui développe la technologie uniquement pour augmenter les profits, et non en bénéfice de l'humanité. Au contraire, il l'utilise presque toujours pour la destruction de l'homme et de la nature. Ce système a besoin désespérément des guerres pour générer des profits. C'est le règne de l'anarchie de la production, de la consommation désorganisée et superflue d'une minorité, de la surexploitation des ressources naturelles qui provoque une catastrophe écologique mondiale, de la spéculation financière. C'est un système dans lequel la mondialisation du capital, qui n'a pas de frontières, utilise de façon permanente les barrières imposées par les frontières nationales pour réprimer et exploiter mieux les travailleurs immigrants, un système qui, cycliquement, lance l'humanité dans des périodes de chômage intense, de faim et de misère.

Toutefois, l'échec de ce système est loin de signifier la victoire définitive pour les travailleurs et les secteurs populaires du monde entier. Au contraire, la bourgeoisie impérialiste, dans sa décadence, peut entraîner toute l'humanité dans la barbarie. La crise ne rend pas l'impérialisme moins dangereux pour les exploités de ce monde. Un monstre

blesse, qui combat désespérément pour survivre, peut tout détruire autour de lui, dans son agonie.

La bourgeoisie a démontré une fois de plus qu'elle n'accomplit déjà plus aucun rôle progressiste. C'est une classe qui cherche seulement à défendre ses privilèges et sa domination avec toutes les armes dont elle dispose. Elle ne parvient déjà plus à développer les forces productives de l'humanité, ni même à s'occuper des nécessités minimales de celle-ci. Une minorité de grands capitalistes et financiers, les propriétaires des moyens de production et de la distribution, exploitent de plus en plus l'immense majorité. A différentes reprises, elle menace non seulement nos postes de travail, nos salaires et nos maisons, mais aussi l'existence physique elle-même de la classe ouvrière et de toute l'humanité. Les médias et les gouvernements disent qu'il n'y a pas d'autre issue, qu'il faut s'y habituer et essayer de s'adapter parce que le monde est ainsi. Mais l'actuelle crise du capitalisme génère une grande transformation dans la conscience de tous les jours des travailleurs.

Chaque jour de crise apporte des leçons pratiques énormes pour la classe ouvrière du monde entier. Les travailleurs voient quotidiennement les scandales financiers, l'augmentation brutale des inégalités, la menace de dépression, l'irrationalité et l'anarchie du capitalisme et du marché mondial. Ceci devient ensuite concret dans les expériences dures du chômage, de la perte de conquêtes, des bas salaires, expériences auxquelles beaucoup de travailleurs des pays impérialistes vont faire face dans la prochaine période.

La **nouvelle situation mondiale**, qui s'ouvre avec la crise économique, fera que le prolétariat vive une expérience concentrée avec l'exploitation et les fléaux du système capitaliste, une expérience qui normalement n'est possible qu'au cours de nombreuses années. Ceci permettra le réveil d'une nouvelle conscience, semblable à ce qu'ont représenté récemment les guerres, les agressions impérialistes et les politiques néo-libérales, en termes de conscience anti-impérialiste, pour les peuples des pays exploités. Toutefois, pour que cette nouvelle conscience franchisse un bond en avant, il faut que la classe passe à l'action.

Seule une action consciente de la classe ouvrière peut offrir une alternative pour tous les exploités du monde. Cette action consciente



doit commencer par l'organisation pour la lutte en défense de la survie physique, en défense des vies et des familles, des centaines de millions de personnes menacées par la crise. Les travailleurs du monde entier ont besoin de s'organiser et de combattre pour défendre leurs emplois, leurs salaires et leurs maisons. Ils ont besoin de se mobiliser contre l'augmentation des prix, contre le travail précaire et pour les droits des immigrants.

Seules des mesures de fond (comme l'échelle mobile des heures de travail sans perte de salaire ; des plans de travaux publics pour contenir le chômage ; le rajustement automatique des salaires pour contrer les effets de l'inflation ; la fin de toutes les formes de travail précaire ; et d'autres mesures semblables) seront capables de faire face effectivement à cette crise. Les syndicats, les comités d'usine et toutes les organisations de classe seront appelés à accomplir un rôle actif dans ce combat, ou seront vouées à la disparaitre et à céder la place à de nouvelles organisations qui puissent faire face au défi.

Au delà de tout ceci, il faut chercher une issue globale et définitive qui empêche que l'humanité reste à la merci de crises de plus en plus violentes et destructrices. Cette issue existe. Il faut planifier l'économie, la mettre au service de la satisfaction des nécessités de la grande majorité, les travailleurs et les secteurs populaires, et non pour augmenter la richesse de quelques-uns. Seule cette planification permettra d'utiliser rationnellement les ressources naturelles et de cesser immédiatement leur utilisation prédatrice et destructrice de la nature. Seule une économie planifiée peut mettre un terme à la faim, au chômage, à la misère. Seule cette planification permettra le plein développement des technologies et leur utilisation au bénéfice du développement matériel et culturel de l'humanité.

Il est nécessaire de réorganiser toute l'économie mondiale. Ceci est impossible sans s'attaquer aux banques, le cœur de l'économie capitaliste impérialiste. Aujourd'hui, les grandes banques, et tout le système financier dominé par elles, sont une source permanente d'anarchie et de paralysie de l'économie mondiale. Elles ont été les responsables de la spéculation scandaleuse et des pertes gigantesques. Actuellement, elles ne prêtent plus d'argent et provoquent la diminution de la production, le chômage et la fermeture d'entreprises.

Il n'est pas possible de réorganiser l'économie de façon rationnelle sans mettre un terme à la domination des banques et mettre en place un système unique d'investissements et de crédit, contrôlé par l'Etat. Mais ceci doit se faire de manière opposée à l'étatisation promue aujourd'hui par les gouvernements bourgeois, comme celui de l'Angleterre, qui signifie donner de l'argent de l'Etat aux banquiers et permettre qu'ils continuent à diriger leurs banques.

Il est nécessaire **d'exproprier toutes les banques et d'étatiser tout le système financier** des Etats-Unis et de tous les pays impérialistes, sous contrôle des travailleurs et sans indemniser les banquiers. Il est nécessaire d'exproprier aussi les grandes entreprises impérialistes, d'annuler la dette extérieure des pays pauvres et d'établir un contrôle rigide des capitaux qui empêche leur fuite vers les pays impérialistes. Pour mettre un terme à la pénurie d'aliments et à leurs prix élevés, il faut exproprier les grandes propriétés et faire des réformes agraires radicales, qui donnent la terre aux paysans pauvres qui la travaillent et aux « sans- terre » que veulent produire des aliments.

Cela signifie construire une société totalement différente, une société qui ne vit pas en fonction du profit et où l'exploitation n'est pas nécessaire pour la maintenir, une société solidaire entre tous, au lieu d'être basée sur la concurrence et sur l'individualisme, une société socialiste.

Nous, les travailleurs, nous qui créons toutes les richesses avec notre travail, nous pouvons construire cette nouvelle société. Pour cela il sera nécessaire de mettre en échec l'impérialisme, d'exproprier la bourgeoisie parasitaire et de la déloger du pouvoir, en créant un Etat ouvrier qui dirige la transition vers cette société socialiste. L'expérience concrète d'une Révolution Socialiste victorieuse a déjà été faite par le prolétariat russe, qui a pris le pouvoir en 1917 et a construit un Etat basé sur des Conseils Ouvriers démocratiques, au service des grandes majorités populaires. Cette expérience a duré quelques années et a dégénéré ensuite par l'action d'une bureaucratie privilégiée. Toutefois, malgré la bureaucratie, l'URSS a montré la force énorme d'une économie basée sur la propriété collective étatique des moyens de production (usines, banques et moyens de distribution), sur la planification de l'économie et sur le monopole du commerce extérieur. Dans la décennie de 1930, quand les Etats-Unis et tout le monde capitaliste vivaient

les années de la Grande Dépression, l'URSS se développait à des taux de croissance annuelle de 20% ou plus et s'est transformée d'un pays arriéré et rural en la seconde puissance du monde, en moins de 40 ans. Aujourd'hui, la classe ouvrière mondiale fait face au défi de reprendre la stratégie de la Révolution Socialiste mondiale pour mettre en échec le système capitaliste impérialiste et d'en finir pour toujours avec l'exploitation et le fléau des guerres et des crises économiques.

Mais il y a, sans doute, un obstacle énorme sur ce chemin, qui empêche aujourd'hui le prolétariat de combattre pour ses objectifs historiques et, même, de se défendre pleinement des attaques du capital : à la tête de la majorité absolue des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière se trouvent des directions bureaucratiques et opportunistes qui défendent leurs privilèges ainsi que le système capitaliste qui les maintient. Ces directions traîtres ont conduit le prolétariat à des défaites énormes dans le passé, et elles préparent une nouvelle catastrophe pour les luttes du futur.

La seule lutte spontanée des masses, pour héroïque qu'elle soit, ne mènera pas à la conquête du pouvoir. Pour faire la Révolution Socialiste mondiale, unique façon d'empêcher que le monde se précipite dans la barbarie, la classe ouvrière, en se plaçant à la tête de tous les exploités du monde, a besoin d'une direction politique révolutionnaire qui la conduit.

Le prolétariat a besoin de partis révolutionnaires dans tous les pays, qui fassent partie d'une Internationale révolutionnaire, opposée fermement à tous les partis et organisations bourgeois et opportunistes, une Internationale qui arbore un programme qui réunit l'expérience et la tradition internationales du prolétariat depuis la publication du Manifeste Communiste, il y a 160 ans, une Internationale qui se base sur une large démocratie interne et sur le principe organisationnel du centralisme démocratique : liberté totale dans la discussion, unité totale dans l'action.

La nouvelle situation mondiale, inaugurée par l'actuelle crise économique, ouvre des possibilités énormes pour la construction de cette Internationale et ses sections, les partis révolutionnaires nationaux. Voilà le grand défi et la principale tâche des révolutionnaires dans cette époque de décadence du capitalisme.

En septembre de cette année, alors que la confusion et la crise se sont emparées des bourses et de toutes les institutions du monde bourgeois et impérialiste, nous célébrons le 70<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de la IV<sup>ème</sup> Internationale. La IV<sup>ème</sup> Internationale est l'héritière légitime des traditions, du programme et des débuts de la III<sup>ème</sup> Internationale, fondée par Lénine et Trotsky en 1919, peu après la Révolution russe. Trotsky a combattu pendant des années contre la dégénérescence de l'Etat soviétique et de la Troisième Internationale quand ceux-ci sont passés sous le contrôle de la bureaucratie dirigée par Staline.

Le Programme de Transition (écrit par Trotsky et adopté par la IV<sup>ème</sup> Internationale comme son programme de fondation), les principes politiques et organisationnels de l'Internationale et son objectif stratégique sont aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour.

Les mots suivants de Trotsky conservent non seulement toute leur validité ; ils expriment aussi très bien le dilemme dramatique de la situation actuelle : *« Les prémisses objectives de la révolution prolétaire ne sont pas seulement mûres, mais commencent à se pourrir. Sans la victoire de la révolution socialiste dans la prochaine période historique, toute la civilisation humaine sera menacée d'être conduite à une catastrophe. Tout dépend du prolétariat et, avant tout, de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se résume dans la crise de la direction révolutionnaire. »*

Faire face à cette nouvelle étape de crise économique et de décadence du capitalisme, exigera des révolutionnaires du monde entier de concentrer tous leurs efforts à la tâche de la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale, en combattant pour que le meilleur de l'avant-garde de la classe ouvrière rejoigne ses rangs.

Secrétariat International  
de la LIT-QI  
Octobre 2008

# Une nouvelle onde longue récessive est en train de s'ouvrir

Eduardo Almeida

Parti Socialiste des Travailleurs Unifié - Brésil

La dimension de la crise économique actuelle oblige celui qui se propose de l'analyser à chercher des horizons plus vastes. Il est possible que nous soyons face à une nouvelle dépression comme celle de 1929 (voire plus grave) ou à une récession profonde, suivie par d'autres crises postérieures graves.

Pour chacune de ces variantes, une nouvelle situation mondiale est en train de s'ouvrir et il faut engager la discussion sur les perspectives de l'économie et ses relations avec la lutte de classes.

Ceci nous impose de retourner à la polémique sur les ondes longues, ce qui, nécessairement, nous mène à une discussion plus de fond à propos des critères de l'économie marxiste. L'objectif final ne sera pas seulement de comprendre la réalité actuelle mais d'avoir l'audace de signaler des perspectives. Le défi en vaut la peine, même en étant conscient des limitations de rédiger ce texte en plein tourbillon des événements et en courant de grands risques d'erreurs. Finalement, si les réponses ne sont pas utiles, quelques questions clef seront au moins posées.

Ce texte est une mise à jour d'un document écrit en 1996, il y a douze ans.<sup>2</sup> A cette époque, le document avait un objectif déterminé : combattre les visions, très à la mode alors, qui dessinaient un néo-libéralisme omnipotent, une espèce de super-impérialisme immunisé face aux crises et dépassant les caractéristiques de l'impérialisme définies par Lénine. A la fin de ce document, une hypothèse théorique était formulée : la globalisation ne serait-elle pas elle-même une onde longue du capitalisme, qui a eu son essor et pointait vers son déclin ? Cette discussion doit être mise à jour à l'heure actuelle parce qu'elle peut éclaircir la situation actuelle.

---

<sup>2</sup> Eduardo Almeida, *Essor et crise du néo-libéralisme* - 1984

## Les premiers débats sur les ondes longues

La discussion sur l'existence ou non des ondes longues est assez ancienne parmi les marxistes. On sait que l'économie capitaliste évolue à travers des cycles d'une durée déterminée entre 5 et 10 ans. La polémique est de savoir si, outre ces cycles courts, il existe aussi d'autres cycles, d'une durée plus grande, qui incorporeraient les cycles plus petits dans une dynamique déterminée.

Selon Ernst Mandel, c'est Parvus, une marxiste russe, qui fut le premier à défendre l'existence de ces cycles longs, en 1896. Encore sans données statistiques qui vérifieraient sa thèse, et avec une périodisation peu claire, Parvus défendait l'existence de ces ondes et en définissait les phases ascendantes par l'expansion du marché mondial. Un marxiste néerlandais, Van Gelderen, a repris cette thèse en 1913, cherchant à la vérifier avec des données empiriques.

Mais la principale référence dans la discussion des ondes longues est sans doute Nikolai Dmitrievich Kondratieff. En 1919, il a signalé l'existence de ces ondes, avec une période de plus ou moins 50 ans, ayant une partie ascendante et une autre descendante. Il leur donnait pratiquement le même caractère de périodicité automatique que celles des cycles courts du capitalisme.

Dans un travail de 1921, il affirmait : « *Quand nous parlons de cycles dans l'économie, nous nous référons en général aux cycles de l'activité dont la durée est de sept à dix ans. Mais il est évident que ceux-ci ne représentent pas le seul type de cycles économiques. En réalité, la dynamique de la vie économique est compliquée. Outre les cycles précédemment mentionnés (que nous appellerons d'intermédiaires), la probabilité a été démontrée récemment de l'existence d'oscillations encore plus courtes, d'une durée d'environ trois ans et demi. Mais ce n'est pas tout. Il y a réellement des motifs pour présupposer l'existence d'oscillations de 50 ans, un fait qui complique encore davantage le problème de la dynamique économique.* »<sup>3</sup>

Pour arriver à ces conclusions, Kondratieff fait une analyse de l'évolution du capitalisme avec des données d'un siècle et demi. Il en déduit trois grands cycles :

---

<sup>3</sup> N. Kondratieff, *Les grands cycles de la vie économique* - 1921

1) Phase ascendante de 1780-90 à 1810-17 ; phase descendante de 1810-17 à 1844-51.

2) Phase ascendante de 1844-51 à 1870-75 ; phase descendante de 1870-75 à 1890-96.

3) Phase ascendante de 1890-96 à 1914-20 ; la phase descendante commence en 1914-21.

Par la suite, dans le même texte il indique : « *Il existe des mises en question du fait que les grandes oscillations n'ont pas la régularité des cycles d'affaires. Mais cela est faux. Si quelqu'un définit "régularité" comme une distribution dans des intervalles de temps réguliers, alors les grands cycles possèdent cette caractéristique, de la même manière que les cycles intermédiaires. Une périodicité stricte n'existe ni dans les grandes fluctuations ni dans les intermédiaires. La durée de ces dernières oscille entre 7 et 11 ans, soit 57%. La durée des grands cycles oscille entre 48 et 60 ans, soit seulement 25%. »*

Contrairement à Parvus, qui déterminait l'évolution des grands cycles par l'expansion du commerce mondial, Kondratieff les expliquait par le temps de maturation des grands investissements en machines. Il a joué ainsi un rôle très important, en soulignant une discussion stratégique pour l'évaluation des périodes longues de l'économie. Comme beaucoup d'autres intellectuels indépendants, il fut mis en prison et envoyé en Sibérie par le stalinisme en 1930 et fusillé en 1938.

## **La position de Trotsky**

Trotsky reconnaissait l'existence de périodes plus longues dans l'économie capitaliste : « *On peut observer que, dans l'histoire, les cycles homogènes se groupent par séries. Durant des périodes entières du développement capitaliste, les cycles se caractérisent par des booms nets et délimités et par des crises courtes et de faible ampleur. Il en résulte un mouvement brutalement ascendant de la courbe du développement capitaliste. Les périodes de stagnation se caractérisent par une courbe qui, tout en connaissant des oscillations cycliques partielles, se maintient au même niveau approximatif pendant des décennies. Finalement, au cours de certaines périodes historiques, la*

*courbe de base, tout en connaissant de même des oscillations cycliques, s'affaisse, signalant ainsi un déclin des forces productives. »<sup>4</sup>*

Avec cette perspective, il va définir des périodes pour les cycles d'une manière pratiquement identique à celle de Kondratieff : « *La courbe du développement économique met en évidence deux espèces de mouvements : l'un fondamental, qui exprime le relèvement général, l'autre de deuxième ordre, qui correspond aux fluctuations périodiques constantes, relatives aux 16 cycles d'une période de 138 ans. Pendant tout ce temps, le capitalisme a vécu en aspirant et expirant d'une façon différente, suivant les époques. Au point de vue du mouvement de base, c'est-à-dire au point de vue du développement et de la décadence du capitalisme, toute cette époque de 138 ans peut être divisée en 5 périodes : de 1783 à 1851, le capitalisme se développant très lentement, la courbe se relève très péniblement. Après la révolution de 1848, qui a élargi les cadres du marché européen, nous assistons à un tournant très brusque. Entre 1851 et 1873, la courbe monte tout d'un coup. En 1873, les forces productrices développées se heurtent aux bornes du marché. Un krach se produit. Ensuite commence une période de dépression qui se prolonge jusqu'à 1894. Des fluctuations cycliques ont lieu aussi pendant cette période, mais la courbe de base reste approximativement au même niveau. A partir de 1894 commence une nouvelle époque de prospérité capitaliste, et presque jusqu'à la guerre la courbe remonte avec une rapidité vertigineuse. Enfin la débâcle de l'économie capitaliste au cours de la cinquième période commence à partir de l'année 1914. »<sup>5</sup>*

Mais, à partir de cette reconnaissance, Trotsky entre en polémique avec Kondratieff : « *Il est toutefois d'ores et déjà possible de réfuter, par avance, la tentative du professeur Kondratiev d'étudier les périodes qu'il a étiqueté "cycles majeurs", avec la "loi rigide des cycles" observable dans les cycles mineurs ; il s'agit là d'une généralisation fautive à partir d'une analogie formelle. La récurrence périodique des cycles mineurs est conditionnée par la dynamique interne des forces*

---

<sup>4</sup> L. Trotsky, *La courbe du développement capitaliste*, 21.04.1923

<sup>5</sup> L. Trotsky, *Rapport sur la crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'I.C.* (3<sup>ème</sup> Congrès de la III<sup>ème</sup> Internationale) - 20.07.1921 - La nouvelle étape - I. La Situation mondiale (1917-1921) - Du développement économique à la crise



*capitalistes et se manifeste partout et toujours une fois venu à l'existence, le marché.*

*En ce qui concerne les segments de la courbe capitaliste de développement que le professeur Kondratiev propose de désigner également comme des cycles, leur caractère et leur durée sont déterminés non par le jeu interne des forces capitalistes, mais par les conditions externes qui font le lit de leur développement. L'acquisition de nouveaux pays et de continents, la découverte de nouvelles ressources naturelles et, dans leur sillage, les événements d'ordre "super structurels" d'importance aussi essentielle que les guerres et les révolutions, déterminent le caractère et la succession des phases ascendantes, stagnantes ou déclinantes du développement capitaliste. »<sup>6</sup>*

Ainsi, pour Trotsky, les « courbes du développement capitaliste » avec des périodes longues ascendantes et descendantes existaient, mais elles n'avaient pas la détermination endogène des cycles courts. Elles n'étaient pas déterminées par des lois de l'évolution économique du capitalisme elle-même, mais par d'autres facteurs extérieurs, en rapport avec la lutte de classes (révolutions, guerres), l'expansion (obtention de nouveaux territoires), ou l'évolution technologique. Il s'agissait donc d'un autre point de vue pour expliquer les périodes longues, très différent de celui de Kondratieff, avec une autre détermination de cause et sans une fixation rigide des délais.

Nahuel Moreno reconnaissait aussi l'existence des ondes longues en les mettant en rapport, tout comme Trotsky, avec des facteurs qui vont au-delà de l'automatisme des cycles plus petits, comme l'évolution de nouvelles branches de l'économie.

Pour Trotsky, il ne s'agissait pas d'une question moindre pour les perspectives de la lutte révolutionnaire. Dans le troisième congrès de la III<sup>ème</sup> Internationale, il y eut un débat avec des secteurs qui, à partir d'une vision catastrophiste sur l'évolution du capitalisme, ne percevaient pas les signes clairs d'une réactivation économique et une nouvelle stabilisation politique de la bourgeoisie en Europe. De cette appréciation de Trotsky (et de Lénine) est issue la défense de la tactique de front unique pour gagner les masses et préparer une future offensive.

---

<sup>6</sup> L. Trotsky, *La courbe du développement capitaliste*, 21.04.1923

Mais, avec cette appréciation sur la conjoncture, Trotsky signalait aussi les perspectives à plus long terme, comme une courbe descendante du capitalisme : « *La révolution de 1848, partielle et indécise, a cependant effacé les dernières traces du régime, a cependant effacé les dernières traces du régime de servage et de corporations et a élargi ainsi le cadre du développement capitaliste. C'est uniquement dans ces conditions que le relèvement de 1851 peut être considéré comme le début d'une période de développement capitaliste, qui s'est prolongée jusqu'à l'année 1873.*

*Peut-on attendre le même résultat du redressement de 1919-1920 ? Nullement. Aucun élargissement du cadre du développement capitaliste n'y est entré en ligne de compte. Cela veut-il dire que, dans un avenir plus ou moins prochain, tout nouveau relèvement commercial et industriel est exclu ? En aucune façon ! J'ai déjà dit que le capitalisme aspirait et expirait aussi longtemps qu'il était en vie. Mais pendant la période dans laquelle nous sommes entrés, période de règlement des comptes relatifs aux destructions et aux ruines de la guerre, période de retour à l'état économique ancien, tout relèvement ne peut être que superficiel, d'autant plus qu'il est provoqué surtout par la spéculation, tandis que les crises vont devenir plus longues et plus profondes.*

*Dans ce cas, le rétablissement de l'équilibre capitaliste sur des bases nouvelles est-il possible ? Si nous admettons, pour un moment, que la classe ouvrière ne se lèvera pas pour une lutte révolutionnaire, mais permettra à la bourgeoisie, pendant de longues années, disons pendant 20 ou 30 ans, de diriger les destinées du monde, il n'est pas douteux qu'un certain équilibre nouveau pourra être établi. Cependant l'Europe subira un grand recul. Des millions d'ouvriers européens seront morts de chômage et de faim. Les Etats-Unis seront obligés de chercher une orientation nouvelle sur le marché du monde, de regrouper leur industrie, de recruter pendant de longues années. Après l'établissement d'une nouvelle division du travail dans le monde, par cette voie douloureuse en 15, 20, 25 ans, une nouvelle époque du relèvement capitaliste aurait pu, peut-être, commencer. »<sup>7</sup>*

---

<sup>7</sup> L. Trotsky, *Rapport sur la crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'I.C.* (3<sup>ème</sup> Congrès de la III<sup>ème</sup> Internationale) - 20.07.1921 - La nouvelle étape - - I. La Situation mondiale (1917-1921) - La crise, le relèvement et la révolution

Ce pronostic s'est avéré précis. Le capitalisme a vécu un cycle descendant, qui a inclus sa pire crise dans l'histoire, la dépression de 1929. Ce n'est qu'après cela que viendra un nouveau cycle ascendant capitaliste.

## La position de Mandel

Ernest Mandel était un des dirigeants du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale et un des économistes marxistes le plus amplement reconnu de son époque. Mandel a pris comme base la position de Trotsky sur les ondes longues et sa principale contribution à cette discussion fut d'établir la relation entre ces ondes longues et l'évolution du taux de profit du capitalisme. Il existerait une phase ascendante dans des périodes relativement étendues de croissance du taux de profit, et une descendante en cas de baisse.

Outre cela, il intégrait les avancées de la technologie dans la production comme une partie de la formation de l'onde, mise en rapport non avec les découvertes elles-mêmes mais avec l'évolution du taux de profit : *« Ce n'est que quand il y a déjà un climat économique d'un espoir plus grand de profit, et la réalisation d'augmentations dans le taux de profit, que les avancées technologiques peuvent dépasser le stade de n'être que des expériences et se transformer de façon généralisée en production massive. »*.<sup>8</sup>

Mais Mandel a incorporé une partie de la vision de Kondratieff à son évaluation des ondes longues. Rappelons que celui-ci comprenait ces ondes avec une détermination semblable à celles des courtes, ce pourquoi il fut sérieusement critiqué par Trotsky. Mandel, pour sa part, associait aussi le passage d'une phase ascendante à une phase descendante des ondes longues à des mécanismes semblables à ceux des cycles courts :

*« Il y a lieu de remarquer ici une asymétrie de base entre la transformation d'une "onde longue expansive" dans une "onde longue dépressive", d'une part, et la transformation inverse entre la "onde longue dépressive" dans une "onde longue expansive". La première transformation est plus ou moins automatique ; la seconde ne l'est décidément pas. Les raisons pour cette asymétrie ont récemment été mi-*

---

<sup>8</sup> E. Mandel, dans *New findings in long wave research*, 1992, p.325

*ses en relation avec la nature elle-même du mode de production capitaliste. Les effets cumulatifs d'espoir de profit déterminent des décisions d'investissement des entreprises individuellement, et la réalisation de profits par les mêmes entreprises détermine le taux moyen de profit, indépendamment d'autres plans, intentions ou prévisions quelconques. Ils créent un moment à long terme dans lequel le déclin cumulatif du taux de profit devient inévitable après une succession de cycles économiques. Il est secondaire si on a besoin pour cela de deux, de trois ou de quatre cycles, et cela peut varier d'une onde longue expansive à une autre. Autrement dit, les forces économiques qui opèrent pour une expansion de long terme doivent s'épuiser progressivement par eux-mêmes, plus ou moins de la même manière que les forces qui créent un boom capitaliste doivent épuiser les cycles courts normaux. Mais cela n'est pas vrai pour les conditions de transformation d'une "onde longue dépressive" dans l'"onde longue expansive" [...] Des preuves historiques soutiennent fortement que des chocs systémiques exogènes ont été nécessaires pour faire une inversion dans une tendance historique. Ces chocs ont mené chaque fois à une expansion du marché mondial et à un changement brusque dans les conditions d'accumulation du capital, en favorisant cette accumulation. Les facteurs stimulant une élévation du taux de profit à long terme ont été la révolution bourgeoise des 1848 et la découverte des champs d'or de Californie, plus ou moins à la même époque ; une augmentation radicale dans l'investissement dans le monde colonial et la découverte des camps d'or de l'Afrique du Sud, après 1893 ; les résultats cumulatifs de la contre-révolution fasciste et de la guerre autour de 1940. »*

Dans d'autres textes ultérieurs, Mandel a développé davantage l'évolution de la lutte de classes dans la détermination du passage de la phase descendante à la phase ascendante. Il n'y a que des grandes défaites du prolétariat qui pourraient pousser la bourgeoisie à diriger des processus de croissance à long terme. C'est ainsi que la victoire du nazisme en Allemagne, le maccartisme aux Etats-Unis et le frein de la révolution en Europe expliquent le boom d'après-guerre.

Mandel cherche ainsi à faire une synthèse entre Trotsky et Kondratieff. Un des deux (Trotsky) aurait raison dans le passage d'une phase descendante de l'onde longue vers une ascendante (par des facteurs extra-économiques), tandis que l'autre (Kondratieff) verrait juste dans

le passage d'une phase ascendante vers une descendante (par des facteurs purement économiques).

A notre avis, cette évaluation éclectique (très commune chez Mandel) est une source d'erreurs. Trotsky avait raison dans son appréciation globale des ondes longues, tant dans ses phases ascendantes que dans ses descendantes. L'évolution à long terme du taux de profit est la résultante d'une combinaison de processus purement économiques avec d'autres en rapport avec la lutte classes, évolution technologique et incorporation de nouveaux marchés à la production capitaliste. Nous verrons l'importance de cela plus loin.

## **La polémique sur la cinquième onde longue**

Les économistes qui reconnaissent l'existence des ondes longues s'accordent sur l'existence de quatre grands cycles :

a) De la fin du 18<sup>ème</sup> siècle à la crise de 1847, avec une première partie ascendante jusqu'à 1823 et une autre descendante de 1823 à 1847. C'était l'onde longue de la révolution industrielle, avec la diffusion initiale de la machine à vapeur et de la production artisanale et manufacturière.

b) De la crise de 1847 à celle de 1893, avec la montée de 1847 à 1873 et le déclin de 1873 à 1893, avec la généralisation de la machine à vapeur comme principale force motrice.

c) De 1893 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale ; phase dans laquelle apparaît l'impérialisme et se généralise l'application des moteurs électriques à la production industrielle. Elle inclut une période ascendante entre 1894 et 1913, et une descendante de 1914 à 1939. Au cours de cette période, il y eut la grande dépression de 1929.

d) De 1940 (1945 pour quelques pays) à 1966-1970, le dénommé boom d'après-guerre, qui serait la première partie ascendante d'une nouvelle onde longue. A partir de la fin du boom d'après-guerre, Mandel et la plupart des économistes marxistes caractérisent l'existence d'une onde longue descendante.

Il y a réellement eu une chute du rythme d'accumulation à la fin des années soixante qui a mené à une réduction de la croissance aux Etats-Unis d'un taux de 5%, entre 1947-66, à 1,9% entre 1966-75. Les pays impérialistes européens sont tombés de 8,9% à 4,6%, et le Japon de 9,6% à 7,9%.

Outre cela, la crise de 1974-75 fut la première récession généralisée des pays impérialistes. Elle fut suivie par une récupération fragile, sans que le rythme d'accumulation reprenne le niveau de la phase précédente. Le taux de croissance des Etats-Unis a été de 2,3% entre 1973 et 1981, tandis que l'Allemagne est arrivée à 2%; l'Angleterre à 0,5% et le Japon à 3,6%. En 1979, il y eut une nouvelle récession qui s'est étendue jusqu'à 1982. Cela a renforcé l'impression que s'ouvrait une nouvelle onde longue récessive. Mandel a continué à défendre cette position jusqu'à sa mort, en 1995. Beaucoup d'économistes marxistes et d'historiens ont étendu cette définition jusqu'à aujourd'hui. C'est le cas d'Anwar Shaikh, un des économistes les plus brillants de la dernière période, qui s'est consacré à démontrer, par des preuves empiriques, la loi marxiste de la chute tendancielle du taux de profit.

C'est le cas aussi d'Immanuel Wallerstein : « *La période de 1945 jusqu'à aujourd'hui est un cycle typique de Kondratieff de l'économie-monde, où on peut distinguer, comme toujours, deux parties : une phase A, fluctuation vers le haut ou expansion économique, qui s'est étendue depuis 1945 à 1967-73, et une phase B, fluctuation vers le bas ou contraction économique, qui s'est étendue depuis 1967-73 jusqu'à aujourd'hui et qui, probablement, continuera encore pendant quelques années.* »<sup>9</sup>

L'argument de base de tous ces auteurs s'appuie sur un fait réel : même dans les récentes périodes d'essor économique, il n'y a pas eu de recomposition des importants taux de profit de la dernière période, la phase ascendante précédente, c'est-à-dire le boom d'après-guerre. Mais ce type d'évaluation se heurte à la réalité des trente dernières années.

La globalisation et la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers ont mené à d'importantes modifications dans l'accumulation capitaliste. Il y a eu une combinaison particulière d'éléments en faveur de la bourgeoisie mondiale, qui ont permis une augmentation significative du taux de survaleur. Ces faits sont en contradiction avec la caractérisation d'une « onde longue descendante ». C'est ce que nous allons voir maintenant.

---

<sup>9</sup> I. Wallerstein, *Mondialisation ou époque de transition?* - 2001

## **La "globalisation" de l'économie et la restauration du capitalisme dans l'Est**

La dénommée « globalisation » de l'économie est une avancée dans l'internationalisation du capital au cours de l'époque impérialiste, qui provoque un degré inconnu de polarisation entre les classes et entre les nations et permet au capital d'augmenter de nouveau le taux de profit. La restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers va dans le même sens, en incorporant de nouveaux territoires à la domination directe du capital. Voyons les caractéristiques les plus importantes de ce processus :

1) Une globalisation productive et la formation de blocs régionaux avec l'extension de la concurrence partout dans le monde et la prédominance chaque fois plus grande des marchés régionaux et mondial sur les marchés internes domestiques. L'internationalisation du capital n'a pas commencé avec la globalisation, parce qu'elle est inhérente au capitalisme lui-même. Nous ne croyons pas non plus que cette période ait mené à un dépassement des frontières nationales ou ait promu une intégration économique réelle de toute la Planète. Au contraire, la « globalisation » donne lieu à un processus contradictoire d'intégration économique et d'exclusion de secteurs de plus en plus amples de la population mondiale (des parties du prolétariat des pays impérialistes et semi-coloniaux sont au chômage, des paysans sont ruinés, des régions et même des pays entiers sont expulsés du marché). Cette phase d'une plus grande internationalisation du capital est accompagnée d'un approfondissement de la polarisation sociale. Les entreprises multinationales, expression suprême de l'internationalisation du capital, étaient d'abord des groupes entrepreneurs avec une base nationale et une implantation de filiales dans les pays dont ils voulaient occuper les marchés. La globalisation a produit des changements dans ces multinationales. Avec la chute des barrières douanières, elles se sont mises à choisir quelques pays pour y établir leurs implantations industrielles et exporter à partir de là pour le marché mondial ou régional. Les industries automobiles fabriquent des moteurs dans un pays, des boîtes de vitesse dans un autre, des carrosseries dans un troisième, et vendent pour le monde entier.

2) Une globalisation financière qui accentue celle du capital financier et assume des caractéristiques fortement spéculatives et parasitaires. Le capital financier est l'avant-garde de la globalisation économique, en obtenant un nouveau degré de liberté et de prédominance dans l'ensemble de l'économie. Pour échapper à la tendance de la chute du taux de profit, une masse croissante de capitaux est déplacée vers le circuit financier, marqué par de fortes tendances spéculatives. La prédominance du secteur financier a adopté plusieurs formes dans les relations entre les entreprises. Les départements financiers des grandes entreprises sont devenus énormes, au point de devenir aussi lucratifs que la production elle-même, sinon plus. Des fonds gigantesques, de pension ou d'investissement, contrôlent une immense somme d'argent appliquée partout dans le monde à la recherche de la maximisation des profits, sans aucun compromis productif. Des milliards de dollars se déplacent d'un pays à un autre en quelques minutes. De nouvelles banques d'investissement, spécialisées dans des opérations spéculatives, croissent rapidement en concurrençant les banques traditionnelles et en gagnant de l'espace face ces dernières. Ces capitaux ont leur origine dans des profits non réinvestis dans la production : dans la survalueur extraite des travailleurs et transférée aux banques par les entreprises sous la forme d'intérêts des prêts ; dans les salaires indirects des travailleurs (sous la forme des services de santé et d'éducation qui cessent d'exister, pour que l'Etat puisse transférer des ressources aux banques) ; dans les rendements des salaires indirects des travailleurs à travers les fonds de pensions ; dans les salaires des travailleurs et dans les rendements des paysans qui contractent des prêts ou achètent à crédit. Les profits extrêmement élevés du système financier représentent simplement un gigantesque aspirateur de survalueur extraite des travailleurs et transférée d'autres secteurs de la bourgeoisie.

L'hypertrophie du secteur financier avec la globalisation a permis que ce capital extrait de la production soit ensuite multiplié (le « levage » dans le jargon de ses opérateurs) par dix, par cent, en se transformant en « capital fictif » décrit par Marx. Les portefeuilles de prêts des banques se sont transformés en titres et ont été vendus sur le marché. Les Bourses ont cessé d'être une forme de captage de capital pour l'investissement productif et sont devenues des points de spéculation internationale.



Le marché des changes, qui permettait auparavant d'établir l'équivalence entre les diverses monnaies dans l'échange commercial international, représente maintenant seulement 3% des opérations en devises, le reste étant de la spéculation sur les monnaies. Le service de la dette publique est le second en importance dans le système financier. Il servait à l'origine pour financer des frais des Etats pour développer un certain secteur ou pour la réactivation de l'économie. Il s'est transformé en une source de profits et de spéculation des grandes banques et entreprises, qui possèdent les titres de la dette publique.

3) Une restructuration productive avec l'abandon du modèle fordiste et l'incorporation de différentes formes d'organisation du travail avec de grandes modifications technologiques, en particulier via l'introduction de l'informatique dans la production. L'incorporation de l'informatique a permis une énorme avancée dans l'automatisation de la production et des services, en permettant un contrôle supérieur des machines et un degré plus grand de précision de ces dernières. On peut aujourd'hui affirmer que l'informatique est présente dans toute branche de l'activité économique qui veut avoir une certaine possibilité de survie, et qu'elle envahit l'éducation, les soins de santé et les maisons. Il s'agit d'une nouvelle base technologique, aussi importante que furent, à leur époque, l'acier ou le moteur à vapeur.

La restructuration productive a impliqué la « production flexible » en accord avec la demande, la polyvalence, la sous-traitance, la production avec des stocks minimaux, etc.. La combinaison entre la réorganisation dans la production et l'incorporation de la nouvelle technologie informatique a signifié une variation très importante dans la composition organique du capital et une extension de l'extraction de survaleur relative.

4) Une attaque sans précédent aux conditions de vie des travailleurs : la chute des salaires, le chômage structurel même dans des périodes de croissance économique, la perte de conquêtes (stabilité dans l'emploi, pensions, conditions de travail, etc.) obtenues depuis la Seconde Guerre mondiale, la déstabilisation généralisée, l'extension de la journée de travail (avec la banque d'heures, par exemple) ; tout cela représente des attaques brutales.

5) Une réforme dans les Etats, qui concentrent aujourd'hui le capital à un niveau supérieur, en le retirant de leur destin précédent en santé,

éducation et sécurité sociale pour le transférer à divers secteurs capitalistes.

6) Un degré supérieur de concentration et de centralisation du capital dans les oligopoles mondiaux.

7) Une recolonisation des pays semi-coloniaux

8) Une liberté jamais vue pour le capital avec l'ouverture des frontières.

9) La restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers a intégré de manière directe ces Etats dans la sphère de production et de consommation de marchandises capitalistes. Le nombre de travailleurs salariés sous le capitalisme a été doublé (il est passé de 1,5 milliards à 3 milliards). Il fut possible d'intégrer la Chine comme une grande plate-forme d'exportation de produits industriels des multinationales qui s'y sont installées, en plus d'occuper son énorme marché interne. La Russie a été intégrée au marché international non seulement comme marché consommateur mais aussi comme grand producteur de gaz et de pétrole.

## **La globalisation comme une nouvelle onde ascendante du capitalisme**

La «globalisation» de l'économie et la restauration du capitalisme dans l'Est furent deux grandes victoires du capital. Elles ont permis l'extension de la domination directe du capitalisme sur de nouveaux marchés, ainsi qu'une grande augmentation dans le taux d'exploitation des travailleurs.

En vérité, la globalisation est la manifestation d'une nouvelle phase expansive longue du capitalisme, et non la continuité d'une onde descendante, comme le disait Mandel. Si nous admettons comme correcte l'évaluation de Trotsky sur l'évolution des ondes longues comme résultat de facteurs extra-économiques, il est possible de comprendre que la période intermédiaire entre une phase ascendante et une autre (boom après-guerre et globalisation) ait été courte (fin des années soixante jusqu'à la récession de 1979-82).

Le capitalisme est parvenu à dépasser les confrontations dans la lutte de classes qui ont caractérisé la fin du boom, à l'exception de leur grande défaite de 1975 au Vietnam. Mais le grand soulèvement fran-

çais de mai 1968 s'est soldé par un échec, ainsi que la révolution portugaise de 1975, et tant d'autres confrontations en Amérique latine. Dans l'Est européen, les tentatives de révolution politique en Pologne et en Tchécoslovaquie ont été mises en échec par les troupes russes, avec de sérieuses conséquences pour le reste de l'histoire des Etats ouvriers, en permettant la restauration postérieure du capitalisme.

Le capitalisme est alors parvenu à trouver une issue par la voie d'une nouvelle combinaison de plans économiques et politiques avec la globalisation et la restauration du capitalisme dans l'Est. Cela a permis l'ouverture d'une nouvelle onde longue de croissance.

Le cycle de croissance de 1982 à 1989 fut un des plus longs de l'après-guerre. La chute du taux de profit qui a prédominé dans les années 70 s'est inversée. Selon les données de Michael Roberts, le taux de profit aux Etats-Unis pendant le boom d'après-guerre dans les années 60 était de 15-20% des ventes avant impôt. La crise suivante a baissé ce taux à 8-9%. Avec les plans néo-libéraux, le taux a de nouveau grimpé, en arrivant à 10% en 1989 et à 13% en 1997. Le taux s'est élevé de 1,2% par an pendant les années 80, en récupérant 7% de sa chute précédente (données de Shaikh pour les Etats-Unis). Perry Anderson signale des données semblables en affirmant que le taux de profit a diminué de 4,7% dans les années 70 et a augmenté de nouveau de 4,4% durant les années 80. Entre 1982 et 1991, il y a eu une croissance de l'économie mondiale avec un taux moyen de 3,3% par an, qui s'est élevé, dans les années 90, à 3,4%. Le commerce mondial a crû de 5% entre 1982 et 1991 et de 7,2% entre 1992 et 2000.

Il n'y a pas eu une recomposition des taux de profit au niveau de ceux de la période du boom, mais le niveau des années 70 a clairement été dépassé. C'est une erreur mécaniciste d'utiliser ce fait pour caractériser cette période comme une onde « descendante ». En fin de comptes, il existe une tendance historique à la diminution du taux de profit défini par Marx. Cela devrait se vérifier même entre deux ondes longues ascendantes successives, sans quoi il ne s'agirait pas d'une tendance historique.

## L'expression politique et idéologique de l'onde ascendante de la globalisation

Les plans néo-libéraux ont été un levier décisif pour la globalisation. L'idéologie néo-libérale existait depuis 1947 mais n'avait alors pas d'utilité pour la bourgeoisie. Dans leur réunion de fondation à Mont Pélerin<sup>10</sup>, les initiateurs du néo-libéralisme affirmaient qu'il était nécessaire de diminuer les dépenses étatiques en bien-être social ; d'appliquer des réformes fiscales pour donner de plus grands stimulants aux entreprises ; d'attaquer les syndicats qui faisaient pression pour l'augmentations des salaires et des dépenses sociales des Etats.

Le néo-libéralisme s'est maintenu comme un courant marginal, en produisant des livres et des conférences, sans influence réelle dans la conduite des plans économiques bourgeois, dominée à ce moment-là par la pensée keynésienne. La crise de la fin du boom d'après-guerre inversa la situation. La globalisation qui s'imposait avait besoin d'une idéologie et d'une politique concrètes, fournies par le néo-libéralisme.

La première expérience avec un plan néo-libéral fut menée sous la dictature de Pinochet, au Chili, en 1973. La conduite de l'économie fut confiée à une équipe d'économistes, connus comme les « Chicago boys » pour avoir été formés à l'Université de Chicago avec un des chefs du néo-libéralisme, Milton Friedman. On privatisa les entreprises étatiques, on imposa une ouverture des frontières économiques et on attaqua les droits des travailleurs. On privatisa même le système des pensions. Ce véritable laboratoire pour la contre-révolution fut ensuite étendu aux pays impérialistes, à partir des gouvernements de Thatcher (1979) et de Reagan (1980) et à toute l'Amérique latine, dans les années 90.

En termes politiques, l'offensive impérialiste a imposé la démocratie bourgeoise comme la référence mondiale, comme « alternative » aux dictatures staliniennes. En termes militaires, les Etats-Unis (avec l'OTAN) sont pratiquement devenus l'unique puissance militaire, sans concurrent.

---

<sup>10</sup> La *Société du Mont Pélerin* a été créée le 10 avril 1949 lors d'une conférence organisée dans le village suisse de ce nom par des économistes qui voulaient s'opposer au keynésianisme de l'après-guerre et son *Etat providence*. NdT

Un nouvel ordre mondial a pris forme, succédant à celui de Yalta et de Postdam, en vigueur depuis la Seconde Guerre Mondiale, avec la « coexistence pacifique » entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique. Les Etats-Unis étaient déjà l'impérialisme hégémonique et, avec ce nouvel ordre, ils sont devenus les seuls maîtres du monde.

Cela fut associé à la gigantesque campagne de publicité idéologique sur « la mort du socialisme », appuyée sur les bureaucraties réformistes du mouvement de masses. La situation réactionnaire des années 90 eut ainsi une solide base matérielle par l'essor du néo-libéralisme et la restauration du capitalisme, ainsi qu'une base politique et idéologique très importante. Les plans néo-libéraux avaient un soutien de masses (y compris les privatisations) et la confusion idéologique régnait dans l'avant-garde.

## **L'ouverture d'une onde descendante**

Nous pouvons donc constater l'ouverture d'une phase ascendante de l'onde longue depuis le début des années 80, qui coïncide avec la globalisation et qui s'est étendue jusqu'aux années 90. Vers le milieu de cette décennie, les limites de cette phase commencèrent déjà à se manifester, en entamant la transition à une autre phase, la descendante.

Cela a commencé avec la crise au Mexique en 1994, suivie par celles des « tigres asiatiques » et de la Russie (1997), et celle du Brésil (fin 1998), jusqu'à arriver à la crise cyclique généralisée de 2000-2001. Le taux de profit des entreprises aux Etats-Unis est tombé dans cette phase à 6%.

Les mobilisations anti-globalisation, l'éclosion d'insurrections, comme en Equateur (2000) et la seconde Intifada en Palestine (2000) ont marqué la fin de la situation réactionnaire des années 90.

L'impérialisme nord-américain a eu une réponse globale pour la crise économique, avec un composant politique et militaire fort. Bush, profitant de l'attentat terroriste contre les Tours jumelles, en 2001, a lancé sa stratégie clairement bonapartiste de la « guerre au terrorisme ».

La face militaire est venue avec les invasions d'Afghanistan (2001) et d'Iraq (2003), ainsi qu'avec la tentative de coup militaire au Venezuela (2002). Le plan militaire original incluait Iran et d'autres pays.

Ces invasions et putschs garantiraient la domination politique et l'usufruit direct du pétrole.

Le plan économique de Bush pour combattre la chute du taux de profit était basé sur le stimulant à l'industrie de l'armement et la réduction des impôts pour les grandes entreprises aux Etats-Unis. Avec ceci est venu l'offensive pour imposer la ZLEA (ALCA) en Amérique latine.

Le plan politique de l'impérialisme impliquait donc d'imposer des défaites au mouvement de masses et de réinstaurer le rapport de forces des années 90, pour garantir une issue durable à la crise, en maintenant la phase ascendante de la globalisation.

Les conséquences furent contradictoires. Le gouvernement Bush obtint une sortie de la crise de 2000-2001 pour l'économie des Etats-Unis avec une rapidité relative. La récession a duré moins d'un an. L'économie mondiale a entamé un nouveau cycle de croissance, le taux de profit aux Etats-Unis arrivant à 12% annuel entre 2002 et 2006. Mais les contradictions se sont rapidement aggravées. Les dépenses militaires et le déficit fiscal du pays se sont amplifiés. De plus, les Etats-Unis ont augmenté leur dépendance envers le financement mondial pour payer le double déficit (commercial et fiscal), qui exige un flux de capitaux en provenance du monde entier, proche de 3 milliards de dollars par jour.

D'autre part, la crise économique de 2000-2001 eut des conséquences beaucoup plus violentes dans d'autres pays. Elle a mené à l'explosion de l'économie argentine et à la révolution de 2001, ainsi qu'aux insurrections en Bolivie (2003 et 2005). La crise de l'impérialisme et les mobilisations ont fini par empêcher la mise en oeuvre de la ZLEA, comme le voulait Bush, même si la pression de recolonisation fut maintenue. Dans les pays impérialistes européens aussi, la classe ouvrière a commencé à entrer en scène, avec des mobilisations de résistance et de grèves générales pour la première fois dans plusieurs pays.

En même temps, les invasions et les putschs militaires se sont retournés contre l'impérialisme. L'invasion d'Iraq a mené au borbier actuel et le gouvernement Bush a souffert d'une énorme usure politique. Il ne peut pas stabiliser la situation, ni sortir immédiatement, en reconnaissant la défaite et en livrant le pétrole. Le putsch au Venezuela fut mis en échec par une insurrection des masses.

Dans le dernier trimestre de 2007, le taux de profit de l'économie des Etats-Unis est de nouveau retombé, démontrant ainsi l'arrivée d'une nouvelle crise cyclique de surproduction relative. La spéculation immobilière a été la face la plus visible de la crise qui s'est étendu rapidement au secteur automobile. Dans le premier semestre de 2008, la crise s'est étendue aux pays européens. En septembre 2008 a eu lieu le crack financier global. La crise cyclique ne débute évidemment pas dans la sphère financière, mais le crack des finances globales peut aggraver énormément la crise de surproduction relative. L'hypothèse d'une nouvelle dépression semblable à celle de 1929 est clairement à l'ordre du jour, bien qu'elle ne soit pas la seule hypothèse.

La phase descendante longue a commencée avec clarté après un peu plus de dix ans de transition de la phase ascendante (de 1982 jusqu'à la moitié des années 90). Si nous acceptons ce qui disait Mandel, il serait impossible d'interpréter la situation actuelle, parce que nous viendrions déjà dans une phase descendante depuis plus de trente ans.

Une autre erreur de Mandel devient maintenant aussi évidente. Le passage d'une phase ascendante à une autre descendante n'a pas lieu par des facteurs exclusivement économiques, comme il l'affirmait. Si l'offensive militaire et politique de Bush avait été victorieuse, nous aurions aujourd'hui une autre situation économique, beaucoup plus favorable pour l'impérialisme, qui garantirait probablement la continuité de la phase ascendante. L'embourbement croissant en Iraq, la non-mise en oeuvre de la ZLEA et la résistance du prolétariat européen ont contribué à la chute du taux de profit de l'impérialisme.

## **Et maintenant ?**

Si nous avons raison dans le diagnostic d'une phase descendante longue qui est en train de s'ouvrir, il y a deux perspectives principales. La première est celle d'une dépression égale ou pire que celle de 1929. Cette hypothèse est aujourd'hui clairement à l'ordre du jour dans la réalité, avec de grandes chutes du Produit Intérieur Brut dans les principaux pays, des faillites en série et du chômage de 20 à 25% ou plus.

L'autre hypothèse est celle d'une crise récessive forte qui serait suivie par une récupération qui n'atteint pas le niveau précédent, suivie à son tour par une nouvelle crise, c'est-à-dire, la confirmation de la ca-

ractéristique de Trotsky pour ce type de crise, avec des essors plus faibles et des chutes plus fortes.

Les phases descendantes précédentes furent très différentes. Une d'elles (1914-1939) fut très profonde et a inclus la dépression de 1929. Une autre fut beaucoup plus rapide (fin des années soixante, jusqu'à 1982). Les deux ont toutefois donné lieu à des commotions sociales et politiques violentes avant de passer à de nouvelles phases de montée.

Cette phase descendante a des caractéristiques particulières, précisément par les conditions de l'ascendante qui lui a donné naissance. La globalisation a apporté une dimension gigantesque du capital financier parasitaire et fictif qui est maintenant en train de « fondre ». Comme il existe un lien étroit entre le capital bancaire et le capital industriel, les conséquences seront graves.

Pendant de nombreuses années, les grandes entreprises ont eu la spéculation financière comme origine d'une partie importante de leurs profits et elles vont maintenant payer cela avec de grands préjudices et des pertes spectaculaires. En compromettant, voire en paralysant le crédit, la crise financière empêche le circuit normal d'accumulation, complique les ventes, et donc la réalisation de la survaleur. Tout cela aggrave beaucoup la récession.

La déréglementation typique de la globalisation exige maintenant son dû, par l'incapacité des gouvernements et des institutions d'avoir un certain type de contrôle sur le processus. Les injections de milliards de dollars des gouvernements font naufrage dans moins d'une semaine.

Le degré d'internationalisation de la production est aujourd'hui très supérieur à celui d'il y a trente ans, et complique ainsi toute issue autarcique par un pays isolé. L'interdépendance du commerce, de la production elle-même et des finances globalisées pénètre dans toute l'économie mondiale avec une force brutale, entraînant tous les pays dans le tourbillon de la crise.

Pour sortir de cette crise, l'impérialisme devra la décharger sur les épaules du prolétariat et des pays semi-coloniaux, comme cela fut le cas dans toutes les autres crises. Ceci aura des conséquences sociales et politiques sérieuses partout dans le monde. Il se peut que cela signifie de grandes luttes dans les pays impérialistes (y compris aux Etats-Unis). Il se peut qu'il y ait des explosions dans les pays où a eu lieu la



restauration (comme en Russie et en Chine). Les gouvernements nationalistes et de front populaire, qui ont profité de la croissance économique, devront maintenant administrer une forte crise économique, ce qui va signifier une énorme usure et des crises politiques.

La restauration du capitalisme et la chute de l'appareil stalinien ont eu lieu dans l'Est européen. La restauration fut la star de la phase ascendante de la globalisation, qui lui donna des bases économiques, politiques et idéologiques. Maintenant, la chute de l'appareil stalinien mondial peut avoir des conséquences néfastes pour la bourgeoisie.

La force de la campagne de publicité impérialiste sur « la fin du socialisme » était soutenue par une importante base matérielle liée à la phase ascendante et la croissance économique de la globalisation. Il y a déjà eu une inversion partielle de ce processus avec la crise de 2000-2001 et les insurrections en Amérique latine. Mais maintenant, c'est toute une crise idéologique brutale qui s'ouvre dans le camp impérialiste, lequel recourt à des étatisations partielles pour aider les entreprises financières en crise et voit se fondre - avec le crack - la croyance dans le « marché libre ». C'est l'heure d'associer les luttes concrètes des travailleurs pour faire face à la crise avec la reprise des drapeaux du socialisme.

Il n'est pas dit que cette crise sera le berceau de révolutions triomphantes. Il se peut que ce soit le cas mais il peut aussi y avoir des victoires de la contre-révolution, comme le triomphe du nazi-fascisme qui a accompagné la crise de 1929. Toutefois, le défi est là, celui de faire face à de grandes commotions sociales et politiques comme autant d'opportunités révolutionnaires.

# Guerre entre la Russie et la Géorgie

Une polémique

Le 7 août de cette année les troupes géorgiennes, formées et instruites par les Etats-Unis, ont attaqué la république séparatiste de l'Ossétie du Sud. Sa capitale a été détruit et plus de 1500 ses habitants ont été assassinés tandis que 30.000 autres se sont enfuis en direction de l'Ossétie du Nord située en territoire russe. L'armée russe a répondu à cette attaque en expulsant l'armée géorgienne de l'Ossétie du Sud, en occupant quelques villes géorgiennes et en bombardant la capitale Tbilissi.

Quel était le caractère de cette guerre et quelle position les révolutionnaires devraient-ils assumer face à elle? Les organisations de gauche ont donné différentes réponses à ces questions et une polémique s'est développée. Cette polémique a aussi eu lieu au sein de la LIT (Ligue Internationale des Travailleurs). Nous reproduisons ici deux articles, un d'Iván Baguirin, du POI (Parti Ouvrier Internationaliste) de la Russie et un autre de Felipe Alegria, du PRT-IR (Parti Révolutionnaire des Travailleurs - Gauche Révolutionnaire) de l'Espagne. Ce dernier défend, dans l'essentiel, la position de la direction de la LIT.



# L'OTAN et la Russie contre les peuples

Ivan Baguirin,  
dirigent du POI, la section de la LIT en Russie

Une fois encore, la guerre frappe le Caucase... Comme si les gens de cette région n'avaient pas déjà assez de souffrances : pauvreté extrême, chômage, occupation militaire et menace permanente de la part de la Russie. De plus, d'autres grandes puissances impérialistes, et les bourgeoisies de la région, expulsent de leurs maisons les travailleurs de Géorgie, d'Ossétie, d'Abkhazie et des autres républiques du Caucase Nord et Sud. Des milliers de personnes sont ainsi obligées de s'éloigner de leurs familles pour aller chercher une vie meilleure. Les soldats russes et géorgiens sont envoyés, au prix de leur vie, défendre les plans de la bourgeoisie : faire de ces peuples opprimés une force de travail encore meilleur marché.

On en est ainsi arrivé à cette nouvelle guerre : les attaques assassines de l'armée géorgienne contre le peuple d'Ossétie, et les bombardements barbares des villes géorgiennes par l'aviation russe, sous l'hypocrite prétexte de « défendre » l'Ossétie... De milliers de morts, de dizaines de milliers de réfugiés, la peur et le désespoir. Qui avait besoin de cette guerre ? Pour quoi le peuple travailleur doit-il mourir ? Il faut expliquer les raisons de ce nouveau massacre.

## **Un duel pour diriger la spoliation de la région**

L'impérialisme mondial ainsi que la bourgeoisie et la bureaucratie russes se disputent cette région. Évidemment, nous ne parlons pas d'un duel à forces égales. Le régime de Poutine-Medvedev, malgré toutes ses déclarations patriotiques et triomphalistes, n'affrontera jamais jusqu'au bout l'impérialisme américain et européen. Il ne va pas non plus résister à la colonisation du pays par les capitaux américains et européens qui dominent l'économie.

Mais Poutine possède des réelles forces pour négocier, voire augmenter, le « prix de vente » afin de garantir sa part du gâteau dans le pillage impérialiste. Cette situation engendre, bien entendu, des **contradictions entre l'impérialisme mondial et la bourgeoisie et la bureaucratie russes**. Le régime russe considère les républiques de ex-l'URSS - et spécialement le Caucase - comme son « arrière-cour » et **elle se bat donc pour imposer sa domination sur ces pays-là**. Ici, la Russie maintient un reliquat de l'ex Union Soviétique : des bases militaires et des troupes. Cette présence militaire, légalisée par des accords avec les gouvernements des républiques et par des mandats de l'ONU, a permis à la bourgeoisie et à la bureaucratie russes de se battre pour dominer politiquement et économiquement la région et en tirer des profits colossaux. C'est ce qui arrive en Géorgie.

**L'impérialisme mondial cherche depuis des années à placer la Géorgie sous son contrôle direct** et a y installer des bases militaires pour ses opérations au Moyen Orient ; ceci se reflète dans les objectifs d'expansion de l'OTAN, lesquels vont à l'encontre des plans du régime de Poutine-Medvedev. Ce régime conçoit la Russie comme une sous-métropole coloniale et il entend devenir un **petit associé** des USA et de l'UE. Ainsi, par exemple, le régime de Poutine-Medvedev a-t-il proposé aux USA d'exploiter ensemble la station de radar russe installée en Azerbaïdjan pour épier l'Iran. Aussi, la Russie maintient des troupes en Ossétie du sud et en Abkhazie ; sous la couverture des « casques bleus », ces troupes défendent les intérêts de la bourgeoisie et la bureaucratie russes en Géorgie, et elles sont utilisées par la Russie comme carte de négociation avec l'impérialisme américain et européen.

## **Saakashvili : un régime colonial, agent direct de l'impérialisme américain**

En Géorgie, le régime de Saakashvili est arrivé au pouvoir sur la vague révolutionnaire qui avait mis en déroute le régime pourri de Chevardnadze (ex-ministre des Affaires étrangères du gouvernement de restauration de Gorbatchev en URSS). Mais en l'absence d'une direction révolutionnaire, les masses ont alors été prises au piège de l'illusion selon laquelle « l'Occident nous aidera », ce qui permet

l'instauration du gouvernement de Saakashvili, agent direct des USA. En effet, Saakashvili déclare ouvertement son désir d'intégrer la Géorgie à l'OTAN et il se revendique comme un allié inconditionnel des yankees. La Géorgie compte moins de 5 millions d'habitants et pourtant, malgré sa pauvreté et sa petite population, elle a envoyé 2500 soldats en Iraq, ce qui représente le troisième plus grand contingent après les USA et l'Angleterre. Aussi, depuis des années, les instructeurs militaires de l'OTAN et d'Israël sont à l'œuvre dans l'armée géorgienne. Cependant, dévastée par la restauration capitaliste, l'économie géorgienne appartient majoritairement à des capitaux russes, spécialement à la branche stratégique de l'énergie électrique. Ainsi, l'argent envoyé par les travailleurs géorgiens employés en Russie représente plus de 10% du PIB de la Géorgie. Par ailleurs, beaucoup de puissants bourgeois géorgiens ont placé leurs investissements en Russie et vivent à Moscou. Toutefois, le commerce bilatéral a chuté radicalement depuis l'arrivée au pouvoir de Saakashvili.

## **Pourquoi Saakashvili a commencé la guerre ?**

La guerre, initiée par l'attaque contre l'Ossétie et terminée quelques jours après avec une défaite foudroyante des troupes géorgiennes, peut paraître comme un acte suicidaire de la part du régime de Saakashvili, ou comme une fatale erreur de calcul. Nous ne pouvons pas écarter une telle hypothèse, mais une autre explication est possible : cette guerre a été préparée avec anticipation par un régime qui vit, depuis longtemps, une situation désespérée. En effet, avec la crise économique mondiale et l'augmentation des privations pour les travailleurs et les paysans, le régime de Saakashvili qui, pour être arrivé sur une vague révolutionnaire, n'a jamais été très stable, est-t-il à la recherche d'un « appui » solide. Depuis le début, ce régime a postulé au rôle de laquais inconditionnel de l'impérialisme américain dans la région et, maintenant, il essaye de gagner en outre l'appui populaire des Géorgiens, en exacerbant leur **sentiment patriotique** dans le cadre d'une **guerre contre un ennemi externe, haï et puissant**.

## **La guerre de Poutine-Medvedev**

Le gouvernement russe présente ses actions militaires comme étant pour la « défense du peuple d'Ossétie », mais cela est pur mensonge :

comme de leur temps les troupes tsaristes envahissaient les pays européens sous prétexte de « défendre les frères slaves » et, bien avant, le Vatican organisait le pillage du Moyen Orient sous couvert de « libérer le saint sépulcre », de nos jours, le régime de Poutine-Medvedev utilise ce type de procédés, tout en stimulant les préjugés chauvins des masses russes. Les faits montrent cependant que la Russie ne défend personne : les « troupes de paix » n'ont pas évité, ni même freiné, le massacre du peuple d'Ossétie, les milliers de morts ossètes étant une preuve tragique de l'« efficacité » des « troupes de paix ». En vérité, pour la bourgeoisie et la bureaucratie russes, comme pour les autres, les travailleurs et les paysans ossètes ne sont qu'une « monnaie de échange ».

Aucune armée bourgeoise n'a pour but de protéger les exploités et les opprimés. De plus, l'armée russe n'a même pas protégé ses propres soldats, dont les media russes « jubilaient » en évoquant le nombre de morts..., pour mieux justifier la brutale réponse militaire qui s'est abattue sur la Géorgie.

Les bombardements de Poti, Zugdidi et Gori (villes géorgiennes éloignées l'Ossétie du sud), sont-ils pour la défense du peuple ossète ? Les milliers de travailleurs géorgiens assassinés, l'ont-ils été pour la défense du peuple ossète ? Non, évidemment ! Il s'agit là, purement et simplement, d'une agression contre le peuple géorgien ; une agression non moins grave ni brutale que celle du régime Saakashvili contre le peuple d'Ossétie. Les « troupes de paix » russes, nullement porteuses de paix, sont-elles au contraire destinées à consolider le contrôle de cette région : des troupes d'occupation et de guerre. Tout comme le sont celles placées ailleurs dans le monde, en Iraq, en Afghanistan, au Kosovo, en Haïti, au Liban : des troupes d'occupation, pour l'oppression et l'exploitation.

## **Gouvernements impérialistes : régisseurs du « spectacle »**

Il est presque impossible d'imaginer que Saakashvili ait pu décider d'attaquer l'Ossétie, et les troupes russes stationnées dans cette République, sans en avoir reçu consigne des USA. Mais en même temps, la réaction des gouvernements occidentaux face à la riposte russe, a-t-

elle été bien modérée : seulement un appui moral à la Géorgie et, ultérieurement, des « énergiques déclarations » rejetant l'invasion russe. Et maintenant, après la défaite, Saakashvili de reprocher aux gouvernements impérialistes de ne pas avoir réagi par une position plus tranchante. Des accords signés par l'intermédiaire de Sarkozy (président de la France) avec Medvedev et ensuite avec Saakashvili, il ressort clairement que l'impérialisme entend utiliser politiquement cette guerre pour réussir son **objectif principal**, à savoir : installer **ses propres troupes** « de paix » (avec des casques de l'ONU ou de l'OTAN) en Géorgie, dans une région proche de l'Iran et l'Iraq où il connaît des problèmes graves, et ne pas y laisser les seules troupes russes. Dans ce jeu, Saakashvili a bien tenu son rôle de marionnette.

## **Un premier résultat : l'impérialisme peut déployer ses troupes**

Les accords signés à Moscou et Tbilisi, impulsés par Sarkozy et avalisés par Bush, incluent deux points cruciaux : « la préparation d'une opération **internationale** de paix dans la région » et « les garanties **internationales** de sécurité et stabilité pour l'Abkhazie et l'Ossétie du sud ». Ceci ouvre la possibilité d'installer des forces militaires impérialistes non seulement en Géorgie (comme c'était le cas jusqu'à présent), mais aussi en Ossétie du sud et en Abkhazie.

Ayant signé ces accords d'expansion de l'impérialisme, malgré les multiples contradictions et conflits, Poutine démontre qu'il est subordonné à l'ordre global en tant qu'agent de l'impérialisme : dès lors, ses déclarations patriotiques et dénonciations de l'OTAN sont plus théâtrales qu'effectives. En réalité, avec cet accord, le régime Russe devient complice de l'entrée directe de l'impérialisme dans la région.

Comme l'a dit Lavrov, ministre de relations extérieures russe : pour leur projet en Géorgie, les USA devront choisir entre « leur prestige » et « accepter un partenaire réel ». C'est-à-dire que le régime Russe aspire à être un partenaire mineur de Bush.

Entre-temps, les agents directs de Bush étaient-ils réunis en Géorgie, Saakashvili ayant organisé à Tbilissi un acte massif auquel ont participé les présidents européens de l'Est les plus serviles à l'impérialisme (Géorgien, Ukrainien, Estonien, Lituanien, Letton, Polonais). Aussi,

Saakashvili a appelé à liquider la CEI (Communauté des États Indépendants), instance constituée après la dissolution de l'URSS. Pour sa part, le président d'Ukraine, Yushchenko, a signé un décret imposant de sévères restrictions de mouvement à la flotte russe basée au port de Sébastopol, dans la péninsule de Crimée. Enfin, le Parlement ukrainien a déposé un projet de loi pour l'abrogation des accords ayant fondé la CEI.

Quant à Bush, il a promis à la Géorgie une campagne « humanitaire intensive » sous la direction du Pentagone et, aussi, de « l'aider » à reconstruire ses forces armées, décimées suite à la défaite militaire. Déjà, Saakashvili a-t-il annoncé que les militaires américains prendraient le contrôle des aéroports et des ports géorgiens, tout ceci prouvant que l'impérialisme est décidé à s'installer immédiatement dans la région. En effet, Saakashvili propose de faire de la Géorgie, à part entière, une colonie de l'impérialisme dans le Caucase. Une place pour les opérations militaires, tout près de l'Iran.

## **Poutine, le « Seigneur de la guerre »**

Suite à la déclaration « d'indépendance » du Kosovo sous occupation militaire impérialiste, et à la réaction furieuse du régime de Poutine-Medvedev, d'aucun ont estimé que le régime russe prendrait sa "revanche" en exigeant de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie et d'Abkhazie, voire en intégrant ces deux dernières à la Russie. Mais, pour Poutine, reconnaître le droit d'autodétermination des peuples ossète et abkhaze risquerait de réactiver le conflit non résolu de plusieurs républiques de la Fédération de Russie, spécialement celles situées dans le Caucase Nord, là où les attentats contre la police, les autorités fédérales et militaires n'ont jamais cessé.

Dans le Caucase habitent **plus de cent nationalités et ethnies** différentes, sur une population d'un peu plus de 20 millions d'habitants. Aussi, pour le régime grand-russe, l'Ossétie et l'Abkhazie (elles, en conflit territorial avec la Géorgie), sont des « cartes » bien plus utiles à jouer à l'échelle internationale, plutôt que de les annexer à la Fédération de Russie, ce qui n'entraînerait que des problèmes.

Le régime russe a fait tout son possible pour justifier cette guerre et son « triomphe militaire » retentissant, alors qu'avec le développement de la crise mondiale, l'inflation et la colonisation de la Russie par les



capitiaux étrangers, les travailleurs commencent à douter bien justement de Poutine-Medvedev, en passe de perdre l'appui populaire comme l'ont montré les dernières élections (transformées en comédie par le régime). Poutine essaye d'y remédier par une propagande patriotique et des discours sur « une Russie-Puissance ». Comme il ne peut pas offrir une vie digne aux travailleurs, le régime a entrepris de « les nourrir » à la propagande, avec des discours du type « nous traversons des difficultés mais nous sommes forts » et, malheureusement, beaucoup de gens « avalent » encore ces mensonges. Dans cette situation, la guerre dans le Caucase est l'outil parfait pour une telle campagne de propagande. En outre, Poutine profitera de la guerre pour militariser davantage l'ensemble du Caucase, en plaçant tous ces peuples sous le pouvoir des troupes et des services spéciaux de sécurité.

Poutine est arrivé au pouvoir alors qu'il bénéficiait d'un grand poids à l'intérieur de la bureaucratie militaire ; véritable « Seigneur de guerre » face au peuple tchéchène, il a rendu célèbre cette phrase : « nous crèverons les Tchétchènes jusque dans les chiottes ». Maintenant en perte de vitesse, le régime russe jouera à nouveau la carte de la guerre pour, par le biais de la « vague patriotique », essayer de minimiser son usure.

## **Notre position : défendre les intérêts des travailleurs**

Dans le cadre de cette aventure - organisée par des bourgeoisies et bureaucraties de types et de pays différents -, **une seule lutte possible pour défendre les intérêts des travailleurs : la résistance du peuple ossète contre l'agression géorgienne, la lutte pour le droit à l'autodétermination.** Tout le reste - agression géorgienne, occupation de l'Ossétie par les troupes russes, attaques russes contre les villes géorgiennes - va à l'encontre des intérêts de l'ensemble des travailleurs de la planète. La principale tâche des travailleurs sera donc de faire face à cette situation avec une position de classe, en combattant la propagande des gouvernements bourgeois (patriotisme, « troupes de paix salvatrices », « missions humanitaires », etc.) Les travailleurs doivent en effet s'unir contre la bourgeoisie et ses guerres criminelles. C'est pourquoi nos mots d'ordre sont les suivants :

**Non à l'élargissement de l'OTAN ! Impérialistes, bas les pattes devant le Caucase et l'Europe de l'Est !**

**Troupes russes, retrait immédiate de la Géorgie, d'Ossétie du sud et d'Abkhazie :** comme l'ont démontré les événements, ces troupes ne défendent pas, elles ne sont qu'un instrument d'agression !

**Pour leur autodéfense, armement des peuples ossète et abkhaze !** Comme le prouve la situation en Iraq, en Palestine, en Afghanistan, seul le peuple armé est capable de résister et d'imposer de défaites, y compris, aux armées les plus puissantes. Aussi, en Ossétie du sud, des milices, des détachements de résistance commencent à apparaître, et en Ossétie du nord, beaucoup de volontaires se sont engagés dans la résistance contre l'agression géorgienne. Si le régime russe voulait véritablement protéger le peuple ossète contre l'agression géorgienne, il enverrait des armes et permettrait le libre accès des volontaires. Au contraire, les autorités russes ont bloqué toutes les initiatives de résistance, pour maintenir la situation sous leur propre contrôle.

**Pour le peuple ossète, plein droit à l'autodétermination et à l'unification, y compris jusqu'à l'indépendance !** Cependant, aucune autodétermination n'est possible en présence de troupes étrangères. L'impérialisme considère la Géorgie comme une base militaire potentielle, alors que pour la Russie le peuple ossète n'est qu'une simple « monnaie de échange ».

**Les travailleurs géorgiens ont besoin de renverser le régime de Saakashvili !** Ce régime sert l'impérialisme, il impose une guerre criminelle au peuple géorgien tout en organisant le génocide des travailleurs d'autres nationalités. Ce régime ne doit plus perdurer !

**De même, les travailleurs russes n'ont pas besoin du régime policier et autoritaire de Poutine !** Celui-ci impose privatisations, pauvreté, colonisation et guerres au rythme d'hymnes patriotiques. En l'an 2000, les travailleurs russes ont placé leur confiance dans un régime « fort », un régime de guerre dont, aujourd'hui, ils n'ont que l'inflation et les persécutions (contre les syndicats et les minorités nationales). Les travailleurs russes ne doivent donc pas se tromper une nouvelle fois !

**Les travailleurs du Caucase et de la Russie doivent s'unir !** Ils sont aujourd'hui divisés par les préjugés nationaux, ce qui permet à la bourgeoisie de mieux mener ses propres affaires. Les travailleurs de-

vront s'unir parce que c'est là leur seul moyen de résister à l'oppression des pays impérialistes, à la colonisation, c'est leur seul moyen pour se battre contre les gouvernements capitalistes qui, eux, ne peuvent rien offrir sinon misère, guerre et tromperie. **Leur objectif stratégique ne peut être qu'une Union libre des peuples et nationalités du Caucase, dans une Fédération de Républiques sur la base de gouvernements ouvriers et paysans, en route vers le socialisme !**

# A propos de l'agression militaire de la Géorgie contre le peuple ossète

Felipe Alegria, PRT - Espagne

Le 7 août dernier, le gouvernement pro nord-américain de Géorgie a lancé une sauvage agression contre la petite république séparatiste d'Ossétie du Sud. Cette guerre était la seconde partie de celle entamée en 1991, lorsque la Géorgie a essayé d'empêcher militairement que cette région ne devienne indépendante, de manière à s'unir avec l'Ossétie du Nord et s'incorporer dans la Fédération de Russie.

Les Ossètes ont vu comment leur capitale était brutalement bombardée et occupée par l'armée géorgienne. 30.000 Ossètes se sont enfuis au Nord à la recherche de refuge et 1500 ont trouvé la mort pendant l'assaut. Les troupes de Poutine-Medvedev ont fermement répondu en prenant non seulement le contrôle de l'Ossétie du Sud, mais aussi de plusieurs villes géorgiennes, et en bombardant sauvagement la capitale Tbilissi. Le gouvernement géorgien de Saakashvili avait l'intention de réaliser la même opération militaire dans l'autre région séparatiste, l'Abkhazie, mais l'intervention des troupes russes, qui ont rapidement mis en échec l'attaque, a empêché cette initiative. Les milices de l'Ossétie du Sud ainsi que les volontaires d'Ossétie du Nord (membre de la Fédération de Russie) se sont unies aux troupes russes, qu'elles ont vues comme libératrices.

De plus, les troupes russes se sont déployées en Abkhazie, l'autre région indépendantiste de Géorgie, et ont pénétré en territoire géorgien, en prenant deux villes frontalières ainsi que le port de Poti. Le gouvernement de Saakashvili réclamait l'« intégrité territoriale » pour l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, en se reposant sur l'appui des Etats-Unis. Deux oléoducs, dont l'un d'une importance stratégique, ainsi que le gazoduc Bakú-Tbilissi-Erzurum, passent par la Géorgie. La Russie exigeait pour l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie l'adoption de la même ré-

solution que pour le Kosovo, qui a obtenu l'« indépendance » par rapport à la Serbie.

Le gouvernement de Saakashvili est de nos jours un agent direct et reconnu de l'impérialisme étasunien dans la région. Cela fait des années que les Etats-Unis essayent d'intégrer la Géorgie dans l'OTAN et le pays est en troisième position considérant les effectifs militaires actuellement engagés en Iraq. Son entrée dans l'OTAN est, de fait, conditionnée à ce qu'il « fixe ses conflits frontaliers ». L'armée géorgienne a été armée et conseillée par des militaires yankees et israéliens. Et bien que les Etats-Unis aient déclaré qu'ils n'avaient rien à voir avec l'attaque, Saakashvili n'aurait jamais osé intervenir sans la certitude que ses chefs de Washington l'approuveraient. Quelques jours avant le début de l'opération, Condoleezza Rice était en Géorgie, proférant des attaques contre la Russie et proclamant l'intégrité territoriale du pays.

## **Les Etats-Unis veulent le contrôle direct des hydrocarbures par le biais de la Géorgie comme néo-colonie.**

Pour les Etats-Unis, le contrôle du Caucase est d'une importance vitale parce qu'il est le lieu de passage de gazoducs et d'oléoducs de la mer Caspienne et parce qu'il est une base parfaite pour contrôler militairement le Moyen-Orient. Son objectif n'est autre que de remplacer la Russie comme puissance dans la région.

Après la défaite géorgienne face aux troupes russes et aux milices ossètes, le gouvernement de Saakashvili a décidé de livrer le contrôle des aéroports (civils et militaires) et du port de Poti aux troupes américaines, après le retrait des soldats russes. Le gouvernement américain s'est engagé à réarmer immédiatement le régime géorgien, et il insiste également pour l'intégrer dans l'OTAN. Tout ceci nous montre comment un pays de plus, la Géorgie, a fini par se transformer en une nouvelle colonie de l'impérialisme. Cela nous porte aussi à affirmer que cette agression des troupes géorgiennes fut en fait une agression impérialiste pour le compte des Etats-Unis, contre la Russie, avec l'objectif d'affirmer la prédominance américaine dans la zone, à travers l'attaque contre les Ossètes et les Abkhazes,.

## **La lutte pour l'autodétermination**

Les peuples ossète et abkhaze ont proclamé leur indépendance de la Géorgie après le démembrement de l'URSS. Le premier gouvernement indépendant de Géorgie - dans les frontières de laquelle se trouvaient ces régions et qui avaient atteint une autonomie relative durant l'époque soviétique - n'a pas accepté cela et a entamé une guerre contre les séparatistes. La guerre, qui s'est terminée avec le retrait géorgien, n'a pas été sans sa part d'attaques et de déplacements forcés contre des civils, dont les séquelles restent dans les mémoires. La Russie a soutenu les deux républiques suivant l'intérêt de maintenir son influence dans le Caucase et dans la mer Noire. Depuis lors, elles font formellement partie de la Géorgie, même si, de fait, elles sont restées indépendantes, bien qu'aucun pays ne les reconnaisse. L'Ossétie du Nord, pour sa part, est restée dans l'Etat russe.

Face à l'escalade d'agressions militaires géorgiennes depuis la chute de Shevernadze en 2004, les Ossètes du Sud ont vu de nouveau l'indépendance acquise mise en danger. Redoutant une « razzia » géorgienne, ils ont ratifié massivement l'indépendance dans un referendum et se sont manifestés de nouveau pour l'unification avec l'Ossétie du Nord et l'incorporation dans la Fédération de Russie. La Russie, pour sa part, cherchait seulement à conserver le « statu-quo » régional, en maintenant des « troupes de paix » dans les deux territoires pour y assurer le contrôle et éviter les incursions géorgiennes. Jusqu'à la guerre de cet été, déchaînée par la Géorgie, la Russie s'est opposée à reconnaître l'indépendance de ces régions, parce que cela représentait un précédent très dangereux pour les nationalités qui veulent se séparer de la Russie, comme la tchéchène et l'ingushétienne, sauvagement réprimées et massacrées par le régime policier de Poutine.

## **Le rôle de la Russie capitaliste de Poutine-Medvedev**

La guerre entre la Géorgie, aux ordres des Etats-Unis, et la Russie, pour le contrôle d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, a montré la volonté russe de s'affirmer comme seul interlocuteur de l'impérialisme dans la zone. La bourgeoisie et la bureaucratie russes (avec des caractéristiques mafieuses et des liens inséparables entre elles) veulent obtenir le titre de partenaire de second ordre de l'impérialisme dans la région et

assurer leur part correspondante dans le pillage et la spoliation. Après la défaite géorgienne, le ministre des Relations extérieures de Russie a déclaré que les Etats-Unis doivent se décider s'ils veulent « un partenaire réel » dans la zone.

Suite à ce conflit de fond pour le contrôle de la région, sont alors apparues les « guerres du gaz » et les protestations contre l'extension de l'OTAN vers l'Est et contre le réarmement américain aux frontières de la Russie. Ces chocs reflètent les frictions et les contradictions entre la Russie, d'une part, et les Etats-Unis et l'Union européenne de l'autre. Mais il est très important de rappeler que tout ce processus a lieu dans le cadre d'un intense processus de semi-colonisation du capitalisme russe, pour le compte des grandes corporations impérialistes (surtout européennes, mais aussi américaines). Les discours patriotiques de Poutine et de Medvedev sur « la Russie Forte » ne doivent pas dissimuler ce fait, ni leur collaboration étroite avec les puissances impérialistes à l'échelle mondiale.

La restauration du capitalisme en Russie, entamée avec Gorbatchev, a représenté le pillage généralisé des biens de l'Etat au bénéfice de la *nomenklatura* stalinienne, la résurgence de la misère à l'échelle massive et un énorme saut en arrière sur le terrain social, économique, démographique et culturel. Ce processus pénible n'a pas donné lieu - ni ne pouvait donner lieu - à une « superpuissance » qui ferait concurrence aux Etats-Unis, au Japon ou aux impérialismes européens. Nous avons, au contraire, un pays capitaliste économiquement arriéré, dépendant de l'exportation d'hydrocarbures, avec de grands investissements étrangers dans les principales branches et business, et avec une dépendance technologique énorme. De ce point de vue, la Russie doit être considérée comme un pays en processus de semi-colonisation par rapport à l'impérialisme.

Mais la Russie de Poutine-Medvedev a hérité de l'URSS l'arsenal nucléaire, un appareil militaire puissant (quoique loin derrière l'américain) et une grande influence dans les différentes républiques de l'ex-URSS. Sur cette base, l'Etat russe insiste fort pour être reconnu comme la sous-métropole de l'impérialisme dans la région. Avec cette expression nous nous référons à une Russie dépendante de l'impérialisme, mais en même temps chef de file et gendarme de la zone, une

Russie qui opprime les peuples non-russes, en continuité avec l'héritage sinistre de l'empire tsariste (et du stalinisme).

Cette prétention, et la recomposition économique obtenue ces dernières années suite à la montée des prix des hydrocarbures, ont permis à la Russie de maintenir une indépendance politique relative par rapport à l'impérialisme. La réponse rapide à l'agression géorgienne répond à tout cela. La bourgeoisie et la bureaucratie russes sortent leurs griffes pour s'opposer à l'avancée agressive des Etats-Unis dans la zone, ceux-ci cherchant le contrôle direct et sans intermédiaire, au prix d'affaiblir militairement la Russie et de la réduire à un rôle complètement subalterne.

## **L'Europe et la guerre**

Les pays impérialistes européens ont rejeté toute confrontation militaire avec la Russie dans cette crise, mais ils ne sont pas pour autant restés inactifs. Ils ont essayé rapidement, Sarkozy en tête, de freiner l'avancée russe par des moyens diplomatiques, sans toutefois oublier d'aller se faire promener plusieurs navires de guerre dans la mer Noire. D'autre part, la défaite complète de la marionnette des Américains, Saakashvili, n'était pour l'impérialisme européen pas non plus une bonne affaire. Pour cette raison, celui-ci a concentré ses efforts pour imposer à la Russie la fin des hostilités et un plan qui incluait le retrait des zones occupées de Géorgie, un plan auquel se sont opposés les Etats-Unis parce qu'il maintenait la présence militaire russe dans les républiques séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. La Russie, pour sa part, a été obligée de reconnaître l'indépendance des Ossètes du Sud et des Abkhazes, face à la politique de conquête militaire adoptée par Saakashvili., alors que les pays impérialistes, sans exception, ont refusé cette reconnaissance diplomatique et revendiquent l'« intégrité territoriale géorgienne ».

Pour aider le régime géorgien à se remettre de sa défaite, les Etats-Unis et les gouvernements européens les plus proches aux intérêts de ceux-ci ont manifesté leur soutien à l'entrée de la Géorgie dans l'OTAN, alors que l'Union européenne, avec l'approbation de la Russie, envoie 200 observateurs internationaux à la frontière d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. En même temps, l'Union européenne accueille l'Ukraine sous sa « protection », lui promettant une future intégration.



Entre-temps, des navires de guerre des Etats-Unis, de Pologne, d'Allemagne et d'Espagne sont entrés en mer Noire. La participation espagnole, envoyant un navire de guerre et coopérant avec des gardes civiles au contingent d'« observateurs civils » européens, montre clairement le rôle impérialiste actif du gouvernement de Zapatero.

## **La gauche face au conflit**

Alors que la diplomatie et la presse impérialistes ont transformé l'agression géorgienne en une agression des russes contre la Géorgie, une grande partie de la gauche mondiale a mis sur le même pied l'agression impérialiste et la réponse russe. De fait, elle a considéré erronément la Russie comme une puissance impérialiste de plus, et elle a vu la guerre comme un conflit inter-impérialiste.

Mais le caractère policier et mafieux du régime Poutine-Medvedev, l'oppression sanglante à laquelle il soumet les Tchétchènes et les Ingushétiens, le fait qu'il promeuve l'accès des grandes corporations impérialistes au contrôle des ressources de la Russie et de la région, ou la brutalité elle-même de l'armée russe dans la guerre contre la Géorgie - avec des bombardements comme ceux de Tbilissi - ne peuvent pas nous faire oublier que la Russie et le peuple ossète avaient tout à fait le droit de se défendre contre l'agression militaire et qu'il fallait les soutenir face à l'attaque orchestrée par l'impérialisme, malgré le régime de Poutine-Medvedev.

Nous ne devons pas oublier qui est l'ennemi quand l'impérialisme se trouve dans un des camps du choc militaire. Il en a été ainsi quand les Etats-Unis ont attaqué l'Iraq, dirigé par le régime sanguinaire de Saddam Husein (qui était encore l'ami de Washington, peu avant) ou à l'occasion de la guerre des Malouines entre l'Angleterre « démocratique » impérialiste de Margaret Thatcher et l'Argentine, dirigée par une dictature militaire génocide et pro-impérialiste. Nous nous sommes alors mis du côté de l'Argentine et de l'Iraq, malgré leurs gouvernements et leurs régimes politiques, auxquels nous n'accordions ni un gramme de confiance ni une ombre de soutien politique. Au contraire, nous soutenions la lutte de leurs peuples pour renverser ces régimes. Aujourd'hui, de la même façon, la répugnance envers le régime policier de Poutine-Medvedev ne doit pas nous faire oublier que

le fonds du conflit est une agression impérialiste contre une Russie dépendante et contre les peuples du Caucase.

## **Ils veulent inverser la défaite**

Le peuple ossète du Sud a déjà revendiqué, de façon active et passive, l'autodétermination : il veut l'indépendance pour s'unir à l'Ossétie du Nord et faire partie de la Fédération de Russie. Mais quand le président d'Ossétie du Sud, Eduard Kokoiti, proclamait le matin du 11 septembre que c'était bien cela son intention, la Russie l'a obligé à rectifier le tir ce même jour dans l'après-midi. Poutine et Medvedev n'ont aucun intérêt à satisfaire la volonté démocratique des Ossètes et ils s'opposent à tout mouvement de frontières qui leur complique les relations avec l'impérialisme. Ils préfèrent donc que l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie soient des républiques formellement indépendantes, en réalité des « zones tampon » contrôlées par les troupes russes, en dépit du fait que, de par leur population et leurs ressources, elles manquent de toute viabilité en tant qu'Etats. Les Etats-Unis, pour leur part, prétendent rester de façon permanente en Géorgie et incorporer le pays dans l'OTAN, alors que l'Union européenne pourrait à la longue apporter des troupes qui s'installeraient dans les républiques séparatistes.

Pour éviter que la défaite militaire récente de l'impérialisme en Géorgie finisse par se transformer en peu de temps en une nouvelle avancée de l'impérialisme, il faut combattre sans répit pour obtenir le retrait des troupes impérialistes (américaines et européennes) de Géorgie et de la zone, et pour empêcher l'entrée de la Géorgie dans l'OTAN. Cela exige de combattre pour le renversement du gouvernement marionnette de la Géorgie et pour le respect de la volonté des Abkhazes et des Ossètes, y compris concernant leur intégration dans la Russie.

Nous n'oublions pas non plus que, pour le régime de Poutine-Medvedev, les droits des peuples ossète et abkhaze ne sont que des monnaies d'échange dans ses relations conflictuelles avec l'impérialisme. En outre, reconnaître le droit à l'autodétermination de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie signifie aussi exiger, de la même façon, la reconnaissance de ce même droit aux peuples tchéchène et ingushétien, exiger la fin immédiate de la répression et du massacre russes qui se

sont abattues sur ces peuples. C'est ce qui nous mène à faire face au régime policier de Poutine-Medvedev.

La division et les confrontations entre les peuples du Caucase sont le terrain privilégié pour les tentatives de l'impérialisme d'imposer et de recoloniser cette région. Lénine a durement dénoncé la brutalité grand-russe de Staline en Géorgie, avant de mourir. Des années plus tard, Staline en est arrivé à déporter, comme du bétail, des peuples entiers, comme les Tchétchènes, et il a favorisé la division des peuples du Caucase, au lieu de contribuer à leur jumelage sur le chemin de la construction du socialisme. Il a laissé cette région dans le sous-développement économique, un sous-développement que la restauration du capitalisme a approfondi de manière sauvage et qui a apporté la misère, les guerres et une forte aggravation de l'oppression nationale. L'union libre entre les peuples caucasiens (et de ceux-ci avec la Russie) pourra seulement avoir lieu sur la base du respect à leur droit à l'autodétermination (qui doit s'accompagner du respect des droits des minorités nationales dans chaque territoire). Pour y arriver, il est impérieux de faire face à l'impérialisme et au régime de Poutine. Il n'y a pas d'autre base pour récupérer le chemin et la perspective vers le socialisme.

# La politique éducative de l'impérialisme pour le 21<sup>ème</sup> siècle

Carlos Verger

Actuellement, les systèmes éducatifs font l'objet de transformations dans presque tous les pays du monde. Le but de toutes les contre-réformes éducatives, par lequel elles acquièrent une cohérence et mènent à un point commun, c'est la substitution du système éducatif étatique et public par une industrie privée de l'éducation. On cherche à réduire au minimum, tant dans les pays semi-coloniaux comme dans les pays impérialistes, la participation de l'Etat dans le financement de l'éducation, afin de promouvoir le marché des produits et services éducatifs comme une ligne de production intensive. Pour la Banque Mondiale (BM), cela signifie que l'Etat doit garantir de manière gratuite uniquement le degré zéro, dans aucun cas les institutions préparatoires pour la vie scolaire, comme les crèches et l'école maternelle, et qu'il peut financer exceptionnellement l'enseignement primaire. L'éducation de base et le secondaire doivent être assumées par les parents, les étudiants, les communautés locales et l'Etat, et l'éducation supérieure doit rester complètement à charge des étudiants et des parents. Il faut faire place à l'initiative privée et laisser l'éducation supérieure entre les mains du marché.

Comme réponse à ce plan, les enseignants et les étudiants se sont mis à la tête des communautés éducatives dans plusieurs régions du monde pour combattre contre la privatisation. En Europe, en Afrique, en Asie et, en particulier, en Amérique latine les luttes de résistance ont été intenses. La détérioration du système éducatif, la misère dans les écoles et la flexibilisation du travail ont finalement provoqué la mobilisation du secteur éducatif.

Ce document veut démêler la logique de l'impérialisme, examiner sa politique éducative pour le 21<sup>ème</sup> siècle et fournir un outil d'analyse aux enseignants, étudiants et parents pour la combattre.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, quelques commentaires s'imposent sur la conception marxiste des processus éducatifs.

## L'éducation dans les débuts de la société capitaliste

La période manufacturière du capitalisme, depuis la moitié du 16<sup>ème</sup> siècle jusqu'à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, a détruit les formes éducatives héritées du féodalisme. En particulier, la formation longue et méticuleuse de l'artisan est devenue une forme désuète d'éducation. Cela ne veut pas dire que le capitalisme dans ses débuts a instauré un nouveau modèle éducatif. Le développement industriel en Angleterre a eu lieu sans avoir besoin d'une éducation populaire. Comme l'indique Karl Marx : *« L'échelle hiérarchique se combine avec la division pure et simple des ouvriers dans des ouvriers spécialisés et des manœuvres. Les frais d'éducation de ces derniers disparaissent et ceux des travailleurs spécialisés diminuent par rapport à ceux de l'artisanat, leurs fonctions étant simplifiées. Le résultat, dans beaucoup de cas, est la diminution de la valeur de la force de travail. »* Cette absence d'éducation chez le travailleur a donné lieu à un débat intense parmi la bourgeoisie et ses idéologues. Adam Smith prônait l'idée d'une éducation populaire organisée par l'Etat, pour éviter la dégénérescence complète des travailleurs à cause de la division du travail. Mais d'autres affirmaient que l'instruction populaire était incompatible avec les lois primaires de la division du travail et que, en la mettant en place, on mettait en cause tout le système capitaliste. Les bourgeois anglais se sont opposés durement aux premières « lois des usines » qui obligeaient les industriels à garantir certains niveaux de santé et d'éducation à leurs ouvriers.

Avec l'apparition de la machine et le développement de la grande industrie, l'activité de l'ouvrier commence à être, selon Marx, *« déterminée dans tous les sens par le mouvement d'ensemble des machines. La science oblige les éléments inanimés de la machine, par leur construction elle-même, à fonctionner comme automates utiles. Cette science n'existe donc plus dans le cerveau des travailleurs : à travers la machine, elle agit plutôt sur eux comme une force étrange. »* C'est-à-dire, la science est séparée du travail, comme puissance indépendante, et mise au service du capital. Ainsi apparaît la véritable division du travail : la séparation entre le travail manuel et le travail intellectuel. Il s'agit d'une caractéristique qui sera maintenue tout au long de

la construction du système éducatif contemporain. La science n'existe ni dans le cerveau du travailleur ni dans l'école.

Le développement de la grande industrie a apporté avec lui l'exigence permanente de nouveaux cadres scientifiques, techniques, organisateurs et administrateurs et, d'autre part, le perfectionnement de l'Etat bourgeois. L'existence d'une masse énorme de professionnels, d'employés, de bureaucrates, de techniciens des ministères et de cadres politiques a abouti, entre autres, au surgissement et puis à la croissance, pendant les 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles, du système éducatif contemporain. Mais, comme l'indique le pédagogue chilien Tomas Vasconi, « *on ne peut pas comprendre correctement l'extension de l'Ecole bourgeoise si on se limite à considérer uniquement sa réponse aux demandes de l'appareil de production* ». Les luttes pour l'éducation des travailleurs - rappelons ici la consigne des travailleurs des Etats-Unis dans la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle : huit heures de travail, huit heures d'étude et huit heures de repos - de la petite bourgeoisie et des couches moyennes se sont développées jusqu'à un point où il devenait impossible pour la bourgeoisie d'arrêter l'extension de l'éducation de masses.

Tandis que les luttes des travailleurs pour l'éducation se sont développées, les capitalistes ont augmenté les minima de formation nécessaire pour incorporer la force de travail à la production. Autrement dit, le système éducatif contemporain est, d'abord, le résultat du déroulement de deux composants antagoniques : la lutte de classes et les nécessités de l'industrie. A cause de cela, comme dit Tomas Vasconi, « *la bourgeoisie ne peut que soutenir une attitude contradictoire en ce qui concerne l'éducation massive. D'une part elle requiert de plus en plus que celle-ci se développe et se diffuse comme condition du développement et de l'exploitation plus avantageuse de la force de travail [...] mais, d'autre part, elle a besoin d'éviter les effets négatifs qu'aurait - du point de vue de ses intérêts objectifs de classe - une élévation trop grande des niveaux éducatifs du prolétariat.* » La bourgeoisie a résolu ce conflit, comme disait Aníbal Ponce, « *en fournissant au compte-gouttes l'enseignement primaire et en l'imprégnant, en outre, d'un esprit de classe fermé* ». C'est-à-dire, dans l'école du régime capitaliste, l'éducation est donnée en accord avec un programme déterminé, parfaitement adapté pour l'incorporation des jeunes à une telle so-

ciété capitaliste. Cette condition a été mise en évidence par la rupture du système impérialiste avec le triomphe de la Révolution russe en 1917.

## **La Révolution russe et l'éducation**

La Révolution d'octobre en Russie a été le début de la révolution socialiste mondiale et le début de grandes transformations dans le pays. Concernant l'éducation, le gouvernement ouvrier et le Parti bolchevique ont fait face, d'abord, au défi de transformer l'école de telle sorte qu'elle cesse d'être un instrument pour le maintien de la domination classiste de la bourgeoisie et se transforme en un instrument de plus pour l'abolition de la division de la société en classes.

Pendant les premières années de la Révolution russe on a construit des milliers d'écoles et on a créé, pour la première fois dans le monde, un réseau d'institutions préparatoires à la vie scolaire : les crèches, les jardins d'enfants et les écoles maternelles. On a introduit l'enseignement technique et général, gratuit et obligatoire pour tous les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de 17 ans, ce qui a signifié une grande avancée par rapport aux pays capitalistes développés, où uniquement l'éducation primaire était gratuite mais non obligatoire.

Une autre grande avancée a été l'unification de l'école. La ségrégation de sexes a disparu, les garçons et les filles ont commencé à être instruits ensemble. L'unification a aboli le système de division de l'école en primaire, secondaire et supérieure sans aucune relation entre elles. On a fondu la formation générale avec l'éducation technique ou spécialisée. L'éducation technique apportait la connaissance de la théorie et la pratique des principales branches de la production.

Mais la réalisation la plus importante du nouveau système éducatif de la Russie socialiste a eu lieu par l'unification de l'éducation avec le travail, ce qui a abouti à une relation de formation plus efficace, en ouvrant la possibilité que les enfants apprennent plus facilement et plus agréablement suite à leur expérience directe. Dans la société socialiste, l'école du travail est absolument nécessaire. En elle, tous les citoyens doivent connaître au moins les notions élémentaires des offices fondamentaux, puisque le travail n'est pas un droit mais une obligation avec laquelle tous doivent contribuer pour la construction de la nouvelle société.

## La politique éducative de l'impérialisme dans le 20<sup>ème</sup> siècle

A partir de 1938, comme réponse à la grande dépression économique de 1929 et aux réalisations obtenues par la révolution socialiste en Union soviétique, l'impérialisme a momentanément abandonné la doctrine libérale et a imposé le modèle keynésien. Pour surmonter la crise, John Maynard Keynes a proposé que l'investissement privé soit complété par l'investissement public, de telle sorte que d'importantes dépenses de l'Etat aident à résoudre en partie les problèmes du chômage. Sous la nouvelle doctrine, les Etats capitalistes ont fait d'importants investissements dans l'éducation de masses, qui est devenue une politique d'Etat, pendant les années 40, 50 et 60 du 20<sup>ème</sup> siècle. L'éducation de masses a cessé d'être le simple résultat des nécessités de l'industrie et de la lutte de classes, et a commencé à faire partie de la politique de la bourgeoisie impérialiste, qui cherchait désespérément à récupérer la stabilité du système capitaliste et à freiner l'avancée du socialisme.

Contradictoirement, le développement de l'éducation de masses a eu lieu à un rythme tellement haut qu'il a provoqué un déphasage avec le développement de la production réelle. L'industrie capitaliste s'est révélée incapable d'incorporer tous les diplômés de l'école, spécialement dans les pays non développés. La crise a commencé à rôder le système éducatif, ce qui a accentué les différences de classe en fournissant une bonne éducation aux riches et en reléguant les pauvres à une éducation désastreuse.

A la fin des années soixante ont explosé la crise économique capitaliste de 1967 et la crise politique de mai 1968 en France. A cela se sont ajoutées les mobilisations estudiantines en Italie et en général dans toute l'Europe, qui ont mis à nu que, pour le capital, l'éducation de masses avait une limite : le profit. « *Les critiques à l'école ont commencé par ce que la croissance vertigineuse de l'immatriculation rendait le plus évident : les conditions matérielles de son fonctionnement.* » (T. Vasconi) Il s'agit du manque de salles de classe, de l'entassement et l'insuffisance de bibliothèques, ainsi que des aspects fonctionnels comme l'organisation et le plan d'études et le système de sélection et de promotion. Par la force du mouvement et par la conjonc-



ture internationale (l'invasion au Vietnam par les Etats-Unis et le début de la crise chronique de l'économie capitaliste à partir de 1967), les étudiants sont rapidement passés des revendications corporatives à la mise en question du système capitaliste dans son ensemble, en démontrant le caractère conservateur de l'école et sa véritable signification dans la société capitaliste : valeur d'échange. L'éducation s'est révélée comme une marchandise qui se vend, et en échange de laquelle l'étudiant acquiert des connaissances et des habilités qui lui seront utiles dans le futur pour les vendre comme une autre marchandise : la force de travail.

La politique de la bourgeoisie pour l'éducation publique de masses, à tous ses niveaux, est de moins en moins viable à cause de la crise chronique de l'économie capitaliste. Son appareil productif n'a pas la capacité suffisante et concrète d'en incorporer le produit. On peut affirmer aujourd'hui, avec peu de risque de se tromper, que le système éducatif contemporain passe par une crise grave depuis les années 70.

### ***La réponse de l'impérialisme à la crise de l'éducation.***

En 1968, l'UNESCO a publié « *La crise mondiale de l'éducation - une analyse de systèmes* » et en 1972, elle a divulgué le rapport « *Apprendre à être* », qui justifie la notion néo-libérale d'« *éducation permanente* » comme une première tentative pour répondre à la crise grave du système éducatif. Ainsi commence une rupture avec le modèle précédent, sur le plan économique et éducatif. On a commencé à considérer les thèses des néo-libéraux des années 60 - Friedrich Von Hayek et Milton Friedman - dans les organismes internationaux de l'impérialisme à partir de la crise capitaliste de 1967 et plus spécialement à partir de la crise du pétrole de 1973. Les économistes néo-libéraux ont donné comme explication à la crise de l'économie mondiale ouverte en 1967, les dépenses excessives de l'Etat par son interventionnisme dans l'économie et le rôle « néfaste » des syndicats. Les « nouveaux » libéraux ont ressuscité l'idéologie économique libérale en l'assaisonnant avec les ingrédients de la lutte contre le syndicalisme et le socialisme, et la réduction au minimum de l'intervention de l'Etat dans la régulation du marché. Les économistes de Chicago ont imposé le nouveau modèle au Chili de Pinochet, et les gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher et Ronald Reagan ont fait valoir posté-

rieurement ce modèle dans leurs pays et ont essayé de l'étendre au monde entier.

Comme par magie, l'impérialisme a « *découvert* » que l'éducation est une bonne affaire non encore exploitée : « *L'enseignement est une industrie de travail intensif, qui utilise de grandes quantités de main d'œuvre chère et de haut niveau. [...] C'est un marché mondial, et son volume d'affaire a atteint un grand développement pendant les dernier vingt années, en grandeur, en variété et en extension géographique. Malgré cela, on a tiré peu de profit de ses bénéfices potentiels.* » (Coobs, 1971). Noir sur blanc, les néo-libéraux défendent que l'éducation doit se soumettre au jeu de la libre concurrence et que les connaissances, les capacités acquises et les habilités sont un « *bien suprême* » pour lequel tous doivent payer un prix. L'affaire est d'une telle ampleur qu'en 2000 on a enregistré, selon l'UNESCO, environ 1,15 milliards d'immatriculations scolaires, tous les niveaux éducatifs confondus.

En 1989 se sont réuni à Washington le FMI, la BM, la BID, le gouvernement des Etats-Unis et les technocrates de différentes parties du monde, dans ce qu'on a appelé le « Consensus de Washington », pour tracer les politiques économiques au niveau mondial pour les années 90. Avec le démantèlement de l'Union soviétique et la chute des Etats Ouvriers bureaucratisés, la menace communiste « disparaît » et les idées néo-libérales et les stratégies économiques y associées sont universalisées. La discipline fiscale, la libéralisation des politiques commerciales et d'investissement, la dérégulation des marchés internes, la protection de la propriété privée, la privatisation des entreprises étatiques et la « ré-ingénierie » dans les secteurs de l'éducation et de la santé pour contrôler le déficit fiscal émergent comme victorieuses.

Mais bien que le "Consensus de Washington" et d'autres documents postérieurs de la BM et de la BID aient tracé les politiques éducatives au niveau mondial, l'impérialisme n'est pas parvenu à les articuler dans un nouveau modèle éducatif qui répondrait globalement aux nécessités de l'industrie moderne et de la domination idéologique. Il n'a pas non plus produit une « ré-ingénierie » institutionnelle et administrative pour réduire le déficit fiscal et faire de l'éducation une industrie de travail intensif. En 1993, le directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, a confié à une commission internationale présidée par

Jacques Delors (économiste, ancien ministre d'économie et finances de la France et ancien président de la Commission Européenne) la mission de tracer les politiques éducatives de l'impérialisme pour le 21<sup>ème</sup> siècle, dans une nouvelle tentative pour trouver une issue au problème.

Le rapport de la Commission, que Jacques Delors a intitulé « *L'éducation renferme un trésor* », et que nous examinons par la suite plus en détail, est le point de référence de toutes les contre-réformes éducatives mises en oeuvre dans le monde.

## **Politiques éducatives de l'impérialisme pour le 21<sup>ème</sup> siècle**

Le rapport de la Commission présidée par Delors a été approuvé par l'assemblée générale de l'UNESCO en 1996. Le document fournit un répertoire varié d'analyses sur le système éducatif contemporain et un ensemble de recommandations concrètes pour rendre possible l'application de la contre-réforme éducative par les organismes internationaux de l'impérialisme et les gouvernements du moment.

### ***Le diagnostic de la Commission.***

Tout d'abord, la Commission prête surtout attention à la croissance démographique. Le document signale que « *les estimations démographiques pour le début du 21<sup>ème</sup> siècle obligent à prévoir d'importantes augmentations du nombre de naissances. En particulier, les projections faites par la BM montrent que dans les pays de faible revenu, les enfants de moins de cinq ans constitueront encore en 2025 le groupe le plus nombreux de la pyramide des âges. Les conséquences de ces évolutions démographiques sur la capacité d'accueil des systèmes éducatifs seront aggravées par le développement de la scolarisation : il y aura des accroissements de l'immatriculation, supérieurs aux évolutions démographiques, avec la seule exception de l'enseignement primaire dans les pays développés.* » Les projections faites par l'UNESCO obligent à supposer de nouveaux accroissements dans l'immatriculation scolaire qui, pour l'ensemble de la planète dans tous les niveaux, doit passer d'environ 1,15 milliards en 2000 à plus de 1,30 milliards en 2025.

Face à cette situation, la Commission Internationale de l'UNESCO affirme qu'elle est « *consciente qu'il n'y a pas de réponse unique au problème du financement de l'éducation, étant donné la différence entre les niveaux de développement économique et entre des systèmes éducatifs dont la situation varie selon les pays.* » Et elle affirme, bien dans le style de la BM, qu'elle se limite « *à formuler des orientations générales* ».

Selon les membres de la Commission, le problème « *peut-être le plus important* » auquel ils ont fait face est qu'il existe une importante « *diversité de situations, de conceptions et de structures de l'éducation* ». Face à l'énorme accumulation d'information sur les systèmes éducatifs dans le monde et la difficulté de son assimilation, « *la Commission s'est donc vu obligée d'être sélective et de choisir ce qui était essentiel pour le futur* ». En bon français, cela veut dire que, pour les organismes internationaux, l'existence d'une grande variété de conceptions et de systèmes éducatifs est un obstacle qui ne permet pas que l'éducation puisse être développée comme affaire. Il faut donc créer un Projet Educatif International qui facilite sa standardisation.

### ***Orientations générales***

La Commission Internationale de l'UNESCO, comme porte-parole du néo-libéralisme du 21<sup>ème</sup> siècle, formule un ensemble de recommandations, stratégiques et tactiques, pour imposer la contre-réforme sur la double base de gouvernements forts et de règles décidées dans un contexte de « *participation démocratique* ».

L'UNESCO recommande aux politiciens et aux gouvernements de prendre des décisions sur l'éducation et de définir des stratégies qui incluent la demande, l'évaluation, la décentralisation, l'autonomie, la nécessité d'une régulation du système, les limitations financières et la mise en oeuvre des nouvelles technologies.

### **La demande**

Selon le rapport de la Commission, les demandes sont multiples et variées : « *Le monde économique réclame de plus en plus de qualifications et de compétences. Le monde scientifique réclame des crédits pour la recherche et pour l'enseignement supérieur de haut niveau, producteur de jeunes chercheurs. D'autre part, le monde de la culture et de l'enseignement requiert des moyens pour le développement de la*

*scolarisation et de la formation générale. Finalement, les associations de parents d'élèves sont pour une augmentation constante de l'éducation de qualité. »*

Mais le problème central est la demande de nouveaux contingents. Le rapport de Delors reconnaît que : « *les systèmes éducatifs ne peuvent pas répondre de manière indéfinie à une demande qui croît constamment et fortement* ». C'est une reconnaissance tacite de l'incapacité du système capitaliste pour répondre à une demande soutenue d'éducation de masses. C'est pourquoi l'UNESCO demande aux politiciens et aux gouvernements de prendre des décisions « *particulièrement difficiles et qui conduisent parfois à une voie sans issue dans certains types d'enseignement* », spécialement dans l'éducation supérieure, puisque les universités publiques ne peuvent pas continuer à être financées avec les ressources de l'Etat et les minervals des étudiants. Selon la Commission, « *les dilemmes s'avèrent particulièrement graves puisqu'on ne peut pas satisfaire toutes les demandes* ».

### L'évaluation

Depuis que l'UNESCO a approuvé le rapport de la Commission, on promet dans le monde une nouvelle culture sur l'évaluation. Comme norme, on doit évaluer le système éducatif et toutes les activités qui ont à voir avec l'éducation, qu'elles soient d'ordre économique ou non. Ce sont non seulement les méthodes d'enseignement qui doivent faire l'objet de l'évaluation, mais aussi « *la gestion des établissements ou la qualité de l'enseignant* ». En outre, l'évaluation renferme un trésor pour les capitalistes, puisqu'elle est susceptible d'être mise en place comme affaire. A partir du moment où le Mexique a signé le TLC avec les Etats-Unis, ce sont des entreprises d'éducation américaines qui font les examens d'évaluation.

L'évaluation est une arme entre les mains des gouvernements locaux pour justifier la contre-révolution du système éducatif, et elle est devenue un élément déterminant dans la flexibilisation du travail des enseignants, en faisant des enseignants des employés plus dociles et obsédés par la crainte de perdre l'emploi.

### La décentralisation et la régulation du système

Ces aspects sont essentiels pour le succès de « *la réforme des systèmes éducatifs* ». Leur objectif est le transfert de la responsabilité na-

tionale des coûts de l'éducation aux individus et aux communautés locales. C'est pourquoi la Commission se montre « *favorable à une vaste décentralisation des systèmes éducatifs, sur base de l'autonomie des établissements et d'une participation effective des agents locaux* ». La décentralisation conduit à l'autonomie des institutions éducatives et, pour l'UNESCO, l'autonomie signifie l'innovation dans l'obtention de ressources propres.

Mais comme « *l'expérience internationale montre que, dans les cas où la décentralisation a du succès, celle-ci est produite à partir d'une administration centrale solide* », la Commission reconnaît « *la nécessité d'une régulation générale du système* ». La contradiction est flagrante : du point de vue de la Commission, l'Etat doit être minimisé au moment de financer l'éducation et les coûts doivent être transférés à la communauté éducative, mais il faut imposer, à partir de cet Etat, une forte centralisation au moment de définir les nouvelles règles du jeu. La conclusion de la Commission devient cynique quand elle reconnaît que « *les mesures de décentralisation peuvent être appliquées tant dans le cadre de processus démocratiques comme dans celui de processus arbitraires et générateurs d'exclusions sociales* ».

### Les dépenses

Par rapport aux dépenses, la Commission propose que « *la partie du produit national brut consacrée à l'éducation ne doit dans aucun cas être inférieure à 6% dans les pays en développement* », pour ajouter à la ligne que « *d'autre part, la Commission estime qu'il est non seulement légitime mais nécessaire de mobiliser des ressources financières privées afin de limiter la pression exercée sur le budget des Etats [...]. Les formes de financement privé sont multiples : participation des familles ou des étudiants dans les frais de scolarité, prise en charge par les communautés locales d'une partie des coûts de construction et le maintien des écoles, participation des entreprises dans le financement de la formation professionnelle et autofinancement.* », Et elle enfonce le clou en affirmant que la Commission a prêté une attention spéciale aux propositions formulées dans un tel sens par la Banque Mondiale, en ce qui concerne les pays en développement : « *une distribution plus efficace [...] aiderait beaucoup les systèmes éducatifs [...] L'efficacité consiste à investir les fonds publics là où ils vont produire un rende-*

*ment plus haut, en général, pour l'éducation, dans l'enseignement de base. »*

Mais la Commission a été au-delà des recommandations de la BM : *« la Commission a examiné une solution plus audacieuse. Etant donné que l'éducation est appelée à se développer tout au long de la vie, on pourrait penser à attribuer à chaque jeune, au moment où il va entamer sa scolarité, un crédit de temps (vouchers ou bons) pour l'éducation, correspondant à un certain nombre d'années d'enseignement. Ce crédit s'inscrirait à sa faveur dans une banque qui, d'une certaine manière, administrerait pour chaque étudiant un capital de temps choisi. »* Cette proposition, bien que présentée comme nouvelle par la Commission, a été formulée en réalité pour première fois par les néolibéraux des années soixante. Elle consiste, en dernière instance, à ne pas financer l'offre mais la demande, ce qui évite la double contribution aux chefs d'entreprise et permet à l'individu le libre choix du centre éducatif, en obligeant les institutions publiques à entrer en concurrence pour ces bons, afin de pouvoir subsister. Dans plusieurs pays on prêche un soutien politique au schéma de vouchers ou bons comme remplacement des schémas traditionnels de financement. Aux Etats-Unis, la Cour Suprême a approuvé ou a validé, en juin 2002, les vouchers aux familles comme mécanisme de diversification de la demande pour l'éducation. On renforce ainsi la tendance à la conversion de l'éducation en une marchandise.

Il s'avère clair, par ce qui est dit jusqu'ici, que l'impérialisme arrive ainsi à un de ses objectifs : se doter d'une politique pour mettre en oeuvre la ré-ingénierie institutionnelle et administrative dans le secteur de l'éducation, l'adapter aux politiques d'ajustement fiscal et promouvoir l'industrie privée de l'éducation. Mais le plan n'est pas encore complet. Il faut un nouveau modèle éducatif qui répond aux nécessités de l'industrie moderne et du contrôle idéologique, et qui transforme l'éducation en un modèle de production intensive. La stratégie conçue part du principe suivant : *« la Commission considère que le principe d'une éducation tout au long de la vie doit motiver tous les pays »*.

## **Les compétences : le nouveau modèle éducatif**

Pour la Commission Internationale de l'UNESCO, l'éducation tout au long de la vie est basée sur quatre piliers : *apprendre à connaître,*

*apprendre à faire, apprendre à vivre ensemble et apprendre à être.* Une fois que les technocrates de l'éducation commencent à mettre en oeuvre ce modèle éducatif, les piliers mentionnés reçoivent le nom de compétences de base et la compétence « *apprendre à faire* » va jouer particulièrement un rôle important dans la formulation du nouveau modèle, ce qui n'est pas innocent, puisque pour l'industrie moderne, ce principe est fondamental.

### ***Les compétences***

Le progrès permanent de la science et la technique modifient les qualifications requises par les nouveaux processus de production. « *La substitution du travail humain par des machines transforme celui-là en quelque chose de plus en plus immatériel et accentue le caractère cognitif des tâches, même dans l'industrie, ainsi que l'importance des services dans l'activité économique.[...] On ne peut déjà plus donner à l'expression "apprendre à faire" la signification simple qu'elle avait quand il s'agissait de préparer quelqu'un pour une tâche matérielle bien définie, pour qu'il prenne part à la fabrication de quelque chose.* » (La Commission)

Selon la Commission, c'est spécialement dans les pays impérialistes qu'aux tâches purement physiques succèdent des tâches de production plus intellectuelles, plus cérébrales, comme la commande de machines, leur maintien et leur supervision. Dans le cas des ouvriers seulement l'utilisation adéquate de certaines opérations cognitives de base est requise, telles qu'identifier, différencier, classer, etc. Un travailleur de la BMW en Caroline du Sud le dit clairement : « *C'est un mensonge que la classe capitaliste requiert que les travailleurs soient instruits. Elle requiert que nous soyons obéissants, pas que nous soyons instruits. Faut-il savoir lire et écrire pour travailler comme cheminot ou dans une usine automobile ? Je ne le crois pas ; partout il y a des clefs en couleurs ou numériques.* » (Jack Barnes, « La fraude de la réforme éducative sous le capitalisme. ») Pour la Commission, dans une large mesure, « *la domination des dimensions cognitive et informative dans les systèmes de production industrielle rend un peu caduque la notion de qualification professionnelle, entre autres dans le cas des ouvriers et des techniciens, et tend à privilégier la notion de compétence personnelle.* » Ce que cherchent les nouvelles technologies dans



la production, c'est de simplifier les tâches des ouvriers, en exigeant d'eux moins de formation et en les rendant plus facilement interchangeables. Il ne s'agit pas de diminuer la journée de travail d'un travailleur, il s'agit de diminuer la partie de la journée de travail que Marx appelle « le temps de travail nécessaire », c'est-à-dire, de raccourcir le temps pendant lequel se reconstitue la valeur de la force de travail, pour que le capital obtienne une plus grande survaleur. Evidemment, quand il s'agit de former les agents de la bourgeoisie, on insiste sur des compétences spécifiques supérieures, comme celles exigées par l'UNESCO, qui sont celles évaluées au moment d'embaucher le personnel qui se chargera de mettre en oeuvre les contre-réformes.

Ainsi, le pilier autour duquel le nouveau modèle éducatif prend forme est celui des compétences de travail et en particulier la compétence appelée « *apprendre à faire* », parce que « *de plus en plus fréquemment, les employeurs n'exigent déjà plus une qualification déterminée, qu'ils considèrent encore trop unie à l'idée d'habileté matérielle, et demandent par contre un ensemble de compétences spécifiques de chaque personne,* » de telle sorte que « *si à ces nouvelles exigences, nous ajoutons celle d'un zèle personnel du travailleur, considéré comme agent du changement, il s'avère clair que certaines qualités très subjectives, innées ou acquises - que les chefs d'entreprise appellent souvent "savoir être" - se combinent avec les connaissances théoriques et pratiques pour composer les compétences sollicitées* ».

### ***L'éducation tout au long de la vie***

Pour le système capitaliste « *l'éducation tout au long de la vie* » est une option de plus en plus nécessaire. L'éducation tout au long de la vie, dit la Commission, « *répond dans une grande mesure à un impératif d'ordre économique et permet à l'entreprise d'obtenir du personnel avec les meilleures aptitudes, nécessaires pour maintenir l'emploi et pour renforcer sa compétitivité.* » Le développement des processus de production et une plus grande compétitivité font que les connaissances et la technique qu'un travailleur domine perdent rapidement leur utilité. Ce travailleur doit donc, s'il veut garder l'emploi, se former de manière permanente.

Le concept de « *l'éducation tout au long de la vie* » ou de la formation permanente, va au-delà de la simple idée de la nécessité de

s'adapter aux impératifs des entreprises. Cette notion est la clef et « *la condition fondamentale pour dominer de plus en plus les rythmes et les temps de l'être humain. [...] L'éducation de base, quand elle accomplit son but, suscite le désir de continuer à apprendre* ». Pour Gilles Deleuze (1995, Conversations. Valence, prétextes) « *il est prévisible que l'éducation cesse d'être progressivement un compartiment étanche différent du compartiment étanche professionnel et que les deux disparaissent en bénéfice d'une formation permanente terrible, un contrôle continu qui sera exercé sur l'ouvrier-étudiant secondaire ou sur le directeur-universitaire.* »

Pour organiser cette affaire, celle de l'éducation permanente, « *il faut cesser de considérer que les diverses formes d'enseignement sont indépendantes et, dans une certaine manière, imbriquées ; elles sont plutôt concurrentes* ». Pour les néo-libéraux, il faut donc normaliser l'éducation et définir un seul projet éducatif international puisqu'il existe « *une diversité de situations, de conceptions et de structures de l'éducation* », tant régionales comme nationales et internationales, qui ne facilitent pas le libre commerce de l'éducation.

### ***L'idéologie dans le modèle néo-libéral***

Ce modèle éducatif ne néglige pas l'aspect idéologique et cherche par tous les moyens à maintenir la fonction du système éducatif comme appareil idéologique de l'Etat. L'Ecole est le lieu par excellence pour la transmission et l'imposition des idées et de la culture dominantes (sans pour autant oublier le rôle d'autres instances comme, par exemple, les moyens de communication).

Dans le modèle néo-libéral, les compétences personnelles ne sont pas suffisantes. Il manque le contrôle idéologique : la « *connaissance de l'autre* » et son acceptation, qui évite les conflits. Pour l'obtenir, la Commission propose comme une des principales entreprises de l'éducation contemporaine : « *Apprendre à vivre ensemble, apprendre à vivre avec les autres* » (lisez, les travailleurs avec les chefs d'entreprise, ou les Irakiens avec les troupes d'invasion), et elle prône une éducation qui permet d'éviter les conflits ou de les résoudre de manière pacifique. Par conséquent, l'UNESCO propose la concertation comme mécanisme de négociation pour orchestrer la contre-réforme. Ce mécanisme de négociation s'est transformé en fléau des travailleurs. Par-

tout, chaque fois que les directions syndicales ont accepté un tel mécanisme d'entendement avec les patrons ou les Etats, les travailleurs ont perdu l'une ou l'autre conquête importante.

Comme gage du contrôle idéologique, les néo-libéraux sont décidés à maintenir et à renforcer le plan d'études traditionnel, à renforcer la religion et les concepts propres du marché et à imposer la doctrine des normes et des compétences. Ils utilisent les médias et l'école pour transformer leur discours sur le libre marché, le contrôle fiscal, la privatisation et le démantèlement de l'éducation publique en idées collectives, en de fausses idéologies ou de fausses consciences qui font apparaître les intérêts des monopoles comme un intérêt de toute la population.

## **L'éducation comme une industrie intensive**

Pour les néo-libéraux des années 70, l'éducation était une affaire peu exploitée. De nos jours elle est définie ainsi par la BM : « *L'industrie éducative est composée d'écoles, de services et de produits. Les services incluent la formation - spécialement corporative - les services à des jeunes en situation de risque et les services supplémentaires (tutelles, programmes pré- et post-scolaires). Les produits incluent les moyens électroniques, les publications, les approvisionnements scolaires et le hardware. Le secteur inclut évidemment les crèches et l'éducation primaire, secondaire et post-secondaires.* »

Mais le plus important, pour le capital, est que l'éducation est une industrie de travail intensif qui, comme l'affirme Coobs, « *utilise de grandes quantités de main d'œuvre chère et de haut niveau* ». Comme partie des politiques éducatives internationales, il y a l'amélioration de l'efficacité et de la productivité des enseignants, non seulement dans la salle de cours où ils doivent enseigner à davantage d'élèves par heure et dans des journées plus longues, mais aussi à travers les autres branches de l'industrie qui l'entourent, comme l'élaboration des examens, des livres, des textes, du matériel didactique, des publications scientifiques et éducatives, sans compter la quantité de formulaires et de rapports dont ils doivent se charger pour l'évaluation de leur tâche.

Il y a eu des réunions de grands chefs d'entreprise à travers le monde pour promouvoir l'industrie de l'éducation. Dans un événement pour motiver les investisseurs dans la branche de l'éducation, en juin 1999,

à Washington, la BM affirmait ce qui suit : « *Si vous prenez le budget de n'importe quel pays, il dépense non moins de 1% pour réaliser des examens. Cela signifie qu'au niveau mondial, il y a un peu plus de mille milliards par an dépensé pour faire des examens et évaluer des jeunes. [...] Nous savons une chose : les dépenses par étudiant dans la majorité des pays en voie de développement sont faibles, non uniformément faibles mais considérablement faibles. Toutefois, à notre avis, des dépenses plus faibles par étudiant ne signifient pas nécessairement un petit marché. Si vous prenez le nombre d'étudiants dans un pays comme la Chine (ou le Brésil) et vous regardez leurs dépenses par personne, vous constatez une dépense de 4,71 dollars, par exemple, dans du matériel d'instruction, mais si vous considérez le nombre d'étudiants, plus de 211 millions, alors vous avez un marché qui tourne autour d'un milliards de dollars par an dans du matériel éducatif en Chine.* » Le volume annuel mondial du marché éducatif est estimé à 2000 milliards de dollars et on calcule que les enseignants constituent entre 2% et 5% de toute la force de travail mondiale.

Aux Etats-Unis, l'éducation occupe la cinquième place parmi les exportations du pays. L'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) a conclu en septembre 2003 un contrat initial pour 2 millions de dollars avec Creative Associates International Inc. (CAII) « *pour faire face aux besoins immédiats d'éducation et favoriser la participation du peuple irakien dans un système d'éducation soutenable et décentralisée* ». (Communiqué de presse 2003, USAID)

La BM fait savoir ce qui suit sur le processus de privatisation aux Etats-Unis : « *En 1996, les entreprises privées détenaient seulement 13% du marché des dépenses publiques en éducation (700 milliards de dollars par an), la plupart dans le secteur de la formation technique. Toutefois, l'industrie éducative croît et il y a des innovations. L'expérimentation avec les vouchers et les "charter schools" augmente. L'efficacité et l'efficacités sont aussi des objectifs. On s'attend à ce que l'économie soit de 15 à 40% si on peut généraliser la privatisation dans beaucoup de services éducatifs qui sont aujourd'hui à charge du système public. [...] Quelques compagnies comme Edison construisent des écoles et les mettent en fonction. [...] Mais la véritable transformation aux Etats-Unis dans l'éducation supérieure a lieu à*

*travers Internet, et s'annonce comme une des affaires les plus prospères. »*

Pour garantir que l'éducation comme marchandise pourra circuler à travers le monde sans encombre, il faut la transformer en un service transfrontalier normalisé, ce pourquoi il faut changer les règles existantes. Pour faciliter l'élimination des obstacles existants à la nouvelle affaire, l'impérialisme a assigné à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) la tâche de démonter tous les obstacles légaux existants au niveau national et régional, en promouvant la dérégulation des systèmes éducatifs, c'est-à-dire le changement des règles par d'autres plus favorables pour les entreprises de l'éducation.

## **Conclusion**

La conclusion la plus générale à laquelle nous pouvons arriver, après avoir décortiqué les politiques néo-libérales, est que derrière les discours d'efficacité des organismes internationaux se cache un plan de privatisation de l'éducation à l'échelle mondiale. La BM et la BID emploient des stratégies de privatisation partielle, en idéologisant sur la qualité, les résultats et l'efficacité et en appliquant des politiques d'autonomie dans les institutions éducatives et de rationalisation dans le corps enseignant. Elles obtiennent ainsi une plus grande productivité de l'enseignant sous la logique de l'entreprise privée, ce qu'elles complètent en sous-traitant les services de réfectoire, de surveillance, de comptabilité, d'examens et d'évaluations par compétences, et, finalement, en promouvant des licenciements et des régimes diversifiés d'embauche parmi les enseignants.

Pour faire de l'éducation une grande affaire, il faut favoriser la libre concurrence, la dérégulation du système éducatif, et il faut éliminer tous les obstacles de « *l'Etat protecteur* » pour que les forces du marché se développent avec autonomie. Il faut rompre toutes les barrières qui empêchent l'établissement de ce marché. La société capitaliste dans sa phase de décadence, l'impérialisme, considère que l'entreprise capitaliste est le modèle le plus efficace pour organiser la production et les services. L'éducation, qui ne peut pas échapper à ce diktat, doit être organisée dans ses différents niveaux sous la forme d'entreprises de prestation de services éducatifs qui ont « *les facteurs du processus éducatif comme matière première, et l'efficacité et la productivité*

*comme critères principaux de décision* ». Les écoles doivent donc entrer en concurrence entre elles pour gagner les « *clients* ».

Dans le nouveau modèle, la qualité n'est pas quelque chose que l'on cherche ou qui est intrinsèque à l'activité éducative, mais le résultat du marché. Ce qui compte, c'est l'efficacité dans l'utilisation des ressources, le contrôle des temps de la journée scolaire, le nombre d'heures de cours, le nombre d'étudiants par professeur, l'efficacité dans le résultat des examens, la réduction de la désertion scolaire et les répétitions d'année, pour optimiser la rentabilité et, finalement, maximiser les bénéfices et agrandir l'affaire. Ce sont des conditions essentielles pour atteindre d'aussi nobles objectifs et pour éliminer les droits acquis des enseignants, détruire leurs organisations syndicales, libérer les formes d'embauche et stimuler la concurrence entre eux au moyen d'exams périodiques. Il ne faut pas s'étonner que les luttes des enseignants et de la communauté éducative pendant les 8 premières années du 21<sup>ème</sup> siècle ont eu comme point central la défense de l'éducation publique, l'augmentation des salaires et la défense des prestations sociales.

Toutes ces luttes, avec les inégalités qui les caractérisent, sont des expressions de la montée mondiale de la résistance contre le modèle néo-libéral. Les enseignants et les étudiants de plusieurs continents ont démontré que la mobilisation et la protestation sont le chemin pour empêcher que l'impérialisme continue avec la mise en oeuvre de la contre-réforme éducative. Laisser la solution de la crise de l'éducation entre les mains de l'impérialisme et de ses partis, c'est permettre que ceux-ci, qui ont toute la responsabilité de la catastrophe, la résolvent à leur faveur et continuent à démanteler l'éducation publique, gratuite et obligatoire en la transformant dans une marchandise inaccessible pour les plus pauvres.

Nous avons contre nous l'existence, à la tête des organisations, d'une direction conciliatrice et incapable, qui œuvre comme frein de l'unification des processus au niveau national et international et fait qu'il faut toujours recommencer. C'est la clef qui explique toutes les limitations des luttes : que les enseignants au Chili ne s'unissent pas contre le gouvernement de Bachelet, qu'en Colombie, il n'y a pas un front commun contre le gouvernement d'Uribe et sa politique éducative, ou que jusqu'à présent aucune rencontre pour la défense de l'éducation

publique n'a encore été organisée en Amérique latine ou dans une autre région du monde.

Cette situation exige des travailleurs, et spécialement des enseignants, de se mettre à la tête des communautés éducatives et de combattre pour la réorganisation du mouvement syndical. En Amérique latine s'impose la convocation à une rencontre qui réunit les enseignants et étudiants en lutte du continent, pour définir des plans d'action coordonnés qui font face de façon unifiée à la politique de l'impérialisme contre l'éducation publique.

Une rencontre qui adopte un programme qui exige des gouvernements nationaux l'adoption, au moins, des consignes de :

- Rupture immédiate de tous les pactes et accords avec des organismes culturels, éducatifs et financiers internationaux qui imposent le modèle néo-libéral de l'éducation par compétences au service de l'exploitation capitaliste !

- Rupture immédiate avec l'UNESCO, la BM, la BID et le FMI !

- Non au contrôle et à l'administration impérialistes de la connaissance et de l'information !

- Rupture avec l'OMC, qui impose à tous les pays pauvres des droits opposables pour commercialiser les services, en particulier l'éducation!

Ces consignes anti-impérialistes doivent être complétées par d'autres, qui touchent à l'essentiel de ces politiques selon les particularités nationales mais qui s'unifient dans un même sens et qui s'orientent à attaquer leurs répercussions sur plusieurs terrains comme :

- A bas la privatisation de l'éducation ! Budget adéquat pour une éducation publique, gratuite et obligatoire depuis le niveau préscolaire jusqu'au supérieur !

- A bas les paramètres qui augmentent le nombre d'étudiants par cours et diminuent le nombre d'enseignants !

- Non aux normes curriculaires, pour une éducation qui respecte le droit de développer le plus avancé et universel de la science, la recherche, l'art et la technologie !

- Stabilité de travail pour les enseignants et le personnel administratif, salaire professionnel, non aux évaluations sanction, unification des conditions salariales et de prestation, diminution des charges de travail !

# La création de la IV<sup>ème</sup> Internationale a été une victoire historique de la classe ouvrière

Marcos Margarido  
Parti Socialiste des Travailleurs Unifié - Brésil

Le débat sur l'opportunité ou non de la fondation de la IV<sup>ème</sup> Internationale est toujours d'actualité après 70 ans de son existence, non seulement parce que, tout au long de ces années, elle ne s'est pas transformée en une Internationale de masses, comme le prévoyait Trotsky en fonction de la Seconde Guerre mondiale, mais principalement parce qu'encore aujourd'hui, plusieurs organisations utilisent des arguments semblables contre sa reconstruction.

L'objectif de l'Opposition de Gauche Internationale (« *arracher le drapeau du bolchevisme des mains de la bureaucratie usurpatrice et réorienter l'Internationale Communiste selon les principes de Marx et de Lénine* »<sup>11</sup>), à travers la construction de fractions au sein des partis communistes pour les réformer, s'est avéré une utopie réactionnaire après la victoire de Hitler en Allemagne, en 1933, et la réaction sans lutte du Parti Communiste Allemand et de l'Internationale Communiste.

Ce fait était exprimé dans l'appel de Trotsky pour la construction d'une nouvelle Internationale, où il disait que "*tout ce qui s'est passé à partir du 5 mars - la résolution du présidium du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sur la situation allemande, l'acceptation silencieuse de cette résolution honteuse par toutes les sections, le congrès antifasciste de Paris, la ligne officielle du Comité Central en exil du Parti Communiste allemand, le sort du Parti Communiste autrichien, celui du Parti Communiste bulgare, etc. - tout cela démontre,*

---

<sup>11</sup> L. Trotsky, *Tâches et méthodes de l'Opposition de Gauche Internationale*, décembre 1934



*sans appel, que l'Allemagne a marqué non seulement le destin du PC allemand mais aussi celui de toute la Comintern*"<sup>12</sup>.

L'autre fait était la proximité de la guerre, qui pourrait répéter la possibilité de révolutions comme la russe lors de la Première Guerre. « *La lutte contre la guerre exige un instrument révolutionnaire de combat, c'est-à-dire un parti. Actuellement il n'existe ni à l'échelle nationale ni à l'échelle internationale. On doit construire le parti révolutionnaire en tenant compte de toute l'expérience du passé, y compris celles de la Seconde et Troisième Internationales* »<sup>13</sup>. Il y ajoutait que, même la perspective que l'impérialisme se lance à la guerre, en avançant les révolutions, « ne nous enlève pas l'obligation de construire immédiatement la nouvelle Internationale ».

Malgré cette clarté de raisonnement, les organisations centristes qui se sont approchées à l'Opposition de Gauche pour construire le premier embryon de la nouvelle Internationale (le Bloc des Quatre) ont préféré s'abstenir. Selon ces organisations, il n'y avait aucun grand événement qui le justifierait. Même dans la conférence de fondation de la IV<sup>ème</sup> Internationale, les délégués polonais, influencés par Isaac Deutscher, et la minorité du parti français se sont opposés à sa création immédiate. Le délégué polonais disait que « *la III<sup>ème</sup> Internationale a été créé après la victoire de la Révolution russe et sur la base d'un grand nombre de partis communistes déjà formés. Bien que la gauche zimmerwaldienne était beaucoup plus forte que nous aujourd'hui, les spartakistes étaient contre la proclamation de la III<sup>ème</sup> Internationale. Nous n'avons pas de nombreuses organisations et elles n'ont pas d'influence de masses, surtout dans les syndicats.* »<sup>14</sup>. Cette intervention résumait les deux principaux arguments utilisés à l'époque : il n'y avait pas une grande victoire du mouvement de masses et le mouvement en faveur de la Quatrième Internationale n'avait pas de partis nombreux et avec influence de masses.

Toutefois, même si cette argumentation s'appuyait sur un fait concret (la fondation de la III<sup>ème</sup> Internationale en 1919, après la Révolution russe), elle ne respectait pas l'histoire. Elle prenait ce seul fait et le transformait en absolu par rapport à la genèse et au développement

---

<sup>12</sup> L. Trotsky, *Pour de nouveaux partis communistes et une nouvelle Internationale*, 15.07.1933.

<sup>13</sup> L. Trotsky, *La guerre et la Quatrième Internationale*, 10.06.1934.

<sup>14</sup> *Les congrès de la quatrième internationale*, tome 1, Rodolphe Prager, org., éditions La Breche, 1978.

de la lutte, pratiquement isolée, de Lénine pour une nouvelle Internationale, dont la première déclaration pour la III<sup>ème</sup> Internationale remonte à 1914, avec exactement le même raisonnement que Trotsky tiendrait pour la IV<sup>ème</sup> : la trahison de la II<sup>ème</sup> Internationale et l'impossibilité de la réformer, ainsi que la guerre. Dans une lettre à Shlyapnikov, Lénine affirmait qu'« *il est incorrect d'avancer le mot d'ordre d'une "simple" restauration de l'Internationale* »<sup>15</sup>, et en octobre de la même année, il répétait : « *L'Internationale prolétarienne n'a pas péri ni périra. Les masses ouvrières créeront une nouvelle Internationale au-delà de tous les obstacles. Le triomphe actuel de l'opportunisme est éphémère. La trahison des opportunistes à la cause ouvrière et la nécessité de retourner les armes contre les gouvernements et la bourgeoisie de chaque pays apparaîtront d'autant plus clairement pour les masses ouvrières, que le nombre de victimes causées par la guerre sera grand. Vive l'Internationale prolétarienne, libre d'opportunisme !* »<sup>16</sup>.

Le grand bond en avant a lieu avec la conférence de Zimmerwald, en septembre 1915. Lénine prend en considération la formation de l'I.S.K. (Commission Socialiste Internationale), « *l'organisation d'un nouveau Bureau Socialiste International, contre la volonté du vieux Bureau et sur la base d'un manifeste qui condamne ouvertement sa tactique* »<sup>17</sup>. Avec la capitulation de l'I.S.K. à la II<sup>ème</sup> Internationale, Lénine se met à défendre la rupture de sa gauche et la fondation immédiate de la III<sup>ème</sup> Internationale.

C'est ce qui lui donne la base pour dire, en février 1916, que « *partout dans le monde, il y a maintenant réellement deux partis. Dans la pratique, il y a deux Internationales. Et si la majorité de Zimmerwald craint de le reconnaître, si elle rêve d'unité avec les social-chauvins et déclare être disposée à accepter cette unité, ces "bons désirs" ne sont, dans la pratique, rien que des désirs, l'expression d'inconséquence et de limitation dans la pensée. La mentalité est en retard par rapport à l'existence* »<sup>18</sup>.

---

<sup>15</sup> Lénine, *Lettre à G. Shlyapnikov*, 17.10.1914.

<sup>16</sup> Lénine, *La Guerre et la social-démocratie en Russie*, octobre 1914.

<sup>17</sup> Lénine, *Le premier pas*, octobre 1915.

<sup>18</sup> Lénine, *Rupture ou décomposition ?*, février/avril 1916.

Comme nous avons vu, il n'y avait chez Lénine aucun critère négatif pour la construction et la fondation d'une nouvelle Internationale, du genre que les adversaires de la IV<sup>ème</sup> ont ensuite utilisé. Les partis de la gauche de Zimmerwald n'étaient pas de masses (ni même les bolcheviques ne l'étaient à ce moment), ni nombreux, et aucun grand événement, comme la Révolution d'octobre, n'était prévisible dans le futur proche. Nous pourrions dire, au contraire, que la situation était désastreuse pour la classe ouvrière : ses principaux partis l'avaient trahie et la guerre menait des millions de ses membres à la mort, sans aucune possibilité de réaction. La consigne de la social-démocratie était de défendre la bourgeoisie de son propre pays et la gauche internationaliste se comptait avec les doigts des mains lors de la conférence de Zimmerwald, huit délégués, comme disait Trotsky.

Le critère de Lénine n'était pas lié à des raisonnements abstraits ou à des nombres, mais à la nécessité historique de la révolution mondiale. C'est pourquoi, dans l'appel à son propre parti, en avril 1917, il affirmait que *« c'est notre obligation, précisément pour nous, et en ce moment, de fonder sans perdre un instant une nouvelle Internationale, révolutionnaire, prolétarienne ; ou plutôt, nous devons reconnaître sans crainte, ouvertement, que cette Internationale a déjà été fondée et agit. [...] Si de tels socialistes sont peu nombreux, que les travailleurs russes se demandent s'il y avait en Russie beaucoup de révolutionnaires conscients à la veille de la révolution de février 1917. Ce qui est important, ce n'est pas le nombre, mais le fait d'exprimer d'une manière correcte les idées et la politique du prolétariat véritablement révolutionnaire. L'essentiel n'est pas de "proclamer" l'internationalisme, mais de pouvoir être internationaliste de fait, y compris aux moments les plus difficiles. »*<sup>19</sup>

Le fait que la III<sup>ème</sup> Internationale n'a été fondée qu'en 1919 ne se doit donc pas à l'attente d'une situation objective favorable ou de la construction de partis de masses, mais à l'indécision des alliés de Lénine qui voulait la fonder « à un moment difficile ». Pour les mêmes motifs, nous donnons la raison au « mal humeur » de Trotsky, qui voulait fonder la IV<sup>ème</sup> Internationale lors de la conférence internationale de 1936, mais qui n'a pas été accompagné par ses alliés, qui ont

---

<sup>19</sup> Lénine, *Les tâches du prolétariat et notre révolution*, 10.04.1917.

formé seulement un Mouvement Pour la Quatrième. Comme il disait, dans une lettre de 1938, *"Ce nom me paraissait pédant, inadéquat et un peu ridicule, il y a deux ans, quand il a été adopté initialement.[...] La circonstance que tant les ennemis de classe comme les vastes cercles de travailleurs se réfèrent à nous comme la Quatrième Internationale, démontre qu'ils ont davantage de confiance en cette "signature" que quelques sceptiques ou demi-sceptiques dans nos propres rangs.* »<sup>20</sup> La IV<sup>ème</sup> Internationale existait de fait et l'opportunité de sa fondation a été confirmée par l'histoire.

## **La IV<sup>ème</sup> Internationale quand Trotsky vivait encore**

Ceci ne veut pas dire que la mission historique de la IV<sup>ème</sup> Internationale ait été accomplie. Son existence était dictée par sa rationalité et sa nécessité, mais les faits de la lutte de classes qui ont suivi n'étaient pas déterminés a priori. Le premier de ces faits avec incidence sur ses rangs a été le poids énorme de la politique stalinienne, usurpatrice des traditions d'Octobre, dans le mouvement ouvrier. La première manifestation de cette influence est apparue dans le Socialist Worker's Party (SWP) américain en 1939, avec la formation de la fraction « antidéfensiste », appelée ainsi par le fait de refuser de défendre l'URSS en cas d'attaque de l'impérialisme. Ce refus était le fruit d'un raisonnement formel, qui mettait l'Union Soviétique et l'Allemagne fasciste sur un pied d'égalité, suite au pacte signé entre Hitler et Staline, et refusait de voir, derrière la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique, le caractère de classe antagonique entre les Etats soviétique (ouvrier) et allemand (capitaliste).

Même avec l'intervention directe de Trotsky dans la discussion, qui caractérisait une telle fraction comme petite-bourgeoise, un tiers des militants du parti et la majorité de sa jeunesse ont rompu avec le SWP pour former le Worker's Party (Parti Ouvrier). La crise toucherait aussi la France, où le parti récemment construit, après la dissolution du Parti Ouvrier Internationaliste, avait de nouveau une fraction antidéfensiste dirigée par Yvan Craipeau.

Une Conférence d'Urgence a été convoquée en mars 1940, pour examiner la crise provoquée par les antidéfensistes, où le délai d'un

---

<sup>20</sup> L. Trotsky, « Pour » la Quatrième Internationale ? Non ! La Quatrième Internationale ! - 31.05.1938.

mois a été accordé pour que les militants adhèrent au programme approuvé dans la Conférence de Fondation, en même temps que la discussion serait menée en profondeur avec la convocation d'un congrès, et que le CEI résidant<sup>21</sup>, qui avait eu une attitude fractionnelle face à la crise dans le SWP, serait dissout.

La Conférence a aussi approuvé un Manifeste sur la guerre où elle caractérisait correctement qu'il s'agissait d'une guerre inter-impérialiste dont « *la cause immédiate est la rivalité entre les vieux empires coloniaux riches, la Grande-Bretagne et la France, et les pillleurs de l'impérialisme tardif, l'Allemagne et l'Italie* ». Le combat contre la guerre aurait lieu dans la lutte « *contre le drapeau réactionnaire de la défense nationale* », auquel serait opposée « *la destruction révolutionnaire de l'Etat national et la construction des Etats Unis Socialistes d'Europe* »<sup>22</sup>.

C'était la même conception de Lénine qui, en 1914, défendait le défaitisme révolutionnaire. C'est pourquoi, le Manifeste faisait une dénonciation implacable de « la guerre pour la démocratie contre le fascisme », puisque les classes dirigeantes des « pays démocratiques » seraient prêtes à renoncer à la démocratie pour maintenir leurs privilèges, et il affirmait qu'« *il n'y a que les aveugles sans espoir qui sont capables de croire que les généraux anglais et français menaient une guerre contre le fascisme* ».

Entre-temps et malgré le pacte Hitler-Staline, le Manifeste maintenait la défense inconditionnelle de l'URSS contre toute agression impérialiste, en même temps qu'il menait une lutte sans trêve contre l'« oligarchie de Moscou », parce que « *les accords épisodiques entre la bourgeoisie et l'URSS n'altèrent pas le fait que, à une échelle historique, l'antagonisme entre le monde impérialiste et l'Union Soviétique est infiniment plus profond que l'antagonisme qui place les pays capitalistes individuels en opposition les uns aux autres* »<sup>23</sup>.

---

<sup>21</sup> Le Comité Exécutif International *résidant* n'était pas un organisme élu au Congrès, mais seulement une partie des membres du CEI, qui résidaient aux Etats-Unis et qui, de ce fait, assumaient les tâches quotidiennes. Shachtman, Anton, C. L. R. James et M. Pedrosa en faisaient partie et tous assumaient des positions anti-défensistes. Parmi les membres du CEI qui soutenaient la dissolution du CEI résidant, il y avait Trotsky, James Cannon, Vincent Dunne et le secrétaire administratif du CEI, Sam Gordon.

<sup>22</sup> L. Trotsky, *Manifeste de la Quatrième Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, mai 1940.

<sup>23</sup> Ibidem.

Toutefois, la mobilisation des masses du monde entier contre le fascisme a donné à la guerre un caractère démocratique beaucoup plus aigu que celui prévu par le Manifeste, en faisant que « *la confrontation entre les régimes [fasciste et démocratique-bourgeois - NdR] devient l'ingrédient principal* »<sup>24</sup>, au détriment de la politique de défaitisme révolutionnaire. Cette mobilisation s'est maintenue après la défaite de Hitler, menant à une situation révolutionnaire mondiale où la direction indiscutable de la classe ouvrière des pays impérialistes et des masses des pays coloniaux était le stalinisme. La défaite de Hitler en terre soviétique et l'occupation de Berlin par l'armée rouge a fait de Staline « le père des peuples » et « le champion de la lutte pour la démocratie ». Sa politique contre-révolutionnaire avant et pendant la guerre était oubliée par les masses et les Partis Communistes ont ressurgi dans tous les pays impérialistes comme garants des accords de Yalta et de Potsdam.

L'expropriation de la bourgeoisie dans un tiers de l'humanité n'a pas été capitalisée par la IV<sup>ème</sup> Internationale, mais par le stalinisme. La prévision du Manifeste d'Urgence, qu'une époque révolutionnaire s'ouvrirait pour la construction de partis révolutionnaires de masses (étant donné que « la Quatrième Internationale possède, en nombres et particulièrement en préparation, des avantages infinis sur ses prédécesseurs au début de la dernière guerre ») ne s'est pas vérifiée.

La politique de « *transformer la guerre impérialiste en guerre de la classe ouvrière contre le capitalisme, en défaite des classes dominantes de tous les pays, dans la révolution socialiste mondiale* » sous la direction de la IV<sup>ème</sup> Internationale, a été supplantée par la construction de nouveaux Etats ouvriers déformés dans l'Est européen et en Chine, dirigés depuis le début par des bureaucraties d'emblée staliennes ou d'origine petites-bourgeoises. Il s'agit de victoires tactiques du prolétariat dans le cadre d'une défaite stratégique : la crise de direction de l'humanité n'a pas été résolue.

---

<sup>24</sup> Alicia Sagra, *Historia de las Internacionales Socialistas*, Ed. Sundermann, 2005.

## Une combinaison de facteurs mène au révisionnisme au sein de la IV<sup>ème</sup> Internationale

La mort de Trotsky, assassiné avec un piolet stalinien le 20 août 1940, a empêché de corriger de cette politique, alors que la persécution implacable contre les trotskistes, tant par le stalinisme comme par le fascisme, et, principalement, l'immense autorité politique gagnée par la bureaucratie soviétique face à la classe ouvrière, ont causé l'isolement et la marginalisation de la IV<sup>ème</sup> Internationale. Une direction jeune et non éprouvée dans les grands événements de la lutte de classes devait assumer sa réorganisation dans l'après-guerre.

Dans cette nouvelle direction, le délégué grec au congrès de fondation de la IV<sup>ème</sup> Internationale, Michel Raptis ("Pablo"), a été remarqué par son dynamisme et sa capacité d'organisation. La combinaison de la montée révolutionnaire du début des années 50 avec la force du stalinisme l'a mené à élaborer des thèses révisionnistes du marxisme, approuvées dans le troisième congrès de la faible Internationale, en 1951.

Commence alors la guerre de Corée, la première d'une nation capitaliste contre un pays dirigé par un parti communiste. La révolution chinoise a lieu en 1949, et deux années après, elle exproprie la bourgeoisie. En 1952, des révolutions anti-coloniales éclatent en Egypte et en Bolivie. En même temps, une crise apparaît dans l'appareil stalinien, entre l'URSS et la Yougoslavie, où Tito cherchait à avoir une politique indépendante du Kremlin.

De cette situation explosive, Pablo tire la conclusion, dans son document « Où allons-nous ? », que « la réalité objective est composée essentiellement par le régime capitaliste et le monde stalinien » et que « la transition occupera probablement une période historique de plusieurs siècles »<sup>25</sup>. Les thèses approuvées dans le congrès prévoient la troisième guerre mondiale, qui aurait le caractère de « guerre-révolution » dans laquelle les partis communistes, mis sous pression par les événements, mèneraient le « camp stalinien » à la victoire sur l'impérialisme. Le rôle des révolutionnaires serait donc de s'aligner sur le « camp progressiste ». Ceci se ferait à travers une politique d'« entrisme » dans les partis communistes, considéré comme entrisme

---

<sup>25</sup> Michel Pablo, cité par Daniel Bensaid, *Trotskyismes*, Ed. El Viejo Topo.

*sui generis* (un peu spécial) parce que, contrairement à l'entrisme préconisé par Trotsky envers les partis socialistes, dans les années 1930, celui-ci aurait une durée indéfinie, puisque la transition du capitalisme au socialisme durerait des siècles.

Pour la première fois, le trotskysme fait une élaboration essentiellement non-marxiste de la réalité, en divisant le monde en « camps » et non en classes sociales. De cette erreur de principes découle une autre, de tactique, qui a été une catastrophe politique : l'entrisme dans les Partis Communistes, qui a mené le trotskysme à la crise, dans tous les pays où cette tactique a été mise en pratique. En France, par exemple, le parti officiellement affilié à la IV<sup>ème</sup> Internationale n'a mis fin à son entrisme qu'après plus de 14 ans, en 1965, lors de la formation de la LCR avec à peine quelque 300 militants.

Le résultat le plus désastreux de cette politique est survenu en Bolivie. En 1952, il y a un soulèvement des mineurs qui, avec les travailleurs de La Paz, détruisent l'armée bourgeoise et donnent un bond en avant dans la construction de la COB, la Centrale Ouvrière Bolivienne. Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR), la section de la IV<sup>ème</sup> Internationale en Bolivie, codirigeait les milices ouvrières et la COB. Mais le Secrétariat International (SI) de la IV<sup>ème</sup> Internationale, cohérent avec son concept de « camp progressiste », a donné l'orientation de donner un « soutien critique » au Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) - un parti nationaliste bourgeois qui a assumé le gouvernement - et à faire de l'entrisme dans ce parti. En juin 1953, le POR déclare qu'*« en ce moment, notre tactique consiste à grouper des forces, à agglutiner le prolétariat et les paysans dans un seul bloc pour défendre un gouvernement qui n'est pas le nôtre et auquel nous appliquons notre droit de critique, face à la menace imminente de la réaction des grands propriétaires terriens et de l'impérialisme »*<sup>26</sup>. Dans le cas de la Bolivie, l'impérialisme n'a jamais menacé le gouvernement du MNR, mais lui a donné tout l'appui depuis le début. Ce n'était donc pas justifié, même pas tactiquement, de « *défendre un gouvernement qui n'est pas le nôtre* ». La capitulation du POR au MNR est consommée et une occasion révolutionnaire exceptionnelle est perdue.

---

<sup>26</sup> - Alicia Sagra, *Historia de las Internacionales Socialistas*, Ed. Sundermann, 2005.



## Du révisionnisme au liquidationisme

En 1953, le SI publie le document « *Essor et déclin du stalinisme* », où Pablo assume des positions carrément liquidationistes, ce qui mène à la rupture de la majorité des forces du trotskysme et de la formation du Comité International (CI). Après avoir analysé que les conditions objectives pour l'existence de la bureaucratie (le reflux révolutionnaire, l'isolement de l'Union Soviétique et le retard de son économie) avaient cessé d'exister, le document du SI affirme que « *les événements qui ont eu lieu en Union Soviétique après la mort de Staline constituent à peine la première étape d'un processus qui va jusqu'à la régénération socialiste de l'URSS et la désintégration du stalinisme partout dans le monde* »<sup>27</sup>.

La prévision de la régénération socialiste de l'URSS par le stalinisme lui-même qui, étant donné ses propres contradictions, serait divisée entre une aile bureaucratique et une autre régénérée sous la pression des masses, signifiait accorder un caractère révolutionnaire à la bureaucratie. C'est pourquoi, Pablo abandonne la politique de construction de partis trotskystes, tant dans les pays capitalistes comme dans les Etats ouvriers, parce que « *le rôle de l'Internationale, qui a été créé pour assurer la continuité du programme et de l'organisation marxistes révolutionnaires est d'intervenir dans cette désintégration afin d'unir sous son drapeau les forces influencées jusqu'à aujourd'hui par le stalinisme* ». C'est-à-dire, le trotskysme perdrait tout son caractère d'organisation indépendante et deviendrait un appendice du stalinisme dans l'attente de la victoire de son aile révolutionnaire.

Conséquent avec cette politique, quand les masses de Berlin-Est sont les protagonistes de la première révolution politique, en 1953, comme prévue dans le Programme de Transition, le SI de la IV<sup>ème</sup> Internationale déclare que « *les dirigeants soviétiques et des "démocraties populaires" seront obligés de continuer sur la voie des concessions encore plus vastes et réelles, pour éviter le risque de perdre pour toujours l'appui des masses et de provoquer des explosions encore plus grandes... Ils seront obligés à faire une transition "douce" de la situation actuelle vers une situation plus tolérable pour les mas-*

---

<sup>27</sup> Michel Pablo, cité par Morris Stein, *Some remarks on 'The Rise and Fall of Stalinism*

ses »<sup>28</sup>. La situation « plus tolérable » a été l'invasion de l'armée soviétique pour noyer dans le sang la rébellion, en accusant les masses soulevées de « fascistes » et « agents de l'impérialisme ». La déclaration du SI n'exige pas le retrait des troupes et la construction d'un parti trotskyste, mais la « *démocratisation du PC* ».

Il existe un point commun dans toutes les analyses pablistes : la surestimation du « facteur objectif » qui résoudrait, par ses propres forces internes, la crise du « facteur subjectif » (le manque d'une direction révolutionnaire). Cette méthode mène à confondre le mouvement avec sa direction et considère comme « révolutionnaire » toute direction qui puisse, sous la pression des masses, assumer des positions progressistes, ce qui mène à l'abandon de la construction de partis trotskystes.

## **La résistance dans la IV<sup>ème</sup> Internationale mène à la formation du Comité International**

Pour garantir la mise en oeuvre de sa politique, le SI se met à adopter des méthodes ouvertement staliniennes. En France, la majorité du PCI, dirigée par Pierre Lambert et soutenue par la Commission Ouvrière, s'oppose à l'entrisme dans le PCF et devient le blanc de tout type de mesures bureaucratiques de la part de la direction pabliste. Les documents pour le 8<sup>ème</sup> congrès du PCI, tenu en juillet 1952, ne sont pas distribués aux autres sections et ne sont pas soumis au vote lors du 3<sup>ème</sup> Congrès Mondial, qui approuve l'intervention du SI pour imposer une direction composée seulement de dirigeants de la minorité. Avec ceci, la majorité du Comité Central est suspendue et l'entrisme est imposé, décision à laquelle se plient environ 30 militants sous la direction de Pierre Frank. La majorité du parti, environ cent militants qui n'obtempèrent pas à une telle détermination, est expulsée.<sup>29</sup>

En 1953, le principal parti de la IV<sup>ème</sup> Internationale, le SWP américain, abandonne son abstentionnisme face à la bataille des trotskystes français et latino-américains et publie, le 16 novembre, une « *lettre ouverte aux trotskystes du monde entier* » où il appelle à écarter Pablo

---

<sup>28</sup> - Comité National du SWP, *A letter to trotskyists throughout the world*, 16.11.53, [www.marxists.org](http://www.marxists.org)

<sup>29</sup> - Jean-Jacques Marie, *Os quinze primeiros anos da Quarta Internacional*, Palavra Editora, 1978

de la direction internationale, avec l'argument de la découverte d'une fraction secrète que Pablo construisait dans le SWP.

Le 23 novembre 1953, les sections américaine, anglaise, française et suisse proclament la formation du Comité International (CI). La majorité des trotskystes latino-américains rompt avec Pablo et s'incorpore au CI, qui parvient à agglutiner les sections les plus importantes et 80% des militants trotskystes. « *Toutefois, le CI, en agissant comme un front unique défensif et non avec l'offensive d'une organisation centralisée, n'est pas parvenu à mettre en échec les positions révisionnistes du pablisme, lesquelles, au contraire, ont continué à se développer. A partir de cette rupture de 1953 a commencé le processus de dispersion de la IV<sup>ème</sup> Internationale. En 1963, il y a eu une réunification autour de l'appui à la Révolution cubaine, mais d'importantes forces du trotskysme sont restées en dehors, comme les Français et la majorité des Anglais* »<sup>30</sup>, qui n'ont pas reconnu l'importance du processus cubain et la transformation de ce pays en Etat ouvrier déformé.

La continuité de la politique abstentionniste du SWP, dont les dirigeants souffraient d'une forte déviation national-trotskyte et se préoccupaient seulement à résoudre leur propre crise, a permis le maintien des conceptions révisionnistes dans la IV<sup>ème</sup> Internationale, avec la formation d'un Secrétariat Unifié (SU) sous la direction d'Ernest Mandel et Pierre Frank.

## **Le phénomène de la guérilla mène à une nouvelle capitulation**

Dans le neuvième congrès de la IV<sup>ème</sup> Internationale réunifiée, en 1969, la majorité de la direction du SU a présenté le document « *La nouvelle montée de la révolution mondiale* », où elle propose la transformation des partis trotskystes dans des organisations de guérilla, inspirées par le « foquisme »<sup>31</sup> de Che Guevara. La proposition était faite, non seulement pour les pays d'Amérique latine, mais aussi pour l'Asie, le Moyen-Orient et l'Afrique. Et même deux pays européens, la

---

<sup>30</sup> - Alicia Sagra, *Historia de las Internacionales Socialistas*, Ed. Sundermann, 2005. La limitation d'espace nous empêche d'entrer dans l'analyse des trajectoires des organisations qui n'ont pas participé à la réunification, principalement le lambertisme et le trotskysme anglais.

<sup>31</sup> La théorie du foyer (« foco ») de guérilla - NdT

Grèce et l'Espagne, n'échappaient pas à la nouvelle stratégie.<sup>32</sup> Pour Moscoso, du POR bolivien, « *dans les conditions actuelles d'Amérique latine, les résultats obtenus par la guérilla à Cuba peuvent être atteints dans n'importe quel pays. Par conséquent, je dis que la guerre de guérillas est indiscutablement le chemin que les révolutionnaires doivent prendre pour libérer leurs peuples de l'exploitation capitaliste et impérialiste* »<sup>33</sup>. Si sous Pablo, les Partis Communistes étaient la « voie » pour la révolution, sous Mandel c'est la guérilla. La construction de partis trotskystes enracinés dans la classe ouvrière était oubliée au nom de la promesse du « paradis révolutionnaire » offert par le monde de la guérilla.

Le résultat a été un échec total. Des sections complètes ont disparu sous le feu ennemi. Des victoires éphémères, résultat d'actes héroïques des militants, n'ont eu aucune conséquence pratique dans l'organisation de la classe ouvrière. La réalité elle-même s'est chargée de réfuter l'efficacité des actions d'avant-garde, quand ont explosé des rébellions de masses comme la rébellion de Córdoba (le Cordobazo), en 1969 en Argentine, et la révolution portugaise, en 1974.

Dans le congrès suivant, en 1974, se constitue la Fraction Léniniste Trotskyste (FLT), entre le SWP et le courant moréniste<sup>34</sup>, pour faire un bilan dur de la période passée. La direction refuse d'admettre ses erreurs mais, en dépit de cela, la position de la fraction atteint 45% des voix au dixième congrès. En 1973, comme partie de la polémique avec Mandel, Nahuel Moreno écrit « Un document scandaleux » (connu comme le « Morenazo ») où il affirme que « *la conception que, pour l'Amérique latine, notre tâche centrale dans cette étape est la construction de ces "armées révolutionnaires", modifie tout notre Programme de Transition et notre conception marxiste, parce cela signifie que notre tâche centrale a cessé d'être la construction de partis révolutionnaires bolcheviques et trotskystes* »<sup>35</sup>.

---

<sup>32</sup> - Peng Shuzi, *Return to the road of trotskyism*, www.marxists.org

<sup>33</sup> - Hugo Gonzalez Moscoso, *Lessons of the Cuban Revolution*, International Socialist Review, 03-04/1968, p. 1, cité par Peng Shuzi.

<sup>34</sup> - Le *Morénisme* est le nom du courant politique dirigé par Nahuel Moreno (1924-1987), avec origine en Argentine et centre en Amérique latine, qui est devenu la LIT-QI en 1982.

<sup>35</sup> - Nahuel Moreno, *Un document scandaleux*, 1973 - (voir [www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be) / Bibliothèque)

## Le Nicaragua : la rupture de la barrière de classe

Ces conceptions guérilléristes de la part du SU atteignent leur apogée avec la victoire du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) au Nicaragua, qui a renversé le dictateur pro-impérialiste Anastasio Somoza, le 19 juillet 1979, a détruit l'armée bourgeoise et a fait une réforme agraire dans les terres appartenant à l'ancien dictateur, laissant intactes les propriétés de la bourgeoisie oppositionnelle.

Immédiatement, Mandel et le SWP déclarent l'appui inconditionnel au FSLN. Dans le onzième congrès, en novembre 1979, ils présentent des résolutions contre la construction de partis trotskystes indépendants au Nicaragua. Les révolutionnaires devaient entrer individuellement dans le FSLN et observer loyalement toutes les décisions de sa direction, considérée comme « révolutionnaire ».

Outre cette capitulation politique, ils font une attaque grave à la morale révolutionnaire en refusant de défendre les trotskystes de la Brigade Simon Bolivar. Cette brigade avait été créée par le PST colombien et par la Fraction Bolchevique, pour combattre à côté du FSLN contre Somoza. Son action la plus importante a été la libération de Bluefields, le port le plus important du pays sur l'Atlantique. Après la victoire du FSLN, ses membres ont commencé à organiser des syndicats. Pour éviter que ce processus sorte de son contrôle, le FSLN a emprisonné les brigadistes et les a expulsés du pays, en les livrant à la police de Panama, qui les a torturés avant leur libération.

Selon les mots de Nahuel Moreno, « *nous demandions alors que l'Internationale fasse une campagne de défense des brigadistes. Le SU non seulement a refusé de la faire, mais d'importants dirigeants du courant mandeliste et du SWP ont soutenu l'expulsion. Ceci nous a fait rompre avec le SU, considérant qu'il y avait des questions de principe et de morale en jeu* »<sup>36</sup>. La coexistence politique dans une même organisation internationale n'était déjà pas possible, mais la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale était maintenue comme tâche historique, ce qui a mené par après les partis de la Fraction Bolchevique à la fondation de la LIT-QI, en 1982.

---

<sup>36</sup> N. Moreno, *La lutte contre le révisionnisme dans le Secrétariat Unifié / La révolution nicaraguayenne divise le SU*, 1985

Le SU, pour sa part, maintenait ses erreurs en évaluant - après onze années consécutives de gouvernements sandinistes qui appliquaient des plans capitalistes de « dévaluation de la monnaie, hausse de l'inflation, licenciement de milliers de travailleurs et annonce de plans d'austérité » - que le Nicaragua était un « Etat ouvrier », même avec la victoire de Violeta Chamorro dans les élections présidentielles de 1990. Il se dirigeait ainsi vers l'abandon le plus complet des principes marxistes, dans un cours qui s'est approfondi avec les bouleversements de l'Est européen.

## **Les vendeurs d'illusions...**

Sur le terrain de la construction du parti, le SU appelle à la formation de « partis anticapitalistes », où se rassemblent révolutionnaires et « réformistes honnêtes » pour « accumuler des forces » pour un futur indéfini, sans défendre la nécessité de la prise du pouvoir par la voie révolutionnaire.

Toutes les sections du SU interviennent pour transformer des blocs électoraux dans des « partis anticapitalistes », comme le Bloc de Gauche au Portugal, l'Alliance verte-rouge au Danemark, le WASG en Allemagne, le SSP en Ecosse. La LCR française, principale section du SU, a approuvé sa dissolution et la construction d'un parti anticapitaliste en France, dans son congrès de février 2008.

En Italie, Sinistra Critica a fait partie de Rifondazione Comunista qui, de son côté, composait la majorité du gouvernement Prodi au Parlement. Ses députés ont voté toutes les mesures anti-populaires du gouvernement, y compris des lois racistes et contre les immigrants, et ce n'est que quand, selon le SU, Prodi s'est mis à adopter « une position néo-libérale », que leur section est passée à l'opposition, mettant en évidence que l'anti-capitalisme est, tout au plus, un anti-néolibéralisme à peine déguisé. Ce n'est qu'après la catastrophe électorale de Rifondazione et la victoire de Berlusconi, au début de 2008, que Sinistra Critica a décidé de déclarer que « *le cycle est fermé, Rifondazione Comunista ne peut plus rien donner* » et a annoncé la construction d'une « nouvelle gauche ».

La participation dans des gouvernements bourgeois n'était pas une nouveauté. Le SU a soutenu la présence de la DS, son ancienne sec-

tion brésilienne<sup>37</sup>, dans le gouvernement de Lula à travers Miguel Rossetto, ministre de la Réforme Agraire, en affirmant que « *la question de la participation au gouvernement devrait être subordonnée à l'évaluation des orientations du gouvernement* ». <sup>38</sup> Ainsi, logiquement, le principe de l'indépendance se résume en une question tactique qui dépend des orientations du gouvernement bourgeois.

Et, finalement, il y a le retrait de toute mention à la « dictature du prolétariat » du statut de la LCR et du SU. Dans l'article « *Le retour à la stratégie* », Daniel Bensaid explique qu'actuellement l'expression a une « signification négative », de dictatures militaires et bureaucratiques, ce qui justifierait sa substitution par les mots *commune*, *soviets*, *conseils* ou *autogestion*, qui seraient mieux compris. Apparemment donc, ce ne serait qu'une question de sémantique et non de programme. Dans le Manifeste d'Urgence déjà cité, on peut lire que « *notre programme est formulé dans une série de documents accessibles à tous. Son essence peut être résumée en trois mots: dictature du prolétariat* ». En abandonnant cette essence, tellement chère à Marx, Engels, Lénine et Trotsky, le SU cesse d'être une Internationale marxiste et se met à usurper le nom de IV<sup>ème</sup> Internationale.

## **Le Programme de Transition a été confirmé par l'histoire**

Le processus de dégénérescence du principal courant trotskyste mondial et la fragmentation des trotskystes dans différents courants, à partir de 1953, laissent un bilan négatif de la construction de la IV<sup>ème</sup> Internationale du point de vue organisationnel. Aujourd'hui, il n'y a pas « une » IV<sup>ème</sup> Internationale avec le contenu que lui a donné Trotsky : le parti mondial de la révolution socialiste. Ce parti doit être reconstruit.

Pendant ces 70 années de crise de direction de l'humanité, beaucoup d'alternatives sont apparues et ont promis, à certains moments, de mener le prolétariat à la victoire finale. Il y a eu le castro-guévarisme et la guérilla foquiste, le maoïsme avec la guerre populaire prolongée, le

---

<sup>37</sup> En avril 2008, le Comité International du SU a informé « *qu'un prix élevé a été payé au Brésil* » à cause des erreurs politiques commises, qui ont menées à la rupture avec la DS.

<sup>38</sup> Voir Bernardo Cerdeira, *Le « trotskysme réformiste » franchit la frontière de classes*, dans Le Marxisme Vivant, n°17, 2008 ([www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be))

sandinisme comme une variante de ces deux courants. Mais tous ont montré leurs faillites programmatiques sous différentes formes de capitulation à la bourgeoisie. Le 21<sup>ème</sup> siècle a apporté de nouvelles promesses, la résurgence de l'anarchisme sous de nouveaux habits, de vastes organisations qui « veulent gouverner sans prendre le pouvoir », à la Holloway, comme les zapatistes, ou les gouvernements nationalistes et de front populaire avec leurs « démocraties participatives ».

Les programmes de ces mouvements et gouvernements ne font pas autre chose que répéter les mêmes trahisons des réformistes, staliniens et front-populistes du passé. Le zapatisme s'est allié avec le PRD, un parti bourgeois qui cherche à sauver le régime capitaliste au Mexique ; Evo Morales, une des figures de proue du « socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle » vient de faire un accord avec la bourgeoisie fasciste de la demi-lune bolivienne en lui accordant ses principales revendications ; les grandes marches contre la guerre n'ont pas donné lieu à des organisations solides de lutte anti-impérialiste, le Forum Social Mondial et ses ONG vont de plus en plus vers une voie sans issue, avec la répétition de formules usées par le temps, comme la « taxe Tobin » en pleine crise financière mondiale. Loin d'être de « vastes espaces anticapitalistes », ces mouvements ne sont que des lieux de rencontre de désillusionnés avec les leçons tragiques de l'histoire, qui essayent de rejeter le passé au lieu d'apprendre avec lui.

Le Programme de Transition, de son côté, s'est avéré « immunisé » au passage des années dans ses principaux aspects et a passé par l'épreuve des faits. La restauration capitaliste, à la racine de laquelle se trouve la bureaucratisation des Etats ouvriers et l'usurpation du pouvoir par une caste parasitaire toute-puissante, confirme, par la voie négative, la prévision du Programme de Transition: « *ou bien la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier, démolira les nouvelles formes de propriété et lancera le pays de retour au capitalisme, ou bien la classe ouvrière détruira la bureaucratie et ouvrira une issue en direction du socialisme* ». <sup>39</sup>. La bureaucratie, qui accusait le trotskysme d'« agent de l'impérialisme » a été, elle-même, agent de la restauration, et sa politi-

---

<sup>39</sup> L. Trotsky, *Programme de Transition*, 1938.



que de construire « plusieurs socialismes » isolés entre eux, en même temps qu'elle empêchait l'extension de la révolution, au nom de la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, est « *la réfutation la plus convaincante, non seulement théorique, mais maintenant aussi dans la pratique, de la théorie du socialisme dans un seul pays* ». Le stalinisme a payé cher sa trahison : les masses ont renversé ces dictatures restaurationnistes dans la majorité des états ouvriers, quoique cela n'a pas été suffisant pour éviter le retour du capitalisme.

Un second aspect concerne l'actualité de la révolution. Face à la proximité d'une autre guerre mondiale et la politique désastreuse de Staline face au nazisme, sont apparus divers secteurs qui abandonnaient les perspectives révolutionnaires. Le Programme de Transition, au contraire, affirmait que « *les conditions objectives nécessaires pour la révolution prolétarienne, non seulement sont mûres, mais commencent à pourrir* ». Cette prévision s'est avérée essentiellement correcte, avec les révolutions d'après-guerre et le surgissement de nouveaux Etats ouvriers au siècle passé, et s'avère totalement correcte aujourd'hui, avec la puissante montée en Amérique latine, la guerre d'Iraq, l'occupation de Haïti et l'avènement d'une nouvelle dépression économique mondiale. Les luttes des masses latino-américaines se heurtent quotidiennement avec les politiques bourgeoises de Chavez, Evo Morales, Lula et autres gouvernements nationalistes et populistes du sous-continent. Ces gouvernements pourront seulement mener la classe ouvrière et les masses paysannes à davantage de défaites. Seul le Programme de Transition, que ne sème pas d'illusions dans ces directions et propose de construire un pont entre « *les revendications actuelles et le programme socialiste de la révolution* », en aidant à dépasser la crise entre la maturité des conditions objectives et l'immaturité du prolétariat, peut mener à la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés.

Sur ce chemin, il n'y a pas de raccourcis possibles. La seule manière de dépasser la crise de direction de l'humanité est la construction de solides partis révolutionnaires sous le drapeau d'une IV<sup>ème</sup> Internationale de combat, basés sur le régime du centralisme démocratique et sur une morale révolutionnaire. Pour le Programme de Transition, « *bonnes sont les méthodes qui élèvent la conscience de classe des travailleurs, sa confiance en ses propres forces, sa disposition à l'ab-*

*négarion dans la lutte. Inadmissibles sont celles qui nourrissent la peur et la soumission aux oppresseurs* ». Cette évaluation aussi a passé l'épreuve des faits. Tous les partis et organisations qui ont adopté des positions morales contraires à la stratégie révolutionnaire ont finalement dégénéré. Le comportement de la majorité de la gauche mondiale dans les syndicats, en les administrant comme la propriété de leur parti, ainsi que la corruption dans le parti, les élections syndicales transformées en guerres de bandes, les mensonges et les calomnies qui, étant tellement fréquents, deviennent normales aux yeux de l'avant-garde, produisent seulement la démoralisation et la méfiance dans le processus révolutionnaire. Assumer de nouveau la morale révolutionnaire, de la manière comme elle est exposée dans le Programme de Transition, est un élément fondamental de la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale.

S'il est vrai qu'il est nécessaire de mettre à jour plusieurs aspects du programme, comme la restauration capitaliste, la catastrophe écologique, les nouvelles formes d'organisation du travail et d'exploitation de la classe ouvrière, le phénomène de la sous-traitance, etc., ce n'est pas moins vrai que ce programme s'est avéré être le seul qui a maintenu le fil de la continuité du marxisme pendant le long hiver stalinien.

## **La reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale : une tâche à réaliser**

Le programme de la IV<sup>ème</sup> Internationale est toujours d'actualité et est assumé aujourd'hui par des milliers et des milliers de nouveaux combattants, même de manière inconsciente. Mais un programme révolutionnaire est beaucoup plus qu'un texte historique. Il ne gagne ce caractère que quand il est installé dans la lutte de classes par des organisations réelles, qui combattent pour son acceptation massive et sa mise en pratique.

Parmi ces organisations, il y a la LIT-QI, qui existe comme tendance depuis 1953, quand le parti argentin dirigé par Nahuel Moreno (Palabra Obrera) s'est intégré au Comité International dans le combat contre le révisionnisme pabliste. En 1957, encore dans le cadre du CI, s'est formé le SLATO (Secrétariat Latino-Américain du Trotskysme Or-

thodoxe) dans le but d'organiser les partis d'Amérique latine contre le pablisme (qui tenait en J. Posadas<sup>40</sup> son principal défenseur).

La réunification de 1963 ouvrait une nouvelle possibilité de reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale, même si tous les courants trotskystes n'y ont pas adhéré. Toutefois, le maintien de la politique révisionniste par rapport à la construction du parti empêche qu'il y ait une avancée vers la massification de l'Internationale. Il y avait un motif de classe pour cela : la direction de la IV<sup>ème</sup> Internationale était dans les mains d'une équipe non-prolétarienne, avec une base sociale dans l'intelligentsia européenne, qui s'écartait un peu plus de la classe ouvrière avec chacun de ses changements de cap impressionnistes. Comme disait Moreno, « *contrairement à Pablo, Mandel avait toujours été d'une grande honnêteté. Sur le terrain organisationnel et moral, il a toujours été un camarade extraordinaire. Mais du point de vue de la politique et de la méthodologie il a reproduit ses erreurs de toujours : capituler face aux directions staliniennes ou petites-bourgeoises qui dirigeaient des processus révolutionnaires ou des mobilisations de masses* »<sup>41</sup>. La démocratie interne existante a permis la coexistence dans une même organisation internationale pendant seize ans, malgré les différences politiques profondes. Mais cela a changé qualitativement quand le SU a rompu la barrière de classe en soutenant inconditionnellement le FSLN et a défendu l'expulsion de la Brigade Simon Bolivar du Nicaragua. Le cadre partisan commun n'était déjà plus possible, mais la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale continuait à être une tâche historique, ce qui a mené à la fondation de la LIT, en 1982.

Après la restauration du capitalisme dans les Etats ouvriers et le « déluge opportuniste » qui a touché toute la gauche mondiale à un degré plus ou moins grand, peu d'organisations révolutionnaires peuvent revendiquer le mérite d'avoir nagé contre le courant et d'avoir maintenu le fil de la continuité historique du marxisme au sein de la classe ouvrière. La chute du stalinisme (le plus grand appareil contre-

---

<sup>40</sup> Juan Posadas (Homero Cristali), dirigeant du *Grupo Comunista Internacionalista* d'Argentine, reconnu comme section officielle de la IV<sup>ème</sup> Internationale lors de son 3<sup>ème</sup> congrès (1951). Dans ce congrès, la formation d'un Secrétariat latino-américain sous sa direction a été imposée et une résolution a été approuvée qui exigeait l'entrée individuelle des membres des autres groupes argentins dans le parti de Posadas. Posadas rompt avec la IV<sup>ème</sup> Internationale en 1959 et commence alors la construction de sa propre internationale.

<sup>41</sup> - Nahuel Moreno, *La lutte contre le révisionnisme dans le Secrétariat Unifié 1985* (Prologue à la publication de *Un document scandaleux* (1973) sous forme de livre (voir [www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be) / Bibliothèque)

révolutionnaire mondial de l'histoire) ouvre d'immenses perspectives pour la concrétion de l'essence de la IV<sup>ème</sup> Internationale et son Programme de Transition : la solution de la crise de direction révolutionnaire de l'humanité, à partir de la construction de partis avec influence de masses qui mènent la classe ouvrière à la prise du pouvoir et à la dictature du prolétariat, comme étape de transition pour la conquête du communisme à échelle planétaire.

La LIT-QI s'inscrit dans cette tradition et c'est pourquoi elle a approuvé dans son dernier congrès de mettre son organisation, ses cadres et son militantisme au service de la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale, en comprenant qu'il s'agit « *d'une tâche pour tous les révolutionnaires, non seulement pour les trotskystes* », et qu'elle devra « *regrouper des révolutionnaires formés dans différentes traditions du marxisme, autour de l'accord avec un programme révolutionnaire* »<sup>42</sup>.



<sup>42</sup> - Bernardo Cerdeira, *Le projet stratégique de la LIT-QI est de reconstruire la IV<sup>ème</sup> Internationale*, Le Marxisme Vivant, n° 17, 2008

## Table des matières

Présentation .....	2
<b>Le capitalisme entraîne le monde dans l'abîme. Seule une Révolution Socialiste peut sauver l'humanité. ....</b>	<b>4</b>
L'évolution de la crise .....	7
L'hypothétique « décollage » des pays émergents est un mythe.....	10
La crise économique va provoquer une crise sociale énorme .....	12
L'impérialisme vit une crise politique.....	14
Face à la catastrophe provoquée par le capitalisme, seule la classe ouvrière peut offrir une issue pour l'humanité. ....	15
<b>Une nouvelle onde longue récessive est en train de s'ouvrir .....</b>	<b>21</b>
Les premiers débats sur les ondes longues .....	22
La position de Trotsky .....	23
La position de Mandel.....	27
La polémique sur la cinquième onde longue .....	29
La "globalisation" de l'économie et la restauration du capitalisme dans l'Est.....	31
La globalisation comme une nouvelle onde ascendante du capitalisme .....	34
L'expression politique et idéologique de l'onde ascendante de la globalisation.....	36
L'ouverture d'une onde descendante .....	37
Et maintenant ? .....	39
<b>Guerre entre la Russie et la Géorgie .....</b>	<b>42</b>
<b>L'OTAN et la Russie contre les peuples .....</b>	<b>43</b>
Un duel pour diriger la spoliation de la région .....	43
Saakashvili : un régime colonial, agent direct de l'impérialisme américain .....	44
Pourquoi Saakashvili a commencé la guerre ?.....	45
La guerre de Poutine-Medvedev.....	45
Gouvernements impérialistes : régisseurs du « spectacle ».....	46
Un premier résultat : l'impérialisme peut déployer ses troupes .....	47
Poutine, le « Seigneur de la guerre » .....	48
Notre position : défendre les intérêts des travailleurs .....	49
<b>A propos de l'agression militaire de la Géorgie contre le peuple ossète....</b>	<b>52</b>
Les Etats-Unis veulent le contrôle direct des hydrocarbures par le biais de la Géorgie comme néo-colonie. ....	53
La lutte pour l'autodétermination.....	54
Le rôle de la Russie capitaliste de Poutine-Medvedev .....	54
L'Europe et la guerre .....	56
La gauche face au conflit .....	57
Ils veulent inverser la défaite.....	58

<b>La politique éducative de l'impérialisme pour le 21<sup>ème</sup> siècle .....</b>	<b>60</b>
L'éducation dans les débuts de la société capitaliste .....	61
La Révolution russe et l'éducation.....	63
La politique éducative de l'impérialisme dans le 20 <sup>ème</sup> siècle.....	64
Politiques éducatives de l'impérialisme pour le 21 <sup>ème</sup> siècle.....	67
Les compétences : le nouveau modèle éducatif .....	71
L'éducation comme une industrie intensive .....	75
Conclusion .....	77
<b>La création de la IV<sup>ème</sup> Internationale a été une victoire historique de la classe ouvrière.....</b>	<b>80</b>
La IV <sup>ème</sup> Internationale quand Trotsky vivait encore .....	84
Une combinaison de facteurs mène au révisionnisme au sein de la IV <sup>ème</sup> Internationale.....	87
Du révisionnisme au liquidationisme .....	89
La résistance dans la IV <sup>ème</sup> Internationale mène à la formation du Comité International.....	90
Le phénomène de la guérilla mène à une nouvelle capitulation .....	91
Le Nicaragua : la rupture de la barrière de classe .....	93
Les vendeurs d'illusions.....	94
Le Programme de Transition a été confirmé par l'histoire .....	95
La reconstruction de la IV <sup>ème</sup> Internationale : une tâche à réaliser .....	98